

MARS 2020



# Mobilité et conflit dans le Liptako-Gourma



Conflict Research Unit  
at Clingendael  
**Par Rida Lyammouri**

## DISCLAIMER

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Clingendael et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne.

Ce rapport a été traduit de l'anglais vers le français. L'exactitude de certaines analyses a pu s'en trouver modifiée. Merci d'adresser vos questions à l'auteur, Rida Lyammouri, à [rlyammouri@clingendael.org](mailto:rlyammouri@clingendael.org).

# Sommaire

REMERCIEMENTS .....	1
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....</b>	<b>2</b>
L'IMPACT DES CONFLITS SUR LES SCHÉMAS DE MOBILITÉ .....	2
VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES (ARMÉS) .....	4
ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DU LIPTAKO-GOURMA .....	6
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	7
ACRONYMES .....	10
TABLEAUX .....	11
CHIFFRES .....	11
CARTES .....	11
ENCADRÉS .....	11
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>12</b>
CONTEXTE .....	12
OBJECTIF DE L'ÉTUDE .....	15
MÉTHODOLOGIE ET CONCEPTS-CLÉS .....	15
STRUCTURE DU RAPPORT .....	17

<b>2. L'IMPACT DU CONFLIT SUR LA MOBILITÉ</b>	18
MOBILITÉ DANS LE LIPTAKO-GOURMA – UN APERÇU	18
EFFET DU CONFLIT SUR LES ROUTES DE MIGRATION	26
CONCLUSION	34
<b>3. VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES (ARMÉS)</b>	35
LES INCIDENTS DE PROTECTION ET LEURS AUTEURS – UN APERÇU	36
TRAFIC ILLICITE D'ÊTRES HUMAINS	36
IMPLICATION DES ACTEURS ARMÉS NON ÉTATIQUES	39
IMPLICATION DES FORCES DE SÉCURITÉ	40
XÉNOPHOBIE	42
CONCLUSION	45
<b>4. ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DU LIPTAKO-GOURMA</b>	46
ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DU LIPTAKO-GOURMA - UN APERÇU	46
PRINCIPAUX OBSTACLES À L'ACCÈS	48
CONCLUSION	53

---

<b>5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b> .....	54
RECOMMANDATIONS POUR ATTÉNUER L'IMPACT DES CONFLITS SUR LA MOBILITÉ .....	54
RECOMMANDATIONS POUR REMÉDIER À LA VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS .....	56
RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES .....	57
NOTES .....	63

## REMERCIEMENTS

Ce rapport n'aurait pas pu être réalisé sans l'aide d'un certain nombre de personnes qui ont gracieusement partagé leur temps, leur expertise et leurs réseaux.

Ce projet a été commandé et financé par le Fonds fiduciaire de l'Union européenne (EUTF), et il a été développé en collaboration avec la Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI). Les opinions exprimées et les informations contenues dans ce document sont la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne. Merci aux parties prenantes de la Commission européenne pour leur facilitation, leurs conseils et leur soutien.

Je tiens à remercier toutes les personnes dont l'aide a constitué une étape importante dans la réalisation de ce projet. Je n'aurais pas pu écrire cette étude sans l'aide de l'équipe de mon unité de *Conflict Research Unit* (CRU). Je souhaite tout d'abord exprimer ma plus profonde gratitude au Dr Fransje Molenaar et à Mariska van Beijnum pour leurs conseils et leurs directives tout au long du projet. Ensuite, je voudrais saluer tout particulièrement mon collègue Loïc Bisson, qui a été si généreux de son temps pour collecter, analyser et organiser les données pertinentes. Je remercie également Antoine Robin et Anna van der Meulen pour leur soutien.

Des remerciements particuliers vont au Dr Fransje Molenaar qui, grâce à sa grande expérience en matière de recherche et de publication sur les migrations, a fourni des analyses, des commentaires et des suggestions très pointus pour que cette étude atteigne le plus haut niveau possible. Je voudrais également remercier ma collègue Leela Koenig de l'Académie Clingendael, qui a mobilisé son expérience de travail dans le secteur humanitaire en développant des programmes de formation pour les négociateurs et médiateurs humanitaires, pour traduire les informations recueillies dans cette étude en recommandations pratiques.

Je tiens également à remercier l'analyste principal de la Global Initiative, le Dr Matt Herbert, et la chercheuse indépendante Katia Golovko pour avoir examiné le rapport et fourni des commentaires et des réactions constructifs. Je remercie tout particulièrement Mark Micallef, Directeur de l'Observatoire Afrique du Nord et Sahel de la Global Initiative, pour ses efforts de coordination dans le cadre de ce projet.

Je tiens à remercier les chercheurs locaux au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Ce projet n'aurait pas été possible sans leurs connaissances locales, leurs langues et leur capacité à mener à bien la collecte de données dans un environnement particulièrement complexe. Enfin, je remercie tous les participants qui se sont rendus disponibles pour des entretiens et ont pris part aux discussions pour répondre aux questions de l'enquête, ainsi que pour leur volonté de partager leurs points de vue sur un sujet aussi complexe.

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au cours des quatre dernières années, la région frontalière triangulaire du Mali, du Niger et du Burkina Faso - connue sous le nom de Liptako-Gourma - a connu une recrudescence de la violence intercommunautaire et des attaques de la part d'organisations extrémistes violentes (OEV). Les régions les plus touchées sont Mopti et Gao au Mali, les régions de Tillabéri et Tahoua au Niger, et les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso. L'escalade de la violence armée a forcé un nombre sans précédent de civils à abandonner leurs foyers, et cette tendance se poursuit à partir de mars 2020. Ces évolutions ont non seulement un impact sur la population vivant dans la région, mais elles mettent également en danger les personnes en déplacement, notamment les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), ainsi que les migrants saisonniers, circulaires à court terme et à plus long terme, qui se rendent en Afrique du Nord et en Europe.

Cette étude évalue ces dynamiques dans leurs moindres détails sur la base d'un examen des données quantitatives existantes combinées à des entretiens avec des informateurs-clés : migrants, transporteurs, dirigeants locaux influents, acteurs humanitaires, organisations de la société civile (OSC), organisations non gouvernementales (ONG) et acteurs de la communauté internationale présents, opérant et impliqués dans les questions liées aux conflits et/ou aux migrations dans le Liptako-Gourma. La question de recherche centrale de cette étude est **de savoir comment le conflit au Liptako-Gourma a-t-il affecté les schémas de mobilité, tels que la migration, le déplacement et la transhumance, et avec quelles conséquences pour les migrants et les autres populations vulnérables. Les sous-questions sont les suivantes:**

1. Quel a été l'effet de l'aggravation des conflits sur la mobilité transfrontalière et les routes migratoires ? Quel est le lien entre la mobilité et les organisations extrémistes violentes (OEV) ? Les migrants sont-ils recrutés par des OEV, et dans quelle mesure le trafic illicite d'êtres humains sert-il à financer les OEV et d'autres groupes armés ?
2. Quels types d'abus les migrants et autres populations vulnérables subissent-ils de la part des acteurs du conflit, quel type de protection est-il nécessaire et comment les acteurs humanitaires et de développement (y compris les institutions internationales et les ONG) qui assurent la protection des populations vulnérables, peuvent-ils répondre au mieux à ces besoins de protection dans les régions où ils n'ont pas - ou peu - d'accès en raison de l'effritement de la situation sécuritaire ?

## L'IMPACT DES CONFLITS SUR LES SCHÉMAS DE MOBILITÉ

La mobilité dans le Liptako-Gourma prend de nombreuses formes différentes, car la migration (circulaire) a toujours fait partie des modes de vie traditionnels. Les principales formes de mobilité que l'on peut distinguer sont les suivantes : 1) le déplacement, 2) le pastoralisme de transhumance, 3) le commerce local et régional et la mobilité de la main-d'œuvre, et 4) la migration vers le nord.<sup>1</sup>

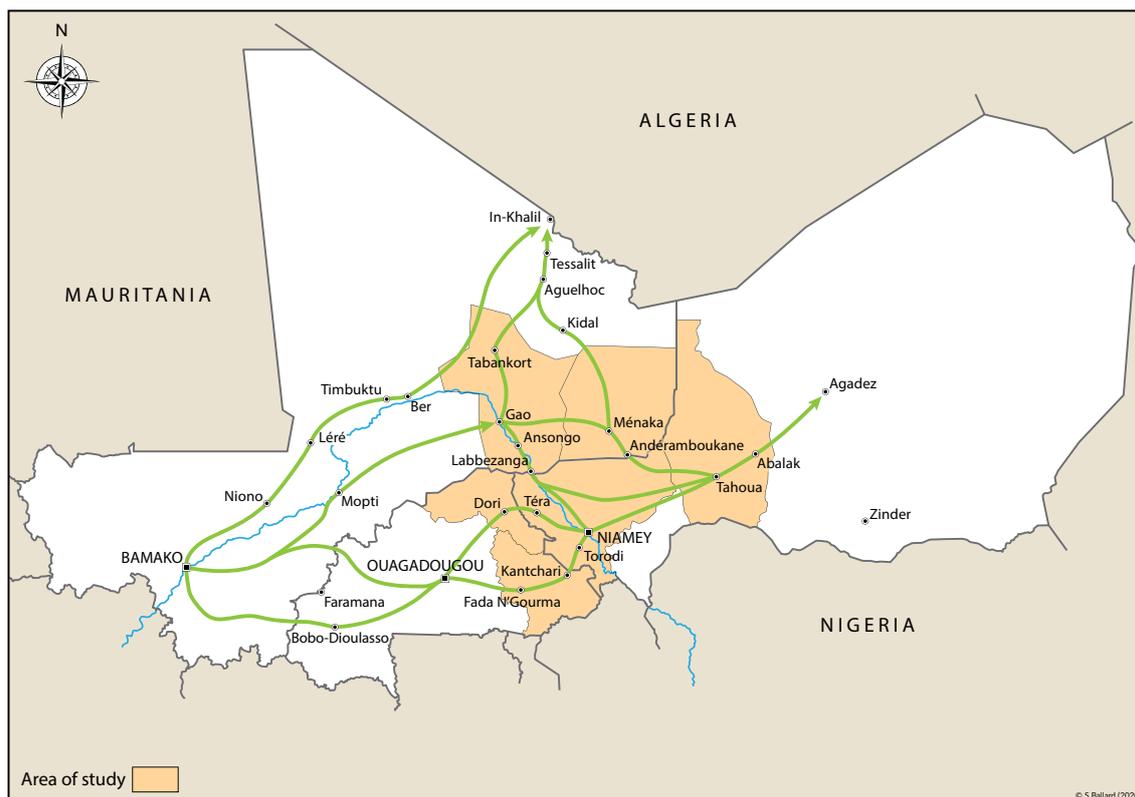
L'étude démontre que le conflit dans la région a des répercussions différentes sur ces diverses formes de mobilité. La question la plus urgente liée à la mobilité dans la région est le déplacement forcé des centaines de milliers de personnes qui ont fui leur foyer en quête de sécurité, de protection et d'accès aux biens de première nécessité. L'absence de sécurité et de services publics, combinée à l'absence d'aide humanitaire dans les zones rurales aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, ont contraint les civils à se déplacer vers des zones plus sûres à l'intérieur de leur pays. Certains civils ont également trouvé refuge au-delà des frontières. Alors que 25,871 Maliens ont trouvé refuge au Burkina Faso et 58,442 au Niger, par exemple, 1,024 réfugiés nigériens et 8,457 réfugiés burkinabés ont fui au Mali. Le nombre de personnes déplacées est encore plus stupéfiant, avec 1,002,502 dans l'ensemble du Liptako-Gourma en février 2020.

L'impact du conflit sur les autres formes de mobilité est plus important pour ce qui concerne les populations locales et les éleveurs en transhumance. Avec l'escalade de l'insécurité, un nombre croissant de personnes craignent de s'engager dans la mobilité locale. L'utilisation croissante d'engins explosifs improvisés (EEI) dans tout le Liptako-Gourma a perturbé les déplacements et les routes commerciales, ainsi que la liberté de mouvement de la population locale. L'état d'urgence - ainsi que les réglementations sur l'utilisation des véhicules et des motos - imposé dans toutes les régions frontalières ont compliqué les mouvements de population à travers les frontières. Ce constat s'applique aux éleveurs en transhumance et aux migrants qui pratiquent le commerce local et régional et la mobilité de la main-d'œuvre.

Il ne semble pas y avoir de corrélation persistante - qu'elle soit positive ou négative - entre l'insécurité et les flux migratoires vers le nord dans la région du Liptako-Gourma. À ce jour, la dynamique des conflits dans la région ne semble pas avoir donné lieu à un accroissement du nombre de migrants se rendant en Europe. Les migrants à destination de l'Europe ne représentent qu'un faible pourcentage des personnes en transit dans la région du Liptako-Gourma au départ, et également une petite partie du total des arrivées en Europe. La part des arrivées ouest-africaines est passée de 22,5 % (2018) à 8 % (septembre 2019). Elle est en baisse constante depuis l'adoption de la législation relative au trafic illicite de migrants au Niger en 2016 ainsi que la baisse des départs de la côte libyenne au cours des deux dernières années. La part relative des arrivées en Europe en provenance du Mali, du Niger et du Burkina Faso a été constamment faible entre 2016 et 2019, les Maliens constituant 3 % des arrivées en 2019 (janv.-sept.), alors que les migrants et les réfugiés nigériens et burkinabés représentent moins de 0,1 %.

L'examen des données disponibles montre que la décision d'entreprendre le voyage migratoire, en particulier celui de longue durée vers l'Europe (qui représente encore un pourcentage relativement faible du nombre total de mouvements migratoires), est davantage fondée sur des considérations matérielles et pratiques que sur la situation sécuritaire sur le terrain. Les facteurs susceptibles de modifier la détermination d'une personne à émigrer concernent principalement les obstacles matériels réels, notamment le renforcement des contrôles aux frontières et le manque de fonds, beaucoup plus que la perception des risques éventuels de décès ou de sanctions résultant de la législation anti-migration. Cela suggère que la décision de prendre un itinéraire migratoire dépend davantage de la possibilité réelle de voyager que de la situation sécuritaire sur l'itinéraire.

Carte 1: Principaux itinéraires de transit passant par le Liptako-Gourma



Si les routes empruntées par les migrants sont devenues plus dangereuses en raison de la prolifération des engins explosifs improvisés (EEI), des organisations extrémistes violentes (OEV) ainsi que des conflits intercommunautaires, les trajectoires et les flux n'ont pas changé en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire, sauf dans les zones où la mobilité générale est entravée par le renforcement des contrôles aux frontières ou d'autres points de contrôle. Les itinéraires empruntés au Mali pour transporter les migrants vers les régions du nord et vers l'Algérie se sont déplacés dans une certaine mesure. Les transporteurs et les sociétés de transport continuent de se déplacer sur des axes passant par les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso pour se rendre à Niamey. La durée du voyage de Bamako à Gao est maintenant plus longue en raison de l'insécurité, de la nécessité d'un convoi militaire et de la mise en place de points de contrôle sur l'itinéraire qui en résulte, ce qui a augmenté la vulnérabilité et les coûts pour ceux qui voyagent sur cet itinéraire. En conséquence, en plus de l'axe principal de Bamako à Gao, l'itinéraire s'est déplacé en direction de Tombouctou, ouvrant ainsi une voie supplémentaire vers le nord.

## VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES (ARMÉS)

Les personnes en déplacement dans le Liptako-Gourma sont confrontées à de multiples risques provenant de divers acteurs (voir le tableau 1 ci-dessous, pour un aperçu). Sur l'itinéraire emprunté, elles sont exposées à divers incidents à l'encontre de leur protection, le plus courant étant l'extorsion - qui touche différentes formes de mobilité, et pas exclusivement les migrants long-courriers. En outre, l'extorsion touche plus ou moins de la même manière les hommes et les femmes. D'autres incidents de protection sont liés à des abus, des vols et des détentions. Dans ce cas, les femmes sont globalement plus vulnérables (en particulier aux abus sexuels et physiques, ainsi qu'aux vols).

Cette étude a permis de mieux comprendre le lien entre les OEV et les migrants en examinant le recrutement potentiel des migrants par les OEV et la relation entre ces dernières et les réseaux de trafic illicite d'êtres humains. Les acteurs internationaux et nationaux interrogés à ce sujet n'ont pas pu confirmer l'exploitation et le recrutement de migrants par les OEV opérant au Liptako-Gourma ni leur implication en matière de trafic illicite d'êtres humains. Cela corrobore les conclusions d'autres études sur les stratégies financières des OEV, qui indiquent que les OEV du Liptako-Gourma s'appuient généralement sur des activités de trafic illicite plus lucratives, telles que la drogue, pour financer leurs activités. Notre analyse de la vulnérabilité des migrants sur les routes touchées par le conflit montre bien que les membres de la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et de la Plateforme, signataires armés de l'accord de paix au nord du Mali, sont liés aux passeurs et à l'exploitation des migrants - soit en donnant aux passeurs l'accès aux territoires sous leur contrôle et/ou en profitant activement de la position vulnérable des migrants aux barrages routiers en leur demandant de l'argent.

Plus important encore, l'augmentation de l'insécurité et de l'application de la loi aux frontières dans la région a entraîné une augmentation des forces de sécurité de l'État qui cherchent à contrôler les mouvements dans la région. Le renforcement du contrôle de la sécurité dû à l'agenda anti-terroriste et à la mise en œuvre de mesures de sécurité aux frontières et de lutte contre la contrebande et le trafic, a été aggravé davantage par les efforts de contrôle des migrations sans papiers, offre aux forces de sécurité des possibilités d'extorsion de pots-de-vin aux migrants. En fait, les forces de sécurité de l'État sont parmi les principaux auteurs d'abus envers les migrants dans les trois pays étudiés ici. Il en résulte une crainte des forces de sécurité qui, à leur tour, peuvent forcer les personnes en déplacement à s'écarter des principaux itinéraires et à éviter les contrôles, pour s'appuyer davantage sur les passeurs.

**Tableau 1:** Vulnérabilité des migrants sur les différents itinéraires touchés par le conflit – résumé des conclusions du rapport

Trajectoire	Effet du conflit sur les itinéraires	Problèmes/ dangers/ risques	Principaux auteurs
<b>Mali</b>			
Bamako–Gao via Mopti	Le voyage est devenu plus cher et plus long. Cela est dû à l'escorte militaire nécessaire entre Gossi et Gao.	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'utilisation d'engins explosifs improvisés par des groupes militants, en particulier entre Gossi et Gao.</li> <li>■ L'extorsion par les forces de sécurité aux points de contrôle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Forces de sécurité: police, armée et gendarmerie.</li> <li>■ Chauffeurs et coxeurs entre Gossi et Gao.</li> </ul>
Gao–In-Khalil	En dehors des violences commises par les OEV, la région a connu une stabilité notable. Les migrants tentent d'éviter cet itinéraire en raison du nombre élevé de points de contrôle par de multiples acteurs plutôt que du conflit.	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Extorsion d'argent par les forces de sécurité maliennes et les groupes armés signataires de l'accord de paix aux postes de contrôle.</li> <li>■ Viol et violences physiques par des membres de groupes armés.</li> <li>■ Abandon dans le désert.</li> <li>■ L'utilisation d'engins explosifs improvisés par des OEV</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les forces de sécurité maliennes.</li> <li>■ Les groupes armés signataires de l'accord de paix.</li> <li>■ Contrebandiers.</li> </ul>
Niamey–Gao–Niamey via Ansongo (partie Mali)	Elle est encore et elle restera la principale voie de transit pour les migrants, les autres passagers et les marchandises dans les deux sens.	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Bandit armé contre tous les passagers.</li> <li>■ L'utilisation d'EEL par les OEV, en particulier du côté malien.</li> <li>■ L'extorsion d'argent par les forces de sécurité maliennes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Forces de sécurité maliennes : douanes, gendarmes, armée et police.</li> <li>■ Les OEV; toutefois, ils ne visent pas spécifiquement les migrants.</li> <li>■ Les bandits armés.</li> </ul>
Gao–Tahoua–Agadez via Ménaka et Andéramboukane (Mali) (partie malienne)	Ce n'est pas un itinéraire majeur utilisée par les migrants qui tentent de rejoindre l'Algérie ou la Libye. Évitée parce qu'elle est dangereuse et utilisée par un nombre limité de transporteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les migrants et les passagers qui empruntent cet itinéraire sont constamment victimes de vols à main armée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Des bandits armés.</li> <li>■ Forces de sécurité maliennes.</li> <li>■ Les groupes armés signataires de l'accord de paix.</li> </ul>

Trajectoire	Effet du conflit sur les itinéraires	Problèmes/ dangers/ risques	Principaux auteurs
<b>Niger</b>			
Bamako–Niamey via Burkina Faso (partie Niger)	L'itinéraire devient de plus en plus attrayant pour les migrants afin d'éviter le trajet Bamako - Gao, qui est plus long et plus coûteux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extorsion d'argent aux postes de contrôle contrôlés par les forces nigériennes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les forces de sécurité nigériennes.</li> </ul>
Niamey–Gao–Niamey via Ansongo (partie Niger)	Itinéraire encore utilisé pour le transport des migrants, des passagers en général et des marchandises malgré les conflits en cours, de part et d'autre des frontières. Les forces de sécurité maliennes ont abandonné la ville frontalière de Labbezanga en raison de l'insécurité, laissant les migrants en voyage exposés et vulnérables.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extorsion d'argent par les forces de sécurité et les groupes armés aux postes de contrôle.</li> <li>Le banditisme armé et les vols à main armée.</li> <li>Exploitation possible par des OEV, bien que difficile à confirmer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les forces de sécurité nigériennes.</li> <li>OEV: principalement l'État islamique du Grand Sahara (ISGS).</li> </ul>
Gao–Tahoua–Agadez via Ménaka et Andéramboukane (Mali) (partie Niger)	Le nombre de migrants, et les mouvements de population en général, passant par cette voie est relativement faible en raison de la forte criminalité, de la présence de multiples groupes armés et des OEV.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extorsion d'argent à différents points de contrôle.</li> <li>Exploitation possible par des OEV, bien que difficile à confirmer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les forces de sécurité nigériennes.</li> <li>Bandits armés.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>			
Bamako–Niamey via Burkina Faso (partie du Burkina)	L'itinéraire devient plus attrayant pour les migrants afin d'éviter le long et plus coûteux trajet Bamako–Gao.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extorsion d'argent aux postes de contrôle, contrôlés par les forces burkinabés: gendarmes, militaires et douaniers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les forces burkinabés.</li> <li>OEV : surtout ISGS.</li> <li>Groupes d'auto-défense: Kolweogo.</li> </ul>

## ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DANS LE LIPTAKO-GOURMA

Les acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables ont actuellement une présence et un accès limités au Liptako-Gourma. L'augmentation des conflits violents constitue le principal obstacle à l'accès : les travailleurs humanitaires et les autres acteurs engagés dans la fourniture d'aide sont très souvent pris pour cible. Les incidents comprennent des vols à main armée, des détournements de voitures, des attaques physiques et le ciblage délibéré des travailleurs humanitaires par

des groupes armés. Cette situation est aggravée davantage par le fait que l'espace humanitaire/protection s'est rétréci avec l'imposition de l'état d'urgence et des couvre-feux. Cela a intensifié la pression sur les acteurs travaillant dans la région et leur a laissé moins de temps pour établir la confiance avec les communautés dans le besoin.

Des obstacles supplémentaires à l'accès aux populations vulnérables proviennent du système d'aide lui-même. Tout d'abord, il y a un manque général de financement qui limite la fourniture de l'aide et la portée de l'accès humanitaire. Deuxièmement, la situation au Liptako-Gourma représente une crise à multiples facettes qui nécessite simultanément une aide humanitaire, une intervention sécuritaire et une aide au développement. Bien que ces trois composantes revêtent une importance cruciale à l'heure actuelle, elles s'accompagnent de modalités d'intervention très différentes (tant en termes d'approche que de durée requise). Les différences d'approche semblent créer des problèmes en termes de négociation de l'accès, en particulier pour les groupes d'aide qui pourraient mettre plus de temps à s'adapter à la mentalité humanitaire plutôt qu'à celle du développement. La mise en œuvre du principe humanitaire de neutralité, par exemple, exige qu'ils prennent leurs distances par rapport à leurs partenaires gouvernementaux à long terme. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination et l'alignement entre les différentes composantes de l'aide actives dans la région.

L'étude constate notamment qu'il est nécessaire de mieux équilibrer la réponse à la crise avec les efforts de développement et de stabilisation. Dans l'ensemble, les personnes interrogées indiquent que si les besoins humanitaires sont urgents, ce sont en fait les facteurs de conflit sous-jacents qui nécessitent le plus d'attention pour faire en sorte que la situation ne se détériore pas davantage - y compris en termes d'accès aux populations les plus vulnérables. Interrogés sur les besoins les plus pressants dans la région, presque tous les acteurs humanitaires et de développement (y compris les institutions internationales et les ONG) ont mentionné la nécessité de trouver des solutions aux problèmes de gouvernance, de transhumance et d'exploitation informelle de l'or dans le Liptako-Gourma, en particulier aux frontières du Niger et du Burkina Faso. Bien que ce rapport n'ait pas eu pour but d'étudier, de manière exhaustive, la dynamique des conflits dans la région, les conclusions du rapport confirment que ces questions doivent être abordées, car elles constituent les principaux moteurs des conflits et de l'insécurité - et donc du besoin accru de protection dans la région.

## CONCLUSION AND RECOMMENDATIONS

Compte tenu des principales conclusions, nous invitons avant tout les organisations d'aide internationale à ne pas aborder la mobilité dans le Liptako-Gourma sous l'angle de la sécurité et de l'application des frontières. Pour l'instant, la plupart des déplacements dans le Liptako-Gourma prennent la forme de mouvements saisonniers et à court terme, et non de migrations vers le nord. En ciblant ces flux en tant que tels, on risque de perturber davantage les moyens de subsistance et de renforcer les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les efforts actuels axés sur la population locale et les personnes déplacées sont la bonne approche, car si l'on mettait ouvertement l'accent sur la migration, on perdrait de vue des priorités plus larges, parmi

lesquelles le renforcement des capacités de l'État et la réduction du fossé entre l'État central et les communautés socio-économiquement marginalisées vivant dans les zones rurales du Liptako-Gourma, seraient la priorité essentielle en termes de soutien à la paix et au développement durables.

**Recommandation 1 :** L'obstruction actuelle de la mobilité locale due à la dynamique des conflits affecte gravement les moyens de subsistance locaux. Les acteurs de l'aide internationale **devraient établir un plan d'action basé sur les étapes nécessaires qui leur permettraient de combler le fossé entre l'État central et les communautés socio-économiquement marginalisées de Liptako-Gourma.** Dans cette situation actuelle, le rôle et les besoins des bénéficiaires - communautés locales et populations déplacées - est de permettre de meilleurs services publics, un accès équitable à la terre et aux ressources naturelles, et de faire de la gouvernance l'objectif principal de la programmation dans la région. En outre, les programmes devraient se concentrer sur le rétablissement de relations rompues avec les forces de sécurité. Les étapes suivantes à envisager devraient inclure la responsabilisation et l'indemnisation des individus et des familles injustement ciblés par les forces de sécurité. Il va sans dire que le soutien à ces processus et aux efforts de développement à plus long terme devrait prendre en compte les dynamiques locales.

En même temps, les acteurs de l'aide internationale ont également la possibilité d'engager le dialogue avec les auteurs de crimes contre les personnes en déplacement dans le Liptako-Gourma. Plus précisément, il semble que l'UE ait la possibilité de s'attaquer au problème des forces de sécurité qui se livrent à l'extorsion et aux abus :

**Recommandation 2 :** **Faire de la protection de la population civile locale et des personnes déplacées, y compris les migrants de passage, un point essentiel de toute discussion entreprise avec les forces de sécurité de la région.** Étant donné l'accent mis sur la sécurité (des frontières), il est impératif de sensibiliser les membres des forces armées aux droits de l'Homme des migrants, des PDI, des réfugiés (et des autres citoyens)<sup>2</sup>. Cela devrait faire partie non seulement de la collaboration en matière de sécurité liée aux migrations ou aux frontières, mais aussi des approches sécurisées de lutte contre le terrorisme.

**Recommandation 3 :** **Engager des discussions avec les dirigeants de l'AMC/la Plateforme pour discuter de la protection des migrants et de la nécessité d'intégrer cette question dans les stratégies des signataires en matière de droits de l'homme.** À cette fin, l'UE pourrait tirer parti du rôle clé joué par l'envoyé spécial de l'UE, M. Losada, dans la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali.

Enfin, il est possible d'améliorer la coordination et l'alignement des réponses d'aide aux défis du Liptako-Gourma.

**Recommandation 4 :** **Impliquer les autorités traditionnelles dans la programmation, en tenant compte des difficultés existantes.** Afin de préserver et d'élargir l'accès existant, il est primordial que les acteurs de l'aide favorisent l'acceptation et gagnent la confiance des communautés, y compris des autorités locales et traditionnelles. Il est essentiel d'informer les personnalités éminentes des communautés des dis-

tributions et des projets à mettre en œuvre au sein de leurs réseaux afin de s'assurer de leur adhésion et de leur soutien. En développant et en maintenant une relation de confiance avec ces autorités, les acteurs de l'aide peuvent accéder plus facilement aux communautés et mieux comprendre leurs besoins, pour pouvoir garantir une réponse adaptée. En retour, les autorités locales et traditionnelles seront plus à même de sensibiliser leurs communautés au rôle des acteurs de l'aide et du secteur humanitaire. Toutefois, il est important de reconnaître les limites et les lacunes éventuelles de l'engagement avec ces autorités. Les chefs traditionnels ont été de plus en plus ciblés par les OEV ces dernières années, surtout s'ils sont perçus comme des alliés de l'État, ce qui signifie que tout engagement avec ces acteurs doit être sensible aux conflits et très probablement discret. Les personnalités traditionnelles sont souvent ciblées parce que leur retrait est susceptible de perturber la stabilité inter et intracommunautaire. Il convient de prendre en considération le fait que des relations ouvertes avec des travailleurs humanitaires et sanitaires pourraient exposer ces personnes à des risques accrus d'attaques et d'enlèvements. Les acteurs humanitaires doivent, d'une part, veiller à ce que les autorités traditionnelles avec lesquelles ils traitent respectent leurs principes fondamentaux et, d'autre part, investir dans la sensibilisation et le partage d'informations concernant leur neutralité.

**Recommandation 5 :** Les bailleurs de fonds internationaux, tels que l'UE, **pourraient apporter leur soutien à une meilleure coordination - notamment en ce qui concerne la négociation de l'accès – entre les différents acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables.** L'UE pourrait également soutenir ses partenaires d'exécution dans les négociations avec les gouvernements nationaux lors de la révision de l'obligation de recourir à des escortes militaires. Il faut veiller à ne pas se rabattre sur des approches et des plans d'intervention pour la région. Il existe des caractéristiques générales qui sont les mêmes dans tout le Liptako-Gourma (les dynamiques actuelles de conflit et d'instabilité et leurs causes profondes), mais les réponses globales ne suffiront pas. Le contexte humanitaire est actuellement encore très différent au Burkina Faso (très désastreux, des interventions parallèles sont nécessaires) et au Niger (les systèmes étatiques fonctionnent toujours plus ou moins bien, un soutien par le biais des systèmes existants est toujours possible).

Il y a un besoin immédiat de coordonner les réponses entre les différents acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables. Cette coordination devrait commencer par un exercice de cartographie des mandats des Nations unies, des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) et des ONG locales qui opèrent dans la région. Les raisons de cette démarche sont doubles. Premièrement, lorsque les organisations internationales se retirent en raison de risques pour la sécurité, les ONG locales sont plus susceptibles de prendre en charge la fourniture de l'aide humanitaire. Il convient de veiller à ce qu'elles soient correctement formées et équipées pour le faire sans mettre également leur vie en danger. Deuxièmement, certaines de ces ONG peuvent être issues d'organisations de développement ou de la société civile. Si elles sont perçues par la population locale et/ou par les OEV comme des organisations humanitaires, leurs choix auront un impact sur la perception de la neutralité, de l'humanité et de l'indépendance des humanitaires en général. Cela pourrait potentiellement nuire à la sécurité des fournisseurs d'aide internationale lorsqu'ils (re)établissent leur présence dans certaines régions. Grâce à l'exercice de cartographie, ces risques pourraient être calculés.

## ACRONYMES

<b>AQMI</b>	Al-Qaida au Maghreb islamique
<b>RVAR</b>	Retour volontaire assisté et réintégration
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>CMA</b>	Coordination des mouvements de l'Azawad
<b>MSD</b>	Matrice de suivi des déplacements
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>UE</b>	Union européenne
<b>FFUE</b>	Fonds fiduciaire de l'Union européenne
<b>FMP</b>	Points de suivi des flux (Flow Monitoring Point)
<b>HRW</b>	Human Rights Watch
<b>PDI</b>	Personnes déplacées internes
<b>OING</b>	Organisation internationale non gouvernementale
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>EIGS</b>	État islamique dans le Grand Sahara
<b>EIPAO</b>	État islamique Province d'Afrique de l'Ouest
<b>JNIM</b>	Jama't Nusrat al-Islam wal-Muslimeen
<b>MINUSMA</b>	Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation au Mali
<b>MLF</b>	Front de libération du Macina
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>BCAH</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>OEV</b>	Organisations extrémistes violentes
<b>RHV</b>	Retour humanitaire volontaire

## TABLEAUX

Tableau 1: Vulnérabilité des migrants sur les différents itinéraires touchés par le conflit – résumé des conclusions du rapport .....	5
Tableau 2: Migration de certains pays d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe (en pourcentage du total) ....	24
Tableau 3: Incidents de protection courants contre les migrants au Mali, au Niger et au Burkina Faso, par sexe .....	35

## FIGURES

Figure 1: Principaux pays d'origine des réfugiés et des migrants transitant par le Liptako-Gourma .....	24
---	----

## MAPS

Carte 1: Principaux itinéraires de transit passant par le Liptako-Gourma .....	4
Carte 2: Domaine d'étude .....	16
Carte 3: Principaux itinéraires de transit à travers le Mali .....	27
Carte 4: Principaux itinéraires de transit à travers le Burkina Faso pour atteindre le Niger .....	30
Carte 5: Principaux itinéraires de transit dans la région de Tillabéri, Niger .....	31

## ENCADRÉS

Encadré 1: Mouvement secondaire des populations déplacées .....	19
Encadré 2: Les défis du pastoralisme de transhumance .....	20
Encadré 3: Extraction de l'or et migration saisonnière au Burkina Faso .....	22
Encadré 4: Les flux migratoires au Liptako-Gourma .....	23
Encadré 5: Migrants de retour .....	25
Encadré 6: Acquisition de documents maliens .....	38
Encadré 7: Un aperçu des organisations d'aide actives dans le Liptako-Gourma .....	47

# 1. INTRODUCTION

## CONTEXTE

Le Liptako-Gourma, région qui relie les trois pays du Niger, du Burkina Faso et du Mali, a attiré une attention médiatique et politique notable ces dernières années. Cette région, qui comprend une partie des régions de Gao et de Mopti au Mali, la région de Tillabéri au Niger et la région du Sahel au Burkina Faso<sup>3</sup>, est décrite comme l'épicentre de la crise du Sahel en Afrique de l'Ouest. En l'absence d'une présence effective de l'État, cette région tri-frontière a été le théâtre de banditisme et de pillages accrus, de violences intercommunautaires et d'attaques perpétrées par d'organisations extrémistes violentes (OEV). Le paysage sécuritaire de Liptako-Gourma est caractérisé par la prolifération de groupes armés non étatiques opérant aux côtés de forces de sécurité étatiques faibles et de milices d'autodéfense. Le conflit actuel remonte à 2012, lorsque les OEV ont pris le contrôle du nord du Mali, exploitant le chaos causé à la fois par la rébellion touarègue et la crise politique qui s'en est suivie. Le conflit s'est progressivement étendu à certaines parties de la région du Liptako-Gourma, au Niger et au Burkina Faso.

Le Liptako-Gourma, région qui relie les trois pays du Niger, du Burkina Faso et du Mali, a attiré une attention médiatique et politique notable ces dernières années. Cette région, qui comprend une partie des régions de Gao et de Mopti au Mali, la région de Tillabéri au Niger et la région du Sahel au Burkina Faso, est décrite comme l'épicentre de la crise du Sahel en Afrique de l'Ouest. En l'absence d'une présence effective de l'État, cette région tri-frontière a été le théâtre d'un banditisme et de pillages accrus, de violences intercommunautaires et d'attaques aux mains d'organisations extrémistes violentes (OEV). Le paysage sécuritaire de Liptako-Gourma est caractérisé par la prolifération de groupes armés non étatiques opérant aux côtés de forces de sécurité étatiques faibles et de milices d'autodéfense. Le conflit actuel remonte à 2012, lorsque les OEV ont pris le contrôle du nord du Mali, exploitant le chaos causé à la fois par la rébellion touarègue et la crise politique qui s'en est suivie. Le conflit s'est progressivement étendu à certaines parties de la région du Liptako-Gourma, au Niger et au Burkina Faso.

Le JNIM et l'ISGS/ISWAP sont les deux principales coalitions armées du Liptako-Gourma. Le JNIM est une coalition de groupes alignés sur Al-Qaïda qui vise à chasser les forces étrangères (en particulier les Français et l'ONU) du Sahel<sup>4</sup> et à imposer sa version de la loi islamique. Malgré de lourdes pertes en 2019, le JNIM a mené des attaques complexes, des assassinats et des attaques d'engins explosifs improvisés contre le personnel des Nations unies, les forces locales et françaises et les civils<sup>5</sup>. Le Front de libération Katiba Macina, une de ses composantes, a été lié à 63 % de tous les événements violents dans le centre du Mali et à un tiers des événements violents dans l'ensemble du Mali en 2018<sup>6</sup>. Une autre coalition, ISGS/ISWAP, a gagné en influence dans les régions de Ménaka et de Gao en recueillant le soutien des communautés défavorisées. L'ISGS/ISWAP est la branche locale de l'État islamique. Jusqu'en 2019, le JNIM et l'ISGS/ISWAP ont étendu et intensifié leurs opérations dans la région de Tillabéri au Niger<sup>7</sup>. Le JNIM et l'ex-ISGS ont tous les

deux exploité la rancœur envers les acteurs étatiques ainsi que les récriminations locales de certaines communautés pour alimenter les tensions intercommunautaires et intracommunautaires afin de renforcer leur présence et leur influence dans la région et de générer un soutien<sup>8</sup>. Ils ont tenté de se présenter comme des acteurs sociaux et politiques en développant des discours et des pratiques normatives<sup>9</sup>. En avalisant les sentiments d'injustice et de discrimination répandus parmi les Peuls, à majorité musulmane, les groupes armés ont utilisé les griefs locaux comme point de mire pour générer de la cohésion<sup>10</sup>. En conséquence, les communautés Peules continuent d'être stigmatisées et victimisées parce qu'elles sont considérées comme des partisans-clés des groupes JNIM ou ISWAP par les forces de sécurité et les milices d'autodéfense qui opèrent sous le prétexte de lutter contre les OEV<sup>11</sup>. En 2019, la violence intercommunautaire au Mali a dépassé la violence des OEV, selon le Projet de données<sup>12</sup> sur les lieux et les événements des conflits armés. La compétition pour les ressources, le stress et les risques supplémentaires pour les moyens de subsistance émanant du changement climatique et de la croissance démographique ont contribué à exaspérer les frictions sociales<sup>13</sup>. En raison de la violence et des assassinats ciblés des OEV, les chefs traditionnels et les autorités ont fui et/ou ont été tués, laissant un vide dans la médiation et la résolution des conflits<sup>14</sup>.

La crise de sécurité est aggravée par la faiblesse et le manque de formation des forces de sécurité de l'État. Elles subissent des attaques régulières de la part des OEV et n'ont que peu de contrôle sur le territoire de l'État. En novembre 2019, les forces maliennes ont subi les attaques les plus meurtrières de l'ISGS dans la région de Ménaka (In-Delimane) qui ont fait au moins 53 morts parmi les soldats maliens<sup>15</sup>. En conséquence, l'armée malienne s'est retirée de ses positions près des frontières avec le Niger et le Burkina Faso<sup>16</sup>. Au Burkina Faso, les forces de sécurité ont été chassées des régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est du pays. Dans les zones où elles patrouillent, elles ne le font que pendant la journée avant de se replier vers des zones plus sûres à la tombée de la nuit par crainte d'attaques des OEV<sup>17</sup>. Au Niger, les forces de sécurité de la région de Tillabéri sont constamment attaquées par l'ISGS/ISWAP. De décembre 2019 à janvier 2020, plus de 300 soldats nigériens ont été tués par des attaques d'OEV dans les régions de Tillabéri et de Tahoua<sup>18</sup>. Les forces de sécurité ont rapidement été débordées et semblent avoir perdu le contrôle de leurs propres opérations, ignorant les abus et les meurtres. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les forces de sécurité ont pris pour cible sans discernement certaines communautés qu'elles soupçonnaient d'avoir soutenu les OEV, alimentant ainsi les récriminations locales et les conflits intercommunautaires. Début 2020, des ONG locales ont signalé de multiples exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité maliennes de membres des communautés peules de la région de Mopti<sup>19</sup>. Au Burkina Faso, Humans Rights Watch a documenté 130 meurtres injustifiés de détenus par les forces de sécurité burkinabé<sup>20</sup>. Au Niger, en février 2020, au moins 10 civils ont été tués par les forces nigériennes dans la région de Tillabéri<sup>21</sup>. Les abus et les exécutions extrajudiciaires perpétrés par les forces de sécurité sont susceptibles d'être exploités par les extrémistes pour susciter le ressentiment des communautés et recruter de nouveaux membres.

Des milices ethniques et des groupes armés sont apparus sous prétexte de protéger leurs communautés, mais des allégations d'abus, de meurtres et d'extorsion par ces milices contre des communautés perçues comme collaborant avec les OEV ont été signalées et documentées<sup>22</sup>. En outre, Human Rights Watch (HRW) a également enregistré des atrocités perpétrées par les forces de sécurité locales contre des civils<sup>23</sup>. Cette escalade de la violence armée dans la région a entraîné un déplacement massif de populations et une grave crise humanitaire.

La présence de milices d'autodéfense, en particulier au Mali et au Burkina Faso, souligne l'incapacité des forces de sécurité de l'État à assurer la protection dans les zones rurales et semi-urbaines, à soutenir les opérations, à tenir le territoire et à assurer une présence sécuritaire constante, ce qui fait apparaître les milices d'autodéfense comme indispensables au plan de sécurité du gouvernement<sup>24</sup>. Au Mali, les chasseurs Dozo ont agi comme une force d'autodéfense pour protéger les Bambara et les Dogon contre les bandits armés et les OEV. Au Burkina Faso, les Koglweogo, à majorité mossi, jouent un rôle clé dans l'infrastructure de sécurité<sup>25</sup> rurale et semi-urbaine du pays. Les deux groupes existaient déjà depuis longtemps avant le conflit en tant que groupes de défense communautaires, mais l'insécurité croissante et l'émergence des OEV ont ouvert la voie aux chasseurs Dozo et aux Koglweogo pour assurer la sécurité et garantir l'État de droit dans les zones rurales du Mali et du Burkina Faso<sup>26</sup>. Bien qu'ils aient été officiellement reconnus par l'État début 2020, le gouvernement ne dispose pas de véritables mécanismes de contrôle ou de surveillance réelle de leurs actions<sup>27</sup>. Les deux milices ont été impliquées dans des violations répétées des droits de l'homme, telles que des exécutions extrajudiciaires et des agressions, en particulier contre des civils peuls<sup>28</sup>.

Camion de vivres algérien à Ménaka, Mali



En réponse à la crise sécuritaire, l'état d'urgence a été imposé dans les régions frontalières des trois pays, afin de limiter les mouvements de population à travers les frontières. Cependant, le Liptako-Gourma est une zone frontalière où les moyens de subsistance, le commerce et les modes de vie sont organisés autour des mouvements de population. Que ce soit en tant que participants à la migration saisonnière et circulaire, ou en tant que prestataires de services dans les zones de transit, les mouvements de population constituent l'un des principaux moyens pour les gens de gagner leur vie. Cela explique pourquoi, malgré les conflits et l'insécurité qui règnent, les migrants n'ont pas été dissuadés d'utiliser les routes migratoires établies et les réseaux de trafic illicite d'êtres humains pour traverser la région. Même si les flux migratoires mixtes à travers le Liptako-Gourma ont diminué par rapport à la situation en 2015 (très probablement en raison de la mise en œuvre de la loi visant le trafic de migrants au Niger), il a été démontré que les considérations de sécurité n'ont qu'une influence très limitée dans la détermination des itinéraires et des destinations préférées des migrants<sup>29</sup>. Dans le même temps, la présence et les activités accrues des OEV et les mesures de sécurité qui en découlent ont perturbé les opérations humanitaires. L'accès aux populations les plus vulnérables est limité, et dans certains cas, tout simplement impossible, et les acteurs humanitaires signalent que certaines mesures prises par les autorités ont porté atteinte aux principes humanitaires<sup>30</sup>, rendant ainsi plus difficile pour eux d'assurer une protection là où elle pourrait être la plus nécessaire.

## OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Cette étude explore plus en détail ces dynamiques en répondant à la question centrale de la recherche : Comment le conflit au Liptako-Gourma a-t-il affecté les schémas de mobilité tels que la migration, le déplacement et la transhumance, et avec quelles conséquences pour les migrants et les autres populations vulnérables ?

Les sous-questions de cette étude sont les suivantes :

1. Quel a été l'effet de l'aggravation du conflit sur la mobilité transfrontalière et les routes migratoires ? Quel est le lien entre la mobilité et les OEV ? Les migrants sont-ils recrutés par les OEV, et dans quelle mesure le trafic illicite d'êtres humains sert-il à financer les OEV et d'autres groupes armés ?
2. Quels types d'abus les migrants et autres populations vulnérables subissent-ils de la part des acteurs du conflit, quel type de protection est-il nécessaire et comment les acteurs humanitaires et de développement (y compris les institutions internationales et les ONG) qui assurent la protection des populations vulnérables, peuvent-ils répondre au mieux à ces besoins de protection dans les régions où ils n'ont pas - ou peu - d'accès en raison de l'effritement de la situation sécuritaire ?

L'objectif de l'étude est de fournir un aperçu précis des liens entre la mobilité et les conflits et, par conséquent, d'apporter une contribution directe aux efforts de programmation en cours qui visent à accroître la protection (des migrants) et à lutter contre la traite des êtres humains.

## MÉTHODOLOGIE ET CONCEPTS-CLÉS

La collecte de données pour cette étude a été réalisée entre septembre 2019 et février 2020, sur la base d'un examen des données quantitatives existantes (étude documentaire) combiné à des entretiens avec des informateurs clés : migrants, transporteurs, dirigeants locaux influents, acteurs humanitaires, OSC, ONG et acteurs de la communauté internationale présents, opérant et impliqués dans les questions liées au conflit et/ou à la migration au Liptako-Gourma.

La recherche a été menée en deux phases. La première phase (septembre-novembre 2019) a consisté en une recherche documentaire et des entretiens initiaux dans les capitales du Burkina Faso, du Niger et du Mali. Le chercheur principal a rencontré des agences humanitaires et de développement locales, régionales et internationales afin de connaître les activités et le travail de ces organisations dans la région du Liptako-Gourma, leurs défis, les tendances observées, et d'identifier comment cette étude pourrait être pertinente pour leur travail. Le chercheur principal a rencontré également les équipes de recherche locales qui ont été constituées pour effectuer la collecte de données dans la région du Liptako-Gourma. Dans chaque pays, une équipe composée de chercheurs locaux provenant de ces régions ou les connaissant bien a été formée pour mener des entretiens structurés avec des informateurs-clés dans des sites de collecte de données sélectionnés. En principe, tous les chercheurs ont suivi le même guide d'entretien, qui a été

**Carte 2:** Zone d'étude



élaboré par le chercheur principal sur la base de l'étude documentaire et des entretiens initiaux, et finalisé en coordination et en collaboration avec les équipes de recherche locales - ce qui leur a permis d'adapter le guide d'entretien aux circonstances et aux sensibilités locales.

La deuxième phase de collecte et d'analyse des données a eu lieu entre novembre 2019 et février 2020. Ainsi, des entretiens approfondis ont été menés dans la région du Liptako-Gourma. Au Niger, la collecte de données a porté sur les villes de Tillabéri, Téra, Torodi, Abala, Diagourou et Ayorou de la région de Tillabéri; et Tillia et Tassara de la région de Tahoua. Au Mali, la collecte de données s'est concentrée sur Ménaka, Andéramboukane et Anouzagrène de la région de Ménaka ; et Gao, Tabankort, Tangara, Intililt, Tessit et Labbezanga de la région de Gao. Enfin, au Burkina Faso, la collecte de données s'est concentrée sur Djibo, Dori, Sebba, Gorom-Gorom dans la région du Sahel, et Fada-N'Gourma et Kantchari dans la région de l'Est. Ces sites de collecte de données ont été identifiés en fonction de leur pertinence par rapport à l'objet, au but de la recherche, à la situation sécuritaire, à la disponibilité et à la présence des acteurs clés identifiés pour être interrogés. Il convient de noter que les équipes de recherche locales ont dû faire face à de multiples défis opérationnels en raison de la détérioration rapide de la situation sécuritaire, notamment dans la région de Tillabéri au Niger et dans la région du Sahel au Burkina Faso. Les opérations militaires et les effets de l'état d'urgence dans toute la région ont entraîné un retard dans la collecte et la soumission des données, tandis qu'il est également devenu de plus en plus difficile de joindre les acteurs que nous avions l'intention d'interroger<sup>31</sup>.

Parmi les acteurs identifiés et interrogés, figurent des organisations humanitaires et de développement, des ONG internationales et nationales, des OSC, des autorités publiques, des migrants, des transporteurs et des chefs traditionnels. Au total, 120 entretiens approfondis ont été menés dans les trois pays. Il est important de noter que la quantité de détails recueillis diffère d'une région et d'un pays à l'autre. En outre, les participants ont fait preuve de différents niveaux de connaissances sur divers thèmes ou domaines. Ces lacunes nous ont empêchés de disposer d'une analyse globale détaillée de toutes les dynamiques entourant la mobilité et les conflits violents dans toutes les régions couvertes par l'étude. Par conséquent, les analyses présentées dans ce rapport sont celles que nous avons pu corroborer grâce aux données collectées et triangulées avec les rapports open-source existants.

La terminologie utilisée dans cette étude pour désigner les différentes catégories de mobilité dans la région identifie plusieurs catégories de mouvements. Les personnes déplacées désignent à la fois aux personnes déplacées et aux réfugiés, et comprennent également celles qui n'ont pas reçu de statut officiel. Le pastoralisme et la transhumance font référence aux mouvements des éleveurs qui se déplacent dans la région afin de garantir un accès durable aux pâturages et à l'eau pour leur bétail. Les mouvements locaux et régionaux sont identifiés comme des opportunités de commerce et d'accès à court ou long terme aux marchés du travail, qui peuvent avoir lieu dans le pays d'origine ou nécessiter le franchissement d'une ou plusieurs frontières internationales. Enfin, la migration vers le nord ou vers le long terme désigne le mouvement de personnes de toute l'Afrique de l'Ouest vers l'Afrique du Nord et l'Europe.

Au cours de la rédaction de ce rapport, il est apparu clairement qu'il était difficile d'analyser les développements dans cette région géographique spécifique sans se pencher sur d'autres régions en dehors du Liptako-Gourma. Par exemple, nous avons vu qu'il était nécessaire de se concentrer sur le mouvement des migrants entre la ville de Gao et les frontières algériennes dans le nord du Mali également. Nous avons donc élargi notre champ d'action géographique là où il était nécessaire de renforcer la base de l'analyse. En général, le rapport se concentre sur les régions de Tillabéri et de Tahoua au Niger, les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso, et les régions de Gao et de Ménaka au Mali.

## STRUCTURE DU RAPPORT

Ce rapport est organisé en trois sections principales. La première section examine de près l'impact des conflits sur la mobilité dans la région. Afin d'explorer les différentes facettes de la mobilité et les différents effets du conflit, cette section examine les principaux itinéraires traversant le Liptako-Gourma. La deuxième section se penche sur la vulnérabilité des migrants dans le Liptako-Gourma et étudie les incidents de protection que les personnes en déplacement peuvent rencontrer. La troisième aborde les défis et les possibilités d'accès aux populations vulnérables du Liptako-Gourma, et présente les stratégies recommandées pour la programmation de l'aide dans la région.

Véhicules à Ménaka utilisés pour le transport de et vers Gao, Mali



## 2. L'IMPACT DES CONFLITS SUR LA MOBILITÉ

Cette section examine de près l'impact du conflit sur la mobilité au Liptako-Gourma. Nous y explorerons les différentes facettes de la mobilité dans la région, et nous y verrons comment elle est affectée par le conflit actuel. Nous verrons si, dans le contexte du Liptako-Gourma, le conflit a conduit à une augmentation du nombre de personnes en mouvement et nous évaluerons comment le conflit actuel affecte-t-il les principaux itinéraires qui traversent la région.

### LA MOBILITÉ DANS LE LIPTAKO-GOURMA – UN APERÇU

L'espace et les activités du Liptako-Gourma sont en grande partie définis par les frontières qui se trouvent au cœur de la région. Il est également situé à l'intersection des routes reliant l'Afrique du Nord, le Sahel et les pays côtiers. Par conséquent, d'importants flux transfrontaliers, tant de personnes que de marchandises, caractérisent la mobilité dans le Liptako-Gourma. Nous faisons la distinction stylistique entre 1) le déplacement, 2) le pastoralisme de transhumance, 3) le commerce local et régional et la mobilité de la main-d'œuvre, et 4) la migration vers le nord.

#### Déplacement

Le déplacement forcé de populations massives est l'une des conséquences les plus visibles de la violence et de l'insécurité dans le Liptako-Gourma. Le tissu social de communautés entières a été menacé suite à l'assassinat de chefs de village, de leaders communautaires et religieux, et de chefs de famille. "Nos villages risquent de disparaître", a déclaré un chef religieux interrogé à Tillabéri. "Lorsque le chef d'un village est exécuté, les habitants sont également menacés et la seule solution qui reste est de fuir... Dernièrement, des villages entiers ont été désertés. Les gens fuient vers des endroits plus sûrs".

Le conflit à Liptako-Gourma a contraint des centaines de milliers de personnes à fuir leurs maisons en quête de sécurité, de protection et d'accès aux biens de première nécessité. Lorsque les familles sont contraintes de fuir, elles laissent souvent derrière elles leurs animaux et leurs champs, qui constituent leurs principales sources de revenus. Elles deviennent ainsi dépendantes de l'aide humanitaire et des communautés d'accueil pour survivre. L'absence de sécurité et de services publics, combinée à l'insuffisance de l'aide humanitaire dans les zones rurales aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, a obligé les civils à se déplacer généralement vers les zones urbaines, mais aussi à se déplacer au-delà des frontières.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) représentent la majorité des populations déplacées dans le Liptako-Gourma, avec un total de 1,002,502 PDI dans toute la région<sup>32</sup>. Dans l'ensemble, le Burkina Faso concentre le plus grand nombre de personnes déplacées avec 63% du nombre total dans la zone des trois frontières, suivi du Mali avec 22% et du Niger avec 15%<sup>33</sup>. Au Mali, la région de Gao enregistre le plus grand nombre de personnes déplacées en janvier 2020 avec environ 73,000 suivie par Gao (71,000)<sup>34</sup>. Au Burkina Faso, la région Centre-Nord accueille le plus grand nombre de personnes déplacées - plus de 196,000 dans la seule province de Sanmatenga - suivie par la région du Sahel, avec près de 133,000 dans la province de Soum<sup>35</sup>. Ici, la grande majorité des déplacements internes sont des déplacements préventifs (90%), des familles et des villages entiers fuyant par peur d'être attaqués, tandis que le reste est un déplacement secondaire de personnes déjà déplacées en quête d'aide<sup>36</sup>. Au Niger, la majorité des déplacés internes sont accueillis à Tillabéri et à Tahoua, avec respectivement 57,700 et 23,100 personnes<sup>37</sup>. En outre, plus de 58,500 réfugiés des pays voisins, que sont le Mali et le Burkina Faso, ont trouvé refuge dans ces deux régions (la plupart ayant fui la violence et les opérations militaires dans le nord du Mali). Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et de la montée de la violence, les groupes d'aide s'attendent à ce que les déplacements forcés à Tillabéri et à Tahoua se poursuivent en 2020, voire même qu'ils s'amplifient considérablement<sup>38</sup>.

#### **Encadré 1 : Mouvement secondaire des populations déplacées**

La collecte de données pour la recherche a coïncidé avec cette augmentation rapide des déplacements dans la région. La destination préférée des personnes déplacées reste imprécise, à l'exception des camps de réfugiés et des communautés d'accueil où les personnes déplacées se sentent en sécurité et ont accès aux services de base. Le HCR a mené une recherche en 2018 sur les mouvements secondaires prévus des réfugiés dans la région du Sahel. Les principales conclusions ont été que l'emploi et l'accès à une aide suffisante sont les principaux moteurs des mouvements secondaires des réfugiés, y compris la migration. Interrogés sur leur destination pour les mouvements secondaires, 17% des 915 personnes interrogées ont déclaré l'Algérie, 11% le Niger, 10% la France, 7% la Mauritanie, 6% la Libye et 4% l'Espagne, l'Allemagne et la Côte d'Ivoire.<sup>39</sup> Parallèlement, une majorité de participants, environ 87%, n'ont pas exprimé le désir de déménager à nouveau.

Compte tenu de la complexité et de la dynamique en rapide évolution, qui caractérisent les flux de déplacement, il reste difficile d'évaluer le nombre réel de personnes qui sont contraintes de fuir en raison de l'insécurité et des violences croissantes. Par exemple, de nombreux Burkinabés résisteront aux efforts visant à se classer comme personnes déplacées par peur d'être pris pour cible par des groupes extrémistes, ou choisiront de se rassembler dans des zones métropolitaines plus vastes plutôt que dans des camps officiels de personnes déplacées<sup>40</sup>. En outre, il n'est pas certain que les familles déplacées puissent rentrer chez elles et à quel moment elles pourront le faire. En attendant, il existe un risque que leurs biens soient saisis comme butin de guerre, ou même occupés par d'autres personnes déplacées. La médiation sur l'accès à la terre et

à la propriété, le paiement d'indemnités et les solutions alternatives telles que la construction de nouvelles habitations seront des conditions-clés pour un éventuel retour massif des personnes déplacées. Enfin, il est essentiel que les communautés et les personnes forcées de fuir aient accès à des documents civils pour garantir leur liberté de mouvement et éviter d'éveiller les soupçons des forces de l'ordre - une question qui a été soulevée dans plusieurs entretiens menés dans toute la région.<sup>41</sup> En effet, le fait de ne pas posséder de documents d'état civil expose certaines personnes - en particulier les hommes et les garçons déplacés - à des risques tels que la discrimination, l'arrestation arbitraire, l'enlèvement et le meurtre.<sup>42</sup>

## Pastoralisme de transhumance

Le pastoralisme est un secteur économique crucial dans la région du Liptako-Gourma, et donc, un déterminant structurel de la mobilité et des flux de population. On estime que le pastoralisme, le commerce et les produits d'élevage qui y sont liés représentent 15,2 % du PIB du Mali.<sup>43</sup> C'est également un élément clé de l'environnement économique de l'Est et du Nord du Burkina Faso, où l'on estime à 9,3 millions le nombre de bovins, 9,8 millions celui des ovins, 14,7 millions celui des caprins et quelque 19.000 chameaux.<sup>44</sup> De même, l'agriculture, et en particulier l'élevage, constitue un moyen de subsistance pour environ 80 % de la population du Niger.<sup>45</sup>

### Encadré 2 : Les défis du pastoralisme de transhumance

Le pastoralisme et la transhumance sont fortement influencés par la topographie du Sahel, les microclimats et la répartition des précipitations dans les différentes zones écologiques. La transhumance, en particulier, est déterminée par la disponibilité et l'accès aux pâturages et à l'eau, qui sont tributaires de la politique, de l'économie et des relations sociales locales liées au régime foncier et à l'utilisation des terres, tout autant que de l'écologie locale.<sup>46</sup> Par conséquent, l'accès à la terre et aux ressources naturelles constitue un défi important pour le pastoralisme - et par extension, pour la mobilité et les flux de population dans le Liptako-Gourma.

Dans de nombreuses zones rurales, les terres, l'eau et les moyens de subsistance sont soumis à de fortes pressions. Au Niger, les mutations environnementales, la rareté de l'eau et la réduction des terres de pâturage à Tillabéri ont perturbé le moyen de subsistance principal pour les populations de la région. Il en va de même au Burkina Faso, où la croissance démographique combinée à des conditions environnementales et climatiques défavorables ont également réduit la superficie des terres utilisables. Les terres pastorales ne sont pas protégées ici, et une grande partie de ce qui était alloué aux bergers a été cultivée ou reprise par d'autres développements, notamment l'agriculture et les plantations. En conséquence, de nombreux bergers ont quitté le pays pour se rendre dans les pays voisins plus au sud, ce qui a accru les pressions et les tensions dans d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest. Ceux qui sont restés se retrouvent de plus en plus mêlés à des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Outre la pression écologique et les conflits au sujet de la gestion des terres et l'accès aux ressources (voir encadré 1 ci-dessus), la transhumance transfrontalière est également perturbée par la violence croissante dans la région. Les tensions entre agriculteurs et éleveurs mentionnées ci-dessus sont exacerbées par les OEV et la violence croissante due à la présence de groupes armés et d'EEI le long des routes. Au Mali, par exemple, la transhumance dans les régions du nord a été interrompue par l'insécurité ambiante. Les déplacements dans les régions du sud ont toujours lieu<sup>47</sup>, mais lors des entretiens menés à Intililt, les éleveurs ont admis craignent de voyager avec leurs animaux à cause des IED le long des routes et de la menace de vol<sup>48</sup>. Certains éleveurs ont réduit la distance qu'ils parcourent avec leur bétail en raison de cette insécurité et ont évité certains couloirs de pâturage par crainte d'être pris pour cible.

La mobilité transfrontalière circulaire se poursuit malgré l'insécurité croissante, mais les passagers sont bien conscients des risques en cours de route. Les personnes interrogées au Mali, notamment des agriculteurs et des éleveurs, ont déclaré qu'ils réduisaient la distance parcourue sur certaines routes ou qu'ils ne voyageaient pas du tout par crainte d'être pris pour cible ou d'être une victime collatérale.<sup>49</sup> Un agro-pastoral interrogé à Torodi, au Niger - qui s'est fait voler une partie de son bétail par des bandits - a déclaré la même chose : "Je n'envoie plus mes animaux en pâturage au-delà de 40 kilomètres d'ici, tout comme ne traversons plus vers le Togo et le Bénin".<sup>50</sup> Le renforcement des contrôles de sécurité sur les itinéraires (au moins avant le retrait du poste frontière de Labbezzanga) complique également les conditions de voyage.

### **Commerce local et régional et mobilité de la main-d'œuvre**

La mobilité locale et régionale est un mode de vie bien établi et jouit d'une grande légitimité tant aux yeux des populations locales que des autorités. Cette légitimité, qui découle des schémas de mobilité et des moyens de subsistance associés, a engendré une situation dans laquelle l'application des frontières n'était pas la priorité des États de la région. Depuis l'indépendance des trois États, leurs frontières sont donc restées poreuses et mal contrôlées. Cette situation est également due en partie à l'absence de démarcation claire des frontières, à l'ampleur des zones frontalières et au manque de capacité des États à les contrôler.

En effet, dans une région aux ressources limitées, où l'emploi manque et où règne l'insécurité et les conditions climatiques difficiles, la mobilité à moyen et court terme représentent la stratégie de résilience la plus importante pour la population<sup>51</sup>, entraînant ainsi un exode rural des jeunes. Au Burkina Faso, par exemple, ces dernières années, de nombreux jeunes des communes sahéliennes de Dori, Djibo, Sebba et Gorom-Gorom ont migré vers les grands centres urbains tels que Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, à la recherche de petits emplois de survie<sup>52</sup>. Des travailleurs sénégalais et nigériens se rendent à Gao, au Mali, pour travailler dans la construction, tandis que des commerçants se déplacent entre les marchés de Liptako-Gourma pour acheter et vendre des marchandises<sup>53</sup>. Ces formes de mobilité interne et transfrontalière constituent une norme sociale et une pratique bien établie dans la région, mais aussi au-delà de Liptako-Gourma.

Toutes les personnes interrogées sont unanimes pour considérer que se déplacer dans la région pour des raisons économiques, culturelles et familiales, est plus courant parmi les populations locales que d'essayer de rejoindre l'Afrique du Nord et/ou l'Europe.<sup>54</sup> Cette mobilité à court et moyen terme peut consister en une migration saisonnière et circulaire des zones rurales et des zones rurales vers les villes, ce qui permet de diversifier les économies locales et les sources de revenus.<sup>55</sup> Les tendances récentes les plus importantes en matière de mobilité, comme l'ont confirmé nos entretiens dans de nombreux endroits du Liptako-Gourma, sont la migration vers les zones d'exploitation minière artisanale<sup>56</sup>, le déplacement vers les grands centres urbains à la recherche d'un emploi<sup>57</sup> et l'engagement dans une migration saisonnière à la recherche de travail agricole.<sup>58</sup> Dans le cas du Burkina Faso, par exemple, l'exploitation artisanale de l'or dans les régions du Sahel et de l'Est du pays a rendu la région attrayante pour les jeunes des pays voisins d'Afrique de l'Ouest tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Bénin et le Togo.<sup>59</sup>

### **Encadré 3 : Extraction de l'or et migration saisonnière au Burkina Faso**

Au Burkina Faso, les sites d'extraction d'or sont devenus un pôle d'attraction majeur pour les Burkinabés et les travailleurs des pays voisins. La région du Liptako est riche en formation de roches. En 2017, les autorités burkinabés ont identifié 448 sites d'extraction d'or, qui produisent environ 11 tonnes d'or par an. Le spectre du chômage, combiné à la hausse des prix internationaux de l'or, a poussé les Burkinabés locaux à migrer vers ces sites dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives économiques.<sup>60</sup> Selon une étude menée par l'OIM sur les sites aurifères de Warweogo et Galgouli en mars et avril 2019, la grande majorité des travailleurs (97%) sur les deux sites étaient des Burkinabés de la même région du Sud-Ouest et des régions voisines du Nord, du Centre-Nord et du Plateau Central. Les travailleurs étrangers proviennent des pays voisins d'Afrique centrale et occidentale. Selon l'étude, près d'un million de personnes vivent de l'extraction de l'or.<sup>61</sup>

Comme le montre l'encadré 3, les modèles de mobilité de longue et courte distance, malgré leurs différentes destinations et motivations, se chevauchent souvent. Les migrants longue distance doivent souvent interrompre leur voyage à différentes étapes, en restant dans les centres urbains sur la route et en essayant de gagner de l'argent afin de poursuivre le voyage. Selon le Centre de migration mixte, quelque 25 % des personnes faisant partie de flux migratoires mixtes travaillent pendant leur voyage afin de financer l'étape suivante.<sup>62</sup> Il existe de nombreux exemples de cette tendance, par exemple, les migrants de Ménaka qui tentent de rejoindre l'Algérie se dirigent vers Kidal pour un travail saisonnier.<sup>63</sup> Une tendance similaire est également mentionnée pour les migrants de la région de Ménaka qui se rendent à Tahoua en passant par Andéramboukane puis à Agadez au Niger, où ils espèrent trouver un travail saisonnier, par exemple dans l'agriculture ou la construction, avant de poursuivre leur voyage.<sup>64</sup> De nombreux voyages sont fragmentés et non linéaires dans de nombreux endroits de la région, et plus particulièrement dans le Liptako-Gourma.

#### Encadré 4 : Flux migratoires au Liptako-Gourma <sup>65</sup>

L'OIM rapporte qu'entre juin 2016 et avril 2018, plus de 125 642 migrants (36 981 entrants et 88 661 sortants) ont été observés aux points de suivi des flux (FMP) au Mali.<sup>66</sup> Parmi ceux qui entreprennent des voyages de longue durée, seuls 15 à 20 % environ ont pour destination un des pays européens. Tous les autres voyagent au Mali et vers le Mali, vers d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et vers l'Algérie. Le pays de destination<sup>67</sup> et les pays d'origine des migrants changent en fonction du point d'entrevue. Par exemple, les personnes interrogées à Bamako se rendent principalement vers une autre destination au Mali, en Mauritanie ou au Niger. Les migrants qui transitent par les FMP de Benena et d'Heremakono se rendent au Burkina Faso, tandis que ceux qui transitent par le FMP de Gogui se rendent en Mauritanie.

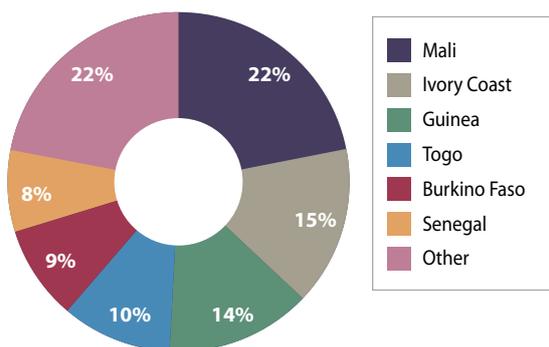
Selon la matrice de suivi des déplacements (DTM)<sup>68</sup> de l'OIM, au cours du dernier trimestre 2019, la majorité des flux migratoires observés au Burkina Faso et hors du pays sont le résultat de migrations saisonnières et de courte durée (moins de six mois) : 36 % concernent des mouvements saisonniers, 32 % des mouvements de courte durée et 30 % des migrations économiques de longue durée. Des pourcentages similaires et comparables ont également été observés au cours des premier et deuxième trimestres de 2019. Ces observations affirment que la majorité des flux transitant par le Burkina Faso en 2019 sont constitués de mouvements de courte durée et saisonniers (au moins 60%) et que la migration économique de longue durée représente environ 30% des migrants.

Le DTM de l'OIM<sup>69</sup> rapporte qu'au cours du quatrième trimestre de 2019, la majorité des flux migratoires à destination et en provenance du Niger était constituée de migrations saisonnières et de migrations de courte durée (moins de six mois) : 35% concernent des migrations saisonnières, 26% des migrations de courte durée et 39% des mouvements économiques de longue durée. Au cours des trois premiers trimestres de 2019, des pourcentages similaires et comparables ont été observés. Ces observations affirment que la majorité des flux transitant par le Niger en 2019 sont constitués de mouvements de courte durée et saisonniers (au moins 60%) et que la migration économique de longue durée représente 39% des migrants.

## Migration vers le nord

Outre les déplacements, la transhumance, le commerce local et régional et la mobilité de la main-d'œuvre, la région du Liptako-Gourma est également une région de transit reliant l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique du Nord, d'où certains migrants se rendent ensuite en Europe. Les données d'enquête recueillies par le Centre des migrations mixtes en 2019 ont indiqué que, malgré le conflit en cours dans la région, la majorité des migrants et des réfugiés en transit ne sont pas originaires de la région elle-même. Au contraire, la majorité des migrants et des réfugiés transitant par le Liptako-Gourma sont d'origine ouest-africaine, les Maliens et les Burkinabés constituant respectivement 22 % et 9 % des migrants et réfugiés en transit interrogés (voir la figure 1 ci-dessous).

**Figure 1:** Principaux pays d'origine des réfugiés et des migrants transitant par le Liptako-Gourma



Source: Centre de migration mixte, Naviguer dans les zones frontalières du Sahel : Gouvernance de la sécurité des frontières et migration mixte au Liptako-Gourma, 2019, p. 55, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/083\\_navigating\\_borderlands.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/083_navigating_borderlands.pdf)

De même, les données du HCR montrent qu'en dépit du fait que le Liptako-Gourma est une importante zone de transit régionale, le Mali, le Niger et le Burkina Faso représentent une petite partie du nombre toujours décroissant de migrants et de réfugiés arrivant en Europe. Comme l'indique le tableau 2, la part relative des arrivées en Europe en provenance du Mali, du Niger et du Burkina Faso a été relativement stable et faible entre 2016 et 2019, tandis que le nombre total d'arrivées de migrants et de réfugiés a considérablement diminué au cours de cette période. Dans l'ensemble, la migration vers le nord de l'Europe en provenance et via le Liptako-Gourma peut donc être considérée comme marginale en termes absolus et les chiffres des arrivées en Europe ne montrent pas d'augmentation du nombre de migrants et de réfugiés qui pourrait être liée au conflit du Liptako-Gourma.

**Tableau 2 :** Migration de certains pays d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe (en pourcentage du total)

	Mali (% du total des arrivées)	Niger (% du total des arrivées)	Burkina Faso (% du total des arrivées)	Nigeria (% du total des arrivées)	Afrique de l'Ouest (% du total des arrivées)	Total des arrivées de migrants et de réfugiés en Europe
<b>2019 (janv.-sept. seulement)</b>	3%	Less than 0.1%	Less than 0.1%	0.2%	8%	81 300
<b>2018</b>	8%	0.2%	0.8%	0.8%	22.5%	141 500
<b>2017</b>	4%	0.2%	0.5%	10%	21%	178 500
<b>2016</b>	2.7%	1%	0.2%	10%	16%	362 376

Basé sur les données du HCR sur les réfugiés et les arrivées de migrants en Europe de 2016 à 2019

Lorsqu'on examine les processus de prise de décision des migrants, les conflits et l'insécurité ne semblent pas dissuader les migrants de choisir leurs itinéraires dans la région. En effet, lorsqu'on évalue l'effet du conflit sur le choix de l'itinéraire emprunté par les migrants, les données existantes du 4Mi montrent clairement que ce choix est largement déterminé par des considérations matérielles, notamment l'accessibilité (mentionnée par 68% des répondants) et le caractère abordable (49% des répondants), suivis par la sécurité (40% des répondants). Deux tiers (66%) des migrants interrogés ont reconnu qu'ils n'avaient pas changé leur itinéraire de migration pour éviter les forces de sécurité.<sup>70</sup> Il existe certaines différences dans le choix de l'itinéraire en fonction du sexe des répondants : les femmes ont tendance à s'appuyer beaucoup plus sur les réseaux familiaux existants (64%) que les hommes (38%) pour décider de leur itinéraire de voyage. Ces résultats sont également cohérents avec ceux concernant les facteurs qui pourraient potentiellement modifier l'intention d'émigrer. Il s'agit principalement d'obstacles matériels réels, notamment le renforcement des contrôles aux frontières (mentionné par 43 % des répondants) et le manque de fonds (50 %), bien plus que des perceptions sur les risques éventuels de décès (22 %) ou des sanctions résultant de la législation anti-migration (26 %).<sup>71</sup>

Il ressort de ce qui précède qu'il ne semble pas y avoir de corrélation persistante - qu'elle soit positive ou négative - entre l'insécurité et les flux migratoires vers le nord dans la région du Liptako-Gourma.

#### **Encadré 5 : Migrants de retour**

Un autre flux assez récent, mais toujours croissant, passant par le Liptako-Gourma est celui des migrants de retour, principalement du Niger et de la Libye, et dans une moindre mesure d'Algérie. Ces retours sont de nature diverse : individuels, collectifs et/ou organisés par l'OIM dans le cadre de leurs programmes de retour volontaire. Ces programmes proposent aux migrants qui ne peuvent ou ne veulent pas rester dans leur pays d'accueil ou de transit de retourner dans leur pays d'origine. Ceci est le résultat direct des difficultés accrues que les migrants rencontrent lors du voyage de la Libye vers l'Europe, de la détérioration des conditions de vie des migrants en Libye et des graves violations des droits de l'homme, et des expulsions de migrants d'Algérie vers le Mali et le Niger.

Une analyse complète de l'évolution des flux de retour dans la région est impossible avec la quantité limitée de données disponibles. Le nombre de migrants ayant recours à la procédure de retour volontaire assisté de l'OIM est toutefois en augmentation depuis 2012.<sup>72</sup> Le nombre de retours en provenance du Niger est passé de 1,322 en 2015 à 14,977 en 2018, ce qui coïncide avec la loi de lutte contre le trafic illicite d'êtres humains de 2015 et l'accord de 2014 entre le Niger et l'Algérie qui a entraîné l'expulsion de nombreux migrants à travers la frontière algéro-nigérienne. La plupart des personnes expulsées sont des citoyens nigériens, mais les vagues comprennent souvent aussi des citoyens de toute l'Afrique de l'Ouest qui décident de retourner dans leur pays d'origine<sup>73</sup>. Alors que les programmes de retour volontaire restent à petite échelle en Algérie, l'OIM rapporte que les migrants ont commencé à utiliser de plus en plus ses mécanismes de retour en Libye.<sup>74</sup>

## EFFET DU CONFLIT SUR LES ROUTES DE MIGRATION

Comme cela a été montré dans ce qui précède, d'importants flux transfrontaliers, tant pour ce qui concerne les personnes que les marchandises, caractérisent la mobilité dans la région du Liptako-Gourma. Les itinéraires qui traversent la région relient des capitales telles que Bamako, Ouagadougou et Niamey et, plus généralement, relient l'Afrique occidentale côtière au Sahel et, plus loin, à l'Afrique du Nord.

Les principaux centres urbains situés dans le Liptako-Gourma sont Dori et Djibo au Burkina Faso, Gao au Mali et Tillabéri au Niger. Gao est la capitale de la région de Gao et est le principal centre reliant le Mali à l'Algérie (via In-Khalil). Les deux autres - Dori et Tillabéri - peuvent être considérés comme des centres de migration à un niveau plus local. Bien qu'elles se situent sur des axes routiers importants tels que Ouagadougou-Niamey et Niamey-Gao, elles ne représentent pas des centres de migration régionaux. La plupart des bus internationaux circulant sur ces routes n'y font que des arrêts intermédiaires. Selon leur mobilité et leur capacité économique, la majorité des migrants internationaux y font de courts arrêts, tandis que ceux qui se rendent à Tillabéri ou à Dori sont pour la plupart des migrants transfrontaliers et locaux, qui choisissent très probablement différentes options de transport et différents schémas de mobilité.

### Bamako–Gao–Algeria

Malgré l'insécurité persistante dans ses régions du nord et du centre, le Mali reste un pays d'origine, de transit et de destination pour les migrants. La violence accrue dans le centre du Mali a gravement perturbé les itinéraires entre Bamako et Gao, traditionnellement utilisés par les compagnies de transport pour atteindre le nord du pays.<sup>75</sup> La principale route reliant Bamako au nord du Mali passe par Mopti pour se rendre à Gao. Des convois militaires accompagnent les véhicules et les bus civils de Hombori (région de Mopti) jusqu'à Gao pour les protéger du banditisme et des barrages routiers. L'autre option qui est devenue un peu plus populaire ces derniers temps est de se rendre de Ségou à Tombouctou.<sup>76</sup> Au départ des deux villes, Gao et Tombouctou, les migrants passent par Ber, Anéfis, Kidal et Tessalit avant de rejoindre les villes algériennes de Borj Badji Mokhtar ou Timiaouine.<sup>77</sup> Les migrants qui partent de Gao paient entre 50,000 et 80,000 FCFA (76 à 121 euros) pour atteindre la ville d'In-Khalil, à la frontière algérienne.<sup>78</sup>

La majorité des migrants sortants identifiés aux FMP de Gao et de Tombouctou qui continuent à passer par l'Algérie, transitent par les villes algériennes de Tamanrasset et de Bordj. Un autre itinéraire passant par Tombouctou relie les villes frontalières de Bassikounou et Fassala en Mauritanie par Léré du côté malien de la frontière. De Léré, les migrants sont transportés à Tombouctou pour poursuivre leur route vers l'Algérie. De Tombouctou à la frontière algérienne, les commerçants arabes et les chauffeurs Touaregs qui transportent des marchandises d'Algérie à Tombouctou jouent un rôle clé pour faciliter le transport des migrants. Les migrants voyageant sur l'itinéraire Bamako-Tombouctou-In-Khalil, ainsi que sur la trajectoire Mauritanie-Tombouctou-In-Khalil paient entre 200,000 et 400,000 FCFA (305 à 610 euros) pour atteindre la frontière algérienne.<sup>79</sup> Selon les données du DTM de l'OIM, environ 95 % des personnes interrogées à Tombouctou se rendent ailleurs au Mali et seulement 5 % en Algérie. Ce chiffre indique que bien que certaines

Map 3: Main transit routes through Mali



personnes utilisent cette route pour atteindre l'Algérie, elle ne représente pas un centre de transit majeur pour l'Algérie. Gao reste la plus importante plaque tournante de transit et est couramment préférée par les migrants pour son accès aux routes menant à la Méditerranée.

Bien que le Nord du Mali connaisse une présence limitée de l'État, il fait toujours partie de la CEDEAO, et un protocole de libre circulation est en place. C'est pourquoi de nombreux migrants sur une longue distance se rendent à Gao sans avoir affaire à des passeurs. Chaque voyage est individuel et dépend fortement des réseaux de migrants et de leur capacité économique. Cela est également vrai pour le type de paiement que les migrants choisissent : certains paient d'avance, d'autres paient pour chaque étape du voyage. Toutes les personnes qui entreprennent un voyage long courrier n'ont pas suffisamment de ressources pour payer le voyage. En outre, les nombreux points de contrôle sur la route doivent également être pris en compte dans le prix global d'un voyage. Il se peut donc que les migrants aient anticipé de multiples arrêts en cours de route pour gagner de l'argent afin de payer le voyage.

En dépit de la situation sécuritaire actuelle où les voyages sont plus coûteux et plus dangereux, le trajet des pays d'origine à Bamako et de Bamako à Gao est nettement plus sûr que celui de Gao à l'Algérie à travers le désert du Sahara. À partir de Gao, la présence de l'État est très limitée entre Gao et Tabankort, et totalement absente d'Anéfis jusqu'à la frontière algérienne. Sur la route entre Gao et la frontière algérienne, les barrages routiers sont nombreux. Il y a au total dix points de contrôle qui sont contrôlés par au moins six acteurs différents : Les forces de sécurité maliennes, le CMPFR-1 (ou Ganda Izo/"Seigneurs de la terre", un groupe armé du nord du Mali), la Coalition du mouvement de l'Azawad (CMA), le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), le Groupe d'autodéfense Touareg d'Imghad et ses alliés (GATIA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA).

Pour atteindre In-Khalil, les transporteurs de migrants passent par Tin Aoukar, Kassambare, Tangara/Al-Moustarat, Tabankort, Anéfis, Markouba, Anou Malan, In-Kadawaten et In-Khalil<sup>80</sup>. Après Anéfis, il existe deux itinéraires alternatifs à travers Kidal. Les conducteurs passent soit par Aguelhoc, Tessalit et Talhandak avant d'entrer à Timiaouine en Algérie, soit directement de Kidal à Tinzaouaten.<sup>81</sup> À In-Khalil et Talhandak, les migrants qui voyagent à crédit peuvent être victimes de travail forcé avant leur passage en Algérie - en particulier ceux qui ne peuvent pas contacter leur famille pour effectuer des transferts d'argent, ou dont les familles sont trop pauvres pour envoyer de l'argent.<sup>82</sup>

## Bamako–Ouagadougou–Niamey

En réponse aux difficultés sur l'axe Bamako-Gao, de nombreux migrants sur les longues distances choisissent des itinéraires plus longs pour contourner le centre du Mali.<sup>83</sup> La trajectoire Bamako-Ouagadougou-Niamey semble être la plus empruntée par les migrants se dirigeant vers le nord<sup>84</sup>. En effet, malgré l'extrême volatilité des flux migratoires, l'itinéraire Bamako-Niamey via le Burkina Faso semble bien établi selon les données du MNT de l'OIM de décembre 2019 (sur la base de quatre principaux FMP sur cette trajectoire). Cependant, il n'est pas encore clair s'il s'agit de l'itinéraire préféré et le plus pratiqué par les migrants qui tentent d'atteindre Niamey au Niger. Les FMP de l'OIM sont positionnés au sud-est du Mali, à la frontière avec le Burkina Faso (Benena et Heremakono), et deux autres au Burkina Faso, à la frontière avec le Niger (Seytenga dans la région du Sahel et Kantchari dans la région de l'Est). Les migrants qui commencent leur voyage à Bamako prennent des bus qui passent par Bogouni et Sikasso, traversent le Burkina Faso et continuent jusqu'à Bobo-Dioulasso, puis Ouagadougou, d'où ils continuent jusqu'à Kantchari ou Seytenga et entrent ensuite au Niger.

Bien qu'il existe certaines différences saisonnières et certains schémas de mobilité, les rapports trimestriels du DTM fournissent des informations assez cohérentes tout au long de l'année sur les principaux pays d'origine des migrants interrogés au Burkina Faso. Au cours du dernier trimestre de 2019, le DTM de l'OIM a comptabilisé une moyenne de 1 450 migrants quittant le Burkina Faso par jour. Les personnes voyageant à travers le Burkina Faso étaient principalement originaires des pays voisins tels que la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Les nationalités les plus fréquemment interrogées sont les Burkinabés et les Nigériens.<sup>85</sup> La plupart des flux du Burkina Faso vers le Niger enregistrés par DTM sont des mouvements locaux de courte durée et des migrations saisonnières.

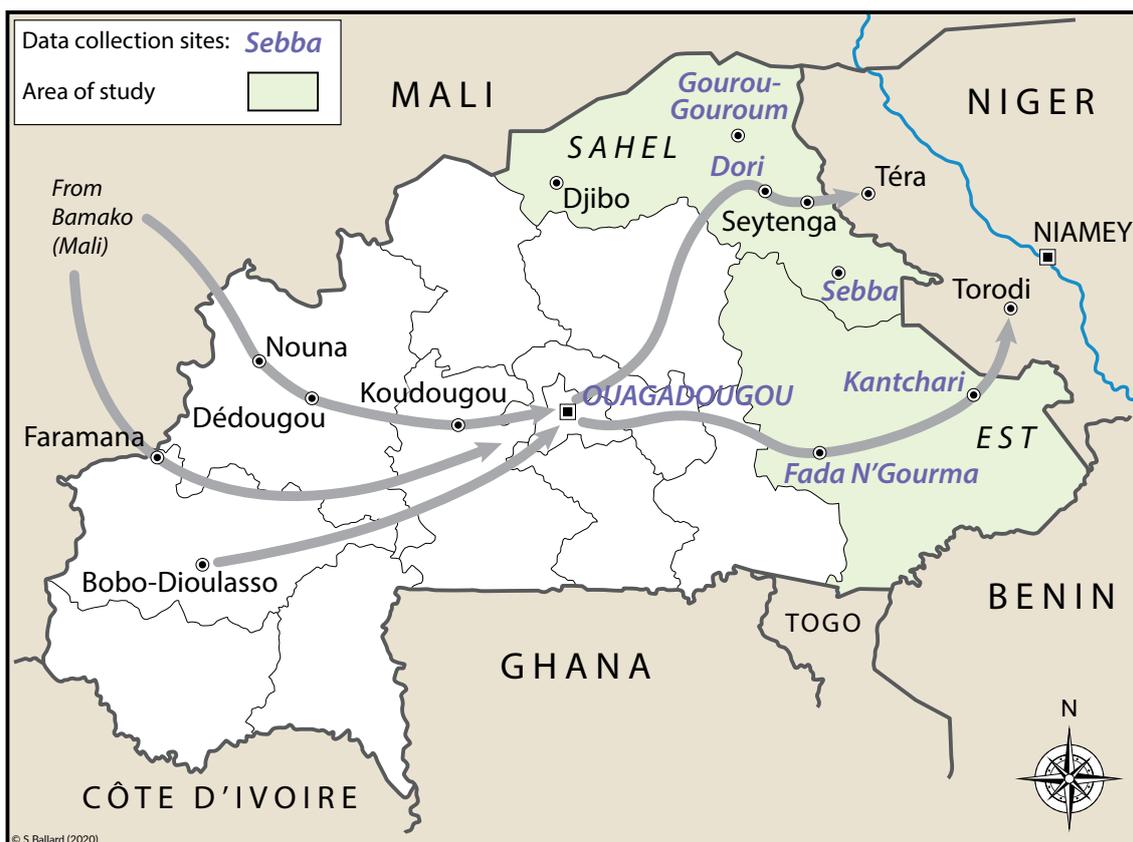
Jusqu'à récemment, Kantchari était le point de passage le plus important à la frontière avec le Niger. Les flux en transit par Kantchari ont atteint un pic en 2015 et 2016. En conséquence, l'OIM a lancé une campagne de sensibilisation et a installé un système MIDAS au poste frontière afin de sensibiliser les populations locales aux passages irréguliers de la frontière. En outre, la dégradation de la route passant par Fada-N'Gourma, combinée à la situation sécuritaire instable dans l'est du Burkina Faso, ont déplacé les flux vers Dori et Seytenga. En outre, si la région de l'Est a connu moins de violence de la part des OEV que la région du Sahel, les participants ont souligné que la route de transit entre Fada-N'Gourma et Kantchari est constamment menacée par les OEV, ce qui la rend moins attrayante pour les compagnies de transport. Dans l'une de ses mises à jour sur les opérations par pays publiée en juillet 2018, le HCR au Niger a signalé que les combattants des VEO avaient installé une nouvelle base dans la forêt de Kodjoga Beli le long de l'axe Kantchari-Torodi.<sup>86</sup> Cette information a été confirmée par les personnes interrogées à Kantchari. Ils ont affirmé que les OEV contrôlent certaines zones rurales entre Kantchari et Torodi.<sup>87</sup>

En 2016, Seytenga a connu des flux mensuels d'environ 10.000 personnes (entrées et sorties confondues) comprenant des citoyens burkinabés, nigériens, maliens, mauritaniens, ivoiriens, béninois, togolais, tchadiens et pakistanais.<sup>88</sup> En conséquence, l'UEMOA a parrainé la construction d'un poste frontière juxtaposé à Seytenga qui était censé accueillir à la fois des policiers et des gendarmes.<sup>89</sup> De 2018 à 2019, entre 7 et 11 % de toutes les personnes quittant le Burkina Faso ont transité par Seytenga et Kantchari respectivement. Selon le DTM, au cours du second semestre 2019, la route Dori-Seytenga est restée la plus fréquentée.

La plupart des migrants qui arrivent au Niger via Seytenga se dirigent vers Téra (au Niger) ou ceux qui entrent de Kantchari se dirigent vers Torodi. Les migrants voyageant avec des compagnies de transport officielles passent par Niamey. D'après les entretiens menés à Téra, certains migrants pourraient quitter les bus à Téra et essayer de rejoindre Tahoua via la ville de Tillabéri sans entrer à Niamey. Cependant, les possibilités de transport sont limitées et coûteuses par rapport à celles qui permettent d'atteindre Niamey et de se rendre à Agadez via les compagnies de transport établies.<sup>90</sup> Selon les données du DTM de l'OIM, les personnes voyageant via Seytenga se rendaient principalement à Niamey (85%), à Téra (5%) et au Nigeria (10%), tandis que celles passant par Kantchari se rendaient à Niamey (90%), ainsi qu'à diverses villes nigérianes voisines (10%).

En outre, la nature des voyages varie considérablement entre deux postes frontières. À Kantchari, moins de 5 à 10 % des personnes interrogées ont déclaré avoir voyagé durant plus de six mois, 60 % ont fait état de déplacements locaux de courte durée et environ 20 % effectuaient des migrations saisonnières (très dépendantes de la saison). Au contraire, jusqu'à 30 % des personnes passant par Seytenga voyageaient pendant plus de six mois, tandis que les autres effectuaient des mouvements locaux de courte durée et des migrations saisonnières. Seytenga semble être l'itinéraire préféré pour les migrations économiques à longue distance, tandis que Kantchari est principalement un centre de migration locale. Selon l'enquête menée par le Centre de migration mixte (2019) à Dori (région du Sahel), les migrants hommes et femmes interrogés par 4Mi venaient principalement de Côte d'Ivoire et du Togo, ainsi que du Burkina Faso lui-même.<sup>91</sup> Dans l'ensemble, les données du MNT de l'OIM indiquent clairement un itinéraire Bamako-Niamey utilisé par les migrants, passant par Heremakono au Mali et Seytenga (et dans une moindre mesure Kantchari) au Burkina Faso.<sup>92</sup>

**Carte 4:** Principaux itinéraires de transit à travers le Burkina Faso pour atteindre le Niger



La détérioration de la situation en matière de sécurité signifie que les deux itinéraires deviennent progressivement plus dangereux. Cela a fortement affecté la circulation des véhicules, y compris les voitures et les camions humanitaires pour l'acheminement de l'aide, ainsi que la circulation des commerçants, des éleveurs et des agriculteurs se rendant sur les marchés. Crisis Watch rapporte, par exemple, que des militants présumés de l'ISGS ont attaqué un poste de contrôle de la gendarmerie à Seytenga sur la route menant à Dori le 4 décembre 2018. Trois gendarmes ont été blessés<sup>93</sup>. Des incidents spécifiques visant les transporteurs et les migrants ont été signalés, mais de récents entretiens ont montré clairement que les sociétés de transport se méfient de plus en plus de l'entretien de cette route en raison de la présence accrue des OEV. Néanmoins, les personnes interrogées ont déclaré que la route reste plus sûre pour elles que celle qui traverse la région de l'Est<sup>94</sup>. En fait, en novembre 2019, trente-sept personnes ont été tuées et soixante blessées à la suite d'une attaque contre un convoi minier canadien près de Fada-N'Gourma.<sup>95</sup>

Depuis 2016, un total de quatre-vingt-neuf incidents dus à des EEI ont été enregistrés au Burkina Faso, y compris dans les régions du Sahel et de l'Est, avec une augmentation notable d'un incident en 2016 à cinquante-trois en 2019.<sup>96</sup> En septembre 2018, au moins huit membres des forces de sécurité du Burkina Faso ont été tués lorsqu'une bombe en bord de route a frappé leur véhicule de patrouille alors qu'ils circulaient sur la route reliant Djibo et Baraboulé, dans le nord du pays, près de la frontière avec le Mali.<sup>97</sup> Les entretiens menés avec les acteurs des autorités locales ainsi qu'avec les compagnies de transport montrent que les gens ont

réduit leurs déplacements de peur d'être pris pour cible par les militants. Il en résulte une réduction du nombre de personnes fréquentant les marchés de Djibo et de Petegoli, ce qui a un impact négatif sur les moyens de subsistance des communautés qui, depuis des décennies, empruntent ces routes pour aller échanger, acheter et/ou vendre du bétail et des produits agricoles. En outre, le couvre-feu établi en octobre 2019 a été prolongé suite à l'attaque contre un avant-poste militaire à Arbinda. Le couvre-feu touche les provinces du Soum, du Seno et de l'Oudalan au Sahel.<sup>98</sup> Cette mesure réduit les mouvements de populations, affectant leurs activités économiques et commerciales.

### Niamey–Gao via Ansongo

La route Niamey-Ansongo-Gao était un axe de transit commun pour les passagers et les marchandises entre le Mali et le Niger (dans les deux sens) jusqu'en 2018. Pourtant, au moment de la rédaction du présent rapport, en raison des modalités de transport plus complexes dans la région très instable de Ménaka - des mouvements locaux comme des autres destinations - le mouvement migratoire dans la région a diminué.<sup>99</sup> Un autre facteur contribuant à cette situation est la diminution globale des migrants de longue distance dirigés vers l'Afrique du Nord et l'Europe.

L'itinéraire est constamment menacé par des IED, les militants continuant à cibler les forces maliennes, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA) et les forces françaises.<sup>100</sup> Le 1er novembre 2019, une base militaire malienne a subi une attaque meurtrière de l'ISWAP à In-Delimane, dans la région de Ménaka.<sup>101</sup> Le 4 décembre 2019, des militants ont attaqué le village de Labbezanga et ont assassiné l'imam, et ont brûlé un véhicule appartenant au dirigeant d'une organisation locale de jeunes.<sup>102</sup> En conséquence, l'armée et les forces de sécurité maliennes ont annoncé le transfert de leurs postes frontières (Labbezanga et Andéramboukane) à Ansongo et Ménaka respectivement.<sup>103</sup> Ce retrait laisse une partie visible de la frontière sans aucun poste de contrôle. Cela signifie que le poste frontalier de Labbezanga, qui a été rétabli après la crise multidimensionnelle de 2012, est devenu une fois de plus trop dangereux et non viable pour l'armée et les forces de sécurité maliennes.

Malgré l'insécurité croissante, la mobilité transfrontalière circulaire se poursuit. Les personnes interrogées, telles que les agriculteurs et les éleveurs du Mali et du Niger, ont déclaré qu'elles réduisaient la distance parcourue sur certaines routes ou qu'elles ne se déplaçaient pas du tout par crainte d'être prises pour cible ou d'être blessées lors de tirs croisés.<sup>104</sup> Le renforcement des contrôles sur les routes (au moins avant le transfert du poste frontière de Labbezanga) a également compliqué les conditions de voyage. Ces facteurs ont des répercussions tant sur les commerçants locaux que sur les passeurs et leur modus operandi. Les commerçants seraient réticents à traverser les frontières pour atteindre les marchés parce qu'ils sont excessivement taxés par les agents de sécurité, les bandits armés et, dans certains cas, les militants. Dans cette situation, le contrôle des frontières et les forces de sécurité en général peuvent être considérés davantage comme une source d'abus que de protection (comme nous le verrons plus en détail dans la section intitulée "Vulnérabilité des migrants au Liptako-Gourma").

**Carte 5:** Principaux itinéraires de transit dans la région de Tillabéri, Niger



La sécurité des frontières dans cette partie de la région de Tillabéri est de plus en plus mise sous pression en raison de l'insécurité généralisée, d'un nombre croissant d'attaques et d'un état d'urgence prolongé. L'incapacité des forces de sécurité nigériennes à faire face à la menace provenant des zones frontalières avec le Mali ne cesse de s'accroître. L'insécurité a en effet contraint la police et la gendarmerie nigériennes à se retirer à l'intérieur des terres, abandonnant les postes frontières avancés de Yassane, Petelkoli et Makalondi, et laissant la protection des frontières entièrement aux acteurs militaires (qui n'ont pas de mandat pour contrôler les migrations).<sup>105</sup>

Les voyageurs traversant la région de Tillabéri jusqu'à la frontière malienne sont confrontés au fait que la présence et les activités alarmantes des groupes extrémistes se sont accompagnées d'une intensification des opérations militaires dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, notamment l'opération Barkhane menée par les Français et l'instauration de l'état d'urgence dans plusieurs localités. Les mesures de sécurité exigent des contrôles approfondis de tous les véhicules et bus en transit sur les routes principales, mais il semblerait que le manque de personnel et sa répartition ne puissent pas empêcher la prolifération des passages irréguliers aux frontières et des activités de contrebande qui reposent sur des infrastructures plus souples, notamment des

routes secondaires et des motos.<sup>106</sup> Le 10 décembre 2019, l'état d'urgence en cours a été prolongé pour une période de trois mois dans dix départements des régions de Tillabéri et de Tahoua (Ouallam, Ayorou, Bankilare, Abala, Banibangou, Say, Torodi, Téra, Tassara et Tillia).<sup>107</sup> Plus récemment, les autorités ont adopté de nouvelles mesures de sécurité telles que l'interdiction des motocyclettes en permanence, le rationnement de l'essence à un maximum de 20 litres par personne et par jour, et la fermeture de plusieurs marchés soupçonnés d'être utilisés comme sources d'approvisionnement en nourriture et en essence par des militants djihadistes.<sup>108</sup>

Bien qu'elles visent à protéger les civils, ces restrictions de sécurité ont eu certains effets négatifs sur la vie de la population locale, notamment en la forçant à quitter son domicile. Elles ont également limité - et dans certains cas empêchés - le mouvement des agriculteurs qui ne peuvent plus cultiver leurs champs, les privant de leurs moyens de subsistance et augmentant le risque d'insécurité alimentaire. Les activités criminelles et le banditisme à l'encontre des populations itinérantes et des commerçants ont connu une augmentation notable ces dernières années. Cela est dû en grande partie à l'absence d'une présence efficace des forces de sécurité. Dans la situation actuelle, la lutte contre les groupes militants est une priorité pour les forces de sécurité, laissant les populations locales exposées à la criminalité et au banditisme. Il en va de même pour les migrants (en nombre limité) qui transitent par cette partie de la région de Tillabéri, et qui ont peu de chances de recevoir la protection des forces de sécurité dont la priorité a été de lutter contre les OEV.

### **Gao-Tahoua-Agadez via Ménaka and Andéramboukane**

Une autre option pour atteindre le Niger depuis le nord du Mali est de suivre l'axe Gao-Tahoua-Agadez qui passe par Ménaka et Andéramboukane (Mali). La majorité des flux observés au FMP de Tahoua sont internes au Niger et à la région. Selon les données du DTM en 2019, 3 000 migrants transitent par Tahoua chaque mois, dont la plupart sont des Nigériens voyageant à l'intérieur du Niger. Au second semestre 2019, le pourcentage varie entre 73% et 90%, suivi par d'autres pays tels que la Libye, l'Algérie et la Côte d'Ivoire. La majorité des migrants ont voyagé en raison de la migration saisonnière (entre 40 et 45 % des migrants), des mouvements locaux de courte durée (entre 36 et 40 %) et de la migration économique de longue durée de plus de six mois (entre 16 et 22 %)<sup>109</sup>. Les principales nationalités observées à travers le FMP de Tahoua sont les Nigériens (entre 83% et 86%), les Ivoiriens, les Camerounais, les Béninois, les Burkinabés et les Nigériens (entre 1% et 3%).<sup>110</sup>

Ménaka est un point de transit qui ne voit pas un nombre important de migrants longue distance (une vingtaine d'individus par jour, selon le DTM), mais il peut néanmoins être un point de passage pour ceux qui ont l'intention de se rendre en Algérie. La moitié des flux enregistrés à Ménaka se dirigent vers une autre destination au Mali, et l'autre moitié vers l'Algérie, selon les données publiées par DTM. Ce sont presque exclusivement des hommes qui voyagent sur cet itinéraire. Le pourcentage de femmes varie entre 0 et 2%. Ceux qui passent par Ménaka seraient majoritairement des Maliens, des Nigériens et d'autres Africains de l'Ouest, par exemple des Nigériens et des Burkinabés. Selon les données recueillies à Ménaka pour cette recherche, les migrants qui partent de Ménaka pour l'Algérie utilisent des commerçants algériens qui apportent des marchandises<sup>111</sup> à Ménaka et aux villes voisines.<sup>112</sup> Il s'agit d'une pratique courante pour les conducteurs d'utiliser leurs camions vides pour transporter des passagers, y compris des migrants, à Kidal et en Algérie.



## CONCLUSION

L'implication la plus grave du conflit actuel dans le Liptako-Gourma a été son effet sur la mobilité des populations locales. Le déplacement massif des populations locales qui ont besoin de services de base, de protection et d'aide humanitaire est la question la plus urgente en ce moment. Le phénomène prend rapidement de l'ampleur, avec un nombre toujours croissant de personnes déplacées, en particulier au Burkina Faso. Cependant, il est tout aussi important de reconnaître que le conflit (ainsi que les réponses telles que le renforcement de la sécurité aux frontières) limite la capacité des populations locales à se déplacer au-delà des frontières et à atteindre les marchés locaux et régionaux, les villes et localités voisines pour les échanges et le commerce (mouvements migratoires à court terme/saisonniers liés à de petites activités économiques). Cela a un impact sur les moyens de subsistance et la résilience des populations qui sont fortement dépendantes de la mobilité - et risque donc d'avoir un effet négatif à beaucoup plus long terme sur la situation du développement dans la région.

Il ne semble pas y avoir de corrélation persistante - qu'elle soit positive ou négative - entre l'insécurité et les flux migratoires vers le nord dans la région du Liptako-Gourma. Si les routes empruntées par les migrants sont devenues plus dangereuses en raison de la prolifération des EEI, des OEV et des conflits intercommunautaires, les trajectoires et les flux n'ont pas changé en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire, sauf dans les zones où la mobilité générale est entravée par le renforcement des contrôles aux frontières ou d'autres points de contrôle. La décision d'entreprendre le voyage migratoire, en particulier le

long-courrier vers l'Europe (qui représente encore un pourcentage relativement faible du nombre total de mouvements migratoires), est davantage fondée sur des considérations matérielles et pratiques que sur la situation sécuritaire sur le terrain. Les facteurs susceptibles de modifier la détermination d'une personne à émigrer concernent principalement les obstacles matériels réels, notamment le renforcement des contrôles aux frontières et le manque de fonds, bien plus que la perception des risques éventuels de décès ou de sanctions résultant de la législation anti-migration. Cela suggère que la décision d'entreprendre un itinéraire migratoire dépend davantage de la possibilité réelle de voyager que de la situation sécuritaire sur l'itinéraire.

Carburant algérien de contrebande à Ménaka, au Mali



### 3. VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES (ARMÉS)

Cette section examine les incidents de protection que les personnes en déplacement peuvent rencontrer - à la fois en termes de ce qu'ils impliquent et de l'identité des principaux auteurs - en mettant particulièrement l'accent sur les vulnérabilités liées au trafic illicite d'êtres humains et à l'implication d'acteurs armés et de forces de sécurité non étatiques dans ce domaine, ainsi que sur les vulnérabilités liées aux processus intercommunautaires.

#### INCIDENTS DE PROTECTION ET LEURS AUTEURS – UN APERÇU

Lors de l'évaluation des incidents de protection, il est important de faire la distinction entre les migrants hommes et femmes. Selon les sources de données disponibles, la proportion d'hommes et de femmes voyageant dans la région se situe entre 80 % et 20 % ou 70 % et 30 %.<sup>113</sup> Les données ventilées présentées dans l'instantané 4Mi sur les incidents de protection des personnes en déplacement au Mali, au Niger et au Burkina Faso montrent que, à l'exception de la détention, les femmes migrantes sont plus vulnérables aux incidents de protection sur l'itinéraire.

**Tableau 3 :** Incidents de protection courants contre les migrants au Mali, au Niger et au Burkina Faso, par sexe

Incidents de protection les plus fréquents Mali, Niger et Burkina Faso	Migrants masculins	Migrants féminins
Corruption/pots-de-vin	>50%	>55%
Violence physique	>15%	>20%
Vol	>10%	>15%
Détention	>10%	>5%
Agression sexuelle	5%	>15%

Note : données désagrégées de l'instantané 4Mi sur les incidents de protection

Les données d'une étude du Centre de migration mixte montrent également que les femmes sont plus vulnérables aux abus graves, avec entre une sur quatre et une sur cinq des femmes interrogées déclarant avoir subi (ou été témoins) de la violence physique, des vols, des agressions sexuelles et du harcèlement.<sup>114</sup> Ces informations indiquent qu'il est nécessaire d'adopter une approche sexospécifique pour les programmes de

protection. Selon l'instantané 4Mi, les capitales et autres centres urbains sont le plus souvent cités comme des zones où se produisent des incidents de protection. Cependant, les migrants et les réfugiés interrogés mentionnent également les zones frontalières comme étant les lieux des incidents.<sup>115</sup>

Malgré l'instabilité de la situation en matière de sécurité, l'incident de sécurité le plus fréquemment signalé par les migrants est l'extorsion. Cela est confirmé par les données du 4Mi, qui montrent que sur 999 incidents de protection signalés par 805 répondants, deux tiers sont des cas d'extorsion.<sup>116</sup> Si cela est vrai pour les données régionales, cela peut également être confirmé au niveau d'un pays en particulier. Au Burkina Faso, les vols et les extorsions sont les abus les plus fréquents subis par les migrants.<sup>117</sup> Selon un autre ensemble de données, les répondants du Burkina Faso (42%) et du Mali (27%) sont plus nombreux que ceux des autres nationalités à mentionner les vols.<sup>118</sup> Sur les 657 cas d'extorsion signalés, 35 % auraient eu lieu au Mali, 31 % au Niger et 29 % au Burkina Faso. Contrairement aux autres types d'incidents, l'extorsion touche indistinctement les hommes et les femmes (50 % dans chaque cas)<sup>119</sup>. Parmi les autres incidents de protection signalés figurent le vol (10 % du total des incidents signalés) et la violence physique ou le harcèlement (10 %). Dans les deux cas, environ un répondant sur dix a vécu ces incidents au moins une fois (12 % dans le cas d'un vol et 9 % pour des abus physiques). Le déséquilibre entre les sexes dans ces incidents est à nouveau apparent : 25 % des femmes et 5 % des hommes ont déclaré avoir subi des violences physiques ; 23 % des femmes et 9 % des hommes ont déclaré avoir été victimes d'un vol.<sup>120</sup>

Outre le type d'abus, il est également important d'examiner de près qui sont les auteurs présumés de ces actes. Il y a un manque général de données statistiques détaillées et ventilées sur les incidents de protection. Selon les données accessibles, au Niger en 2017-18, les passeurs avaient réalisé près de la moitié (45%) de tous les 424 incidents de maltraitance signalés. Ceci est en corrélation avec le fait que 60% des migrants interrogés ont eu le sentiment d'avoir été trompés par les passeurs (sur les conditions de voyage, les coûts, les itinéraires et la sécurité). En revanche, une autre étude datant de 2019 et utilisant un ensemble de données différent de celui de l'enquête révèle que les passeurs ne sont responsables des incidents de protection que dans environ 5 % des cas.<sup>121</sup> Une conclusion constante des deux études est toutefois le rôle des forces de sécurité en tant qu'auteurs des incidents de protection signalés par les migrants et les réfugiés. Les incidents de violence physique sont attribués aux forces de sécurité, dans plus de 50 % des cas. Il est important de noter que les auteurs sont souvent signalés par les migrants et les réfugiés interrogés comme des individus ou des groupes inconnus.

## TRAFIC ILLICITE D'ÊTRES HUMAINS

Il ressort clairement de ce qui précède que les incidents de protection ciblant les migrants sont en partie liés aux processus de trafic illégitime d'êtres humains. Par conséquent, afin de commencer à réfléchir à la manière de répondre aux besoins de protection des migrants, nous allons étudier plus en détail le rôle du trafic illégitime d'êtres humains dans la migration dans la région du Liptako-Gourma.

Dans l'ensemble, il est important de noter que le recours aux passeurs en Afrique de l'Ouest est limité, car de nombreuses localités sont accessibles par des moyens de transport ordinaires tels que les bus. Les personnes interrogées indiquent que les migrants n'ont pas besoin de passeurs avant d'atteindre Gao au Mali et Agadez au Niger.<sup>122</sup> Nos conclusions sont conformes aux données de 4Mi sur le Liptako-Gourma, car environ deux tiers des personnes interrogées (64 %) ont déclaré ne pas avoir recours à des passeurs.<sup>123</sup> Ce résultat n'est pas inattendu : les ressortissants de la CEDEAO jouissent d'un degré relativement élevé de liberté de mouvement, et le fait de voyager sur les principaux axes routiers ne nécessite pas nécessairement l'intervention d'un passeur. Ce rôle devient essentiel pour la mobilité dans des zones telles que le désert du Sahara où aucun autre transport organisé ne peut être trouvé.

Cependant, en l'examinant plus en détail, nous constatons que la mesure dans laquelle les migrants ont recours aux passeurs diffère d'un pays à l'autre du Liptako-Gourma. Au Burkina Faso, comme dans d'autres pays de la région, les principaux moyens de transport sont les bus officiels et les véhicules privés. Les passeurs ne semblent pas être les principaux facilitateurs de la migration au Burkina Faso. Dans le cas de la mobilité longue distance vers le nord, cela peut s'expliquer par la nature transitoire du pays : la majeure partie des migrants traversent le Burkina Faso<sup>124</sup> en allant de leur pays d'origine vers le nord. Les acteurs interrogés (communautés frontalières, forces de sécurité et transporteurs) sont d'avis que la répression du trafic de migrants dans la région d'Agadez au Niger a eu un impact significatif sur les flux migratoires vers le nord. Dans les bus de Ouagadougou à Niamey, on ne trouve aujourd'hui qu'une infime partie des migrants ouest-africains qui remplissaient les lignes de transport reliant le Burkina Faso au Niger au plus fort de la "crise" migratoire en 2015 et 2016.<sup>125</sup>

Au Mali, près de la moitié des migrants interrogés par 4Mi ont déclaré que leur voyage vers le lieu de leur entretien n'avait été facilité par personne (47%).<sup>126</sup> Les autres migrants interrogés ont déclaré que leur voyage avait été facilité par un passeur (36%) et/ou par un ami ou un parent (26%). L'hébergement, le transport vers les lieux de détention et le ramassage des clients aux points de rencontre ont été les principaux services de trafic cités par les répondants de l'étude.<sup>127</sup> Les passeurs interrogés dans le cadre de la même étude ont également cité l'hébergement comme leur principal service (86 %), suivi du transport vers un lieu de détention (71 %), du recrutement de clients pour la migration (52 %) et du passage sécurisé d'une frontière (40 %).<sup>128</sup> Lorsqu'on examine les violations des droits de l'homme et les incidents de protection, l'une des principales conclusions est que la majorité des migrants qui ont eu recours à des passeurs pour organiser leur voyage n'ont pas été induits en erreur par ceux-ci et ont été satisfaits de leurs services (69 %).<sup>129</sup>

La plupart des cas de recours à des passeurs se produisent dans le nord du Mali, où les migrants ne sont pas conscients des dangers sur le terrain ou ne les connaissent pas. La ville de Gao, avec sa situation sécuritaire compliquée et son manque général d'informations sur la géographie du désert, effraie les migrants, et la relation avec les passeurs leur donne un sentiment de sécurité.<sup>130</sup> La navigation en terrain dangereux, y compris dans les zones contrôlées par des groupes armés, ainsi que le passage sans encombre des points de contrôle,

nécessitent d'avoir des connexions fiables avec tous les acteurs présents le long des itinéraires ainsi qu'une bonne compréhension des dynamiques sociopolitiques de la région. En outre, l'environnement hostile du désert exige l'assistance de chauffeurs qui connaissent bien les itinéraires, les points d'eau et les points de contrôle en cours de route.

Le trafic illicite d'êtres humains et la contrebande constituent une part importante de l'économie de Gao.<sup>131</sup> C'est pourquoi les passeurs peuvent se prévaloir d'une remarquable légitimité sociale<sup>132</sup> et de la protection d'acteurs puissants au niveau local et national. Les profits tirés des activités illicites achètent de l'influence politique, dans la mesure où les participants aux activités criminelles peuvent avoir des identités multiples (parfois renforcées) au sein des institutions de l'État et des réseaux criminels.<sup>133</sup> L'arrestation de certains passeurs de migrants à Gao au début de l'année 2018<sup>134</sup> en est une illustration. L'arrestation de courte durée et la libération rapide d'un trafiquant d'êtres humains bien connu démontre les alliances possibles existantes avec de puissants acteurs étatiques et non étatiques assurant la protection de leurs activités.<sup>135</sup> Le secteur a été touché car le transport des migrants de Gao vers l'Algérie est devenu difficile à organiser.<sup>136</sup> Dans le même temps, la répression du trafic de migrants à Gao s'est avérée plus symbolique qu'efficace, avec seulement quelques arrestations de passeurs, qui ont été rapidement libérés sans condamnation. Cependant, cela a apparemment suffi pour provoquer une réorganisation rapide du trafic de migrants dans le nord du Mali. Elle a conduit à une plus grande organisation criminelle de la part des passeurs, à des collusions avec les forces de l'ordre, à une vulnérabilité accrue des migrants et à des difficultés d'accès pour les acteurs humanitaires.<sup>137</sup> L'attention accrue portée au trafic illicite d'êtres humains à Gao a réorienté une partie des flux vers Tombouctou en raison de la faiblesse des forces de l'ordre, ce qui permet d'organiser les activités de trafic avec moins de pression. Cela confirme l'observation plus générale selon laquelle les flux migratoires ont tendance à se concentrer sur des itinéraires où il y a peu ou pas de présence des forces de l'ordre.<sup>138</sup>

#### **Encadré 6 : Acquisition de documents maliens**

Un autre aspect lucratif de la migration et du trafic de migrants au Mali a été l'obtention de documents maliens authentiques pour les ressortissants non maliens se rendant en Algérie. Le Mali et l'Algérie ont conclu un accord d'exemption de visa qui permet aux ressortissants maliens de se rendre en Algérie sans avoir à demander de visa. En conséquence, les ressortissants non maliens d'Afrique de l'Ouest cherchaient à obtenir des documents maliens pour franchir la frontière sans entrave.<sup>139</sup> Toutefois, la situation s'est compliquée depuis que le Mali a adopté de nouvelles cartes d'identité biométriques qui limitent la possibilité de produire de faux documents.<sup>140</sup>

Au Niger, au contraire, les activités de trafic illicite d'êtres humains ont été largement affectées par la mise en œuvre de la loi 2015/36<sup>141</sup> sur la lutte contre le trafic illicite de migrants. L'adoption de cette loi a entraîné des changements majeurs dans la gouvernance des migrations. Contrairement aux autres pays de la CEDEAO, le Niger a placé les questions liées aux migrations sous la responsabilité du ministère de l'intérieur. La migration est ainsi considérée comme une question liée à la sécurité plutôt qu'au développement, comme c'est le cas dans d'autres pays de la CEDEAO, où elle est principalement gérée par les ministères de l'économie, de l'administration territoriale<sup>142</sup>, etc. On peut également décrire cette situation<sup>143</sup> comme la création du Niger en tant qu'État de "transit", en la présentant comme un déplacement de la sécurité des frontières, l'effacement de la migration au profit d'autres menaces transnationales et la création de nouvelles pratiques institutionnelles nationales.<sup>143</sup> Outre le fait qu'elles sont en conflit avec les politiques régionales de libre circulation, ces politiques ont également des répercussions concrètes sur les migrants. Les passeurs ont commencé à éviter les points de contrôle, déplaçant les itinéraires afin d'éviter d'être détectés, ce qui provoque davantage de morts dans le désert et des risques accrus d'abus. Il a été observé que la loi 2015/36 a eu de graves répercussions sur l'ensemble de la région, et pas seulement sur le Niger, entraînant une réduction des flux et des changements dans le modus operandi de l'industrie de la migration au Niger. La « clandestinisation » de l'économie migratoire a exacerbé les rançons, l'augmentation des prix et l'extorsion, alors que le business du trafic et de la contrebande devenait plus difficiles.<sup>144</sup>

La plupart des passeurs interrogés par 4Mi au Niger ont déclaré que l'hébergement était le principal service qu'ils fournissaient (80 %), suivi du transport vers un lieu d'attente (52 %), du recrutement de clients pour migrer (74 %) et du passage sécurisé d'une frontière (46 %). Les réfugiés et les migrants ont également déclaré que le principal service de passeur qu'ils utilisaient était la fourniture d'un logement (89 %). Les autres services cités par les migrants étaient le ramassage des clients à un point de rencontre (72 %), le transit sécurisé à la frontière (76 %) et le recrutement de clients pour migrer (61 %)<sup>145</sup>. Les réseaux de trafic illicite de migrants opérant au Niger en 2017-18 semblent être plus étendus que ceux opérant au Mali.<sup>146</sup>

## IMPLICATION DES ACTEURS ARMÉS NON ÉTATIQUES

Différents acteurs armés non étatiques (groupes armés, OEV, bandits armés) profitent et participent d'une manière ou d'une autre à des activités de trafic dans le Liptako-Gourma, telles que le trafic d'armes, de drogues, de motos, de carburant, le vol de bétail et le braconnage. Certaines de ces activités servent à générer des revenus, tandis que d'autres sont utilisées pour fournir les biens nécessaires au fonctionnement de ces groupes eux-mêmes. Le trafic de migrants et la contrebande ne sont pas des activités courantes auxquelles ces groupes se livrent, car elles ne sont pas les activités illicites les plus lucratives de la région.<sup>147</sup>

En ce qui concerne les groupes djihadistes armés en particulier, il n'y a toujours pas de preuve que ces groupes soient impliqués dans le trafic de migrants et/ou qu'ils profitent de l'économie souterraine de la migration et de la contrebande. Contrairement aux enlèvements et aux rançons, la traite des êtres humains et le trafic de

migrants sont rarement la principale source de revenus des OEV. Toutefois, si les OEV ne gagnent pas forcément d'argent grâce à la traite des êtres humains, ils la tolèrent et en tirent d'autres avantages.<sup>148</sup> Au niveau local, par exemple, des éléments de groupes djihadistes peuvent réaliser certains gains financiers grâce à des vols et des pots-de-vin aux postes de contrôle. Néanmoins, toutes les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont convenu qu'il est très peu probable que les migrants soient recrutés comme combattants armés. Il semble que les populations locales soient plus exposées au risque de radicalisation que celles qui voyagent. Comme le montrent les sections précédentes, l'insécurité générale dans le Liptako-Gourma a beaucoup plus d'impact sur ceux qui vivent dans cette région que sur ceux qui y transitent.

La situation est un peu différente en ce qui concerne les groupes armés - comme ceux qui contrôlent la région de Gao et de Kidal. Étant donné qu'ils sont les acteurs de facto de la sécurité dans ces régions, ils surveillent de près toutes les activités commerciales licites et illicites menées sur leur territoire. En mars 2019, dix points de contrôle ont été signalés entre Gao et In-Khalil, seul le point de contrôle de sortie de Gao étant contrôlé par les forces de sécurité maliennes. Les autres étaient contrôlés presque exclusivement par des groupes armés signataires de l'accord de paix, à l'exception de celui de Tin Aoukar, qui est contrôlé par la MSA.<sup>149</sup> Les passeurs comptent sur leurs bonnes relations personnelles et/ou professionnelles avec les autres membres des réseaux de passeurs, ainsi qu'avec les groupes armés et leurs affiliés, pour accéder aux routes de trafic. Selon les entretiens avec les observateurs de 4Mi, "le type de relation le plus courant entre les groupes armés et les convois de migrants est un droit de passage accordé aux passeurs".<sup>150</sup> On nous demande de payer entre 2 000 et 3 000 FCFA à chaque point de contrôle jusqu'à la frontière avec l'Algérie", a déclaré un migrant.<sup>151</sup>

Avec un tel dispositif, les migrants ne peuvent pas transiter entre Gao et In-Khalil, et la frontière algérienne, sans interagir avec des groupes armés et payer à chaque point de contrôle. Bien que les migrants de retour interrogés à Gao n'aient pas signalé les abus commis par les groupes armés, il a été constaté précédemment que les hiérarchies supérieures des deux groupes ne sont pas toujours capables d'empêcher leurs hommes de rançonner ou de voler les migrants aux points de contrôle malgré les instructions de ne pas nuire aux migrants. Néanmoins, de graves abus tels que les rançons, la torture et la détention/enlèvement ont également été signalés dans ces régions.<sup>152</sup> Dans l'ensemble, cependant, la facilitation de la migration n'est pas une source de revenus importante pour les groupes armés du nord du Mali.

Comme solution possible, les migrants cherchent des itinéraires alternatifs où les patrouilles et les forces de sécurité sont inexistantes afin de pouvoir voyager sans entraves.<sup>153</sup> Cela les expose à un risque plus élevé d'être volés et maltraités par des bandits armés, des militants armés et, dans certains cas, des membres des forces de sécurité.<sup>154</sup> En conséquence, les migrants en transit sont confrontés à des menaces et des risques accrus, comme le fait d'être dépouillés de leur argent et de leurs biens par des bandits armés et des membres des forces de sécurité.<sup>155</sup> Les migrants ont également indiqué que les bandits ont tendance à faire preuve de plus de violence et de comportements agressifs que les groupes armés aux points de contrôle (qui seront abordés plus en détail ci-dessous).<sup>156</sup> Ils nous insultent et nous volent même nos vêtements lorsque nous refusons de les payer", a déclaré une personne interrogée.<sup>157</sup>

## IMPLICATION DES FORCES DE SÉCURITÉ

La complexité de la situation est exacerbée par le fait que le rôle des forces de sécurité est largement perçu comme celui de ceux qui visent à saper la migration, notamment en bloquant ou en empêchant les migrants de continuer (mentionné par 34% des répondants), en commettant des violations des droits de l'homme (21%) ou en encourageant la discrimination (13%).<sup>158</sup> 4 Les personnes interrogées par Mi ont tendance à considérer les forces de l'ordre comme des inhibiteurs de la mobilité (réponse la plus fréquente avec 34%) plutôt que comme des fournisseurs de sécurité et de protection (2% des personnes interrogées). Les forces de sécurité inspireraient beaucoup plus de peur (89 % des répondants) que de confiance (75 % des répondants affirment ne pas faire confiance aux agents de sécurité)<sup>159</sup>. Il a été démontré que la sécurisation croissante de la migration et ses effets pervers par un tel comportement des forces de sécurité, dans d'autres contextes, augmentent la durée du voyage et, par conséquent, la vulnérabilité des migrants.<sup>160</sup> Cependant, la plupart des migrants qui traversent le Mali, le Niger et le Burkina Faso le font pour une période relativement courte (30 jours ou moins) jusqu'aux régions du nord du Niger et du Mali.<sup>161</sup>

Au Mali, en ce qui concerne la migration en particulier, il semble y avoir une collusion entre certains agents des forces de l'ordre, des passeurs et des chauffeurs qui transportent des migrants depuis/à travers le Mali. C'est une triste réalité, mais certains agents des forces de l'ordre n'inspectent pas certains véhicules parce que les chauffeurs ont accepté de leur offrir de l'argent", a déclaré un gendarme interrogé à Ménaka.<sup>162</sup> D'une certaine manière, la détérioration de la situation sécuritaire renforce en fait ce comportement. La mise en place de points de contrôle le long des grands axes du Mali, comme celui qui relie Bamako à Gao, a augmenté les possibilités de comportements de recherche de rente. Les axes reliant le sud et le centre du Mali à Gao à partir de la route nationale, par exemple, obligent les migrants à passer par un point de contrôle à Wabaria à Gao, où les migrants (y compris ceux qui sont originaires des États de la CEDEAO) paieraient 10,000 CFA (15 euros) pour poursuivre leur voyage.<sup>163</sup>

Au Burkina Faso, la réglementation nationale en matière d'immigration exige une pièce d'identité valide pour entrer dans le pays. Si le document fait défaut, la personne doit se voir refuser l'entrée. Pourtant, une étude réalisée en 2019 par le Centre mixte des migrations révèle que cela ne se produit que très rarement.<sup>164</sup> Selon diverses sources interrogées, certaines forces de sécurité locales ferment les yeux sur l'absence de documents des migrants en échange d'une compensation.<sup>165</sup> En outre, "les agents des forces de l'ordre à Seytenga auraient été conscients qu'un groupe local de petits passeurs intégrés dans les communautés frontalières aidait les migrants sans papiers à échapper aux contrôles frontaliers, mais rien n'indique que les agents aient pris des mesures actives pour perturber cette activité".<sup>166</sup> Cela peut également être lié aux capacités limitées des forces de sécurité du Burkina Faso à traiter les migrations irrégulières, en particulier dans les circonstances actuelles, où les menaces à la sécurité sont une préoccupation majeure. Les migrants sans papiers ont également signalé au cours des entretiens que certains policiers aux points de contrôle demandent des frais plus élevés aux migrants qui ne possèdent pas de papiers d'identité. Nous sommes également interrogés sur notre itinéraire, le but de nos voyages. Parfois, les documents d'identité sont conservés pour une inspection plus

approfondie”, a expliqué un migrant interrogé à Sebba, dans la province de Yagha.<sup>167</sup> La création de points de contrôle et de patrouilles sur les différents axes parcourus par les migrants font partie des mesures prises par le gouvernement pour limiter les mouvements de sans-papiers et le trafic de migrants.<sup>168</sup> Ce type de contrôle permet également la taxation informelle des migrants, c’est-à-dire l’extorsion de pots-de-vin. Comme c’est le cas dans d’autres pays de la région, les acteurs de la sécurité de l’État s’engagent structurellement dans l’extorsion de pots-de-vin aux migrants. Selon les données recueillies par le Centre mixte des migrations, les gendarmes (20% des cas d’extorsion signalés) et les douaniers en particulier ont été accusés par des migrants qui ont déclaré être touchés par la corruption au Burkina Faso.<sup>169</sup> En outre, il a été constaté que bien que l’extorsion semble un moindre mal par rapport à d’autres incidents de protection (abus physiques ou sexuels), elle peut être liée ou contribuer à permettre d’autres violations (des droits de l’homme).<sup>170</sup>

Au Niger, les mesures prises contre la circulation des migrants sans papiers, y compris les efforts conjoints entre l’État et les autorités locales, ne sont pas normalisées et diffèrent d’une localité à l’autre. L’initiative majeure a été introduite en 2015 par la loi contre le trafic illicite de migrants couvrant la région d’Agadez dans le nord du Niger. Il n’est pas encore clair si cette loi est appliquée dans d’autres régions du pays. Au cours des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche, un membre des autorités locales et traditionnelles de la ville rurale de Torodi (département de Say de la région de Tillabéri) a expliqué qu’il n’y a pas de coopération entre l’État et les acteurs locaux pour lutter contre le mouvement des migrants sans papiers dans sa ville et que les migrants sans papiers de Guinée et de Gambie continuent à transiter par Torodi après être entrés du Burkina Faso.<sup>171</sup> Les autorités locales traditionnelles, qui sont les principaux responsables de la gouvernance, ont été invitées à dire si elles jouent un rôle dans la protection des migrants qui passent par la ville de transit de Torodi. D’après les réponses, les autorités locales semblent jouer un rôle minimal dans la protection des migrants de retour et de transit.<sup>172</sup>

Plus important encore, les migrants interrogés au Niger ont fait état d’abus généralisés de la part des membres des forces de l’ordre.<sup>173</sup> Ils ont déclaré avoir été victimes de racket aux points de contrôle et dans les villes lorsqu’ils sont arrêtés par des policiers. Dans certains cas, les migrants ont été battus alors qu’ils n’avaient pas d’argent ou refusaient d’en donner aux policiers. Cela peut être confirmé par les données existantes rapportées dans l’étude sur les passeurs au Mali et au Niger. Les forces de sécurité ont été accusées de 46 % des cas d’abus physiques, 6 % des cas d’abus sexuels et seulement 3 % des vols.<sup>174</sup> Plusieurs personnes interrogées dans la région de Tillabéri, y compris des acteurs locaux, ont confirmé les histoires de corruption et d’abus de la police et de l’armée à l’encontre des migrants. Un migrant interrogé à Dougourou, qui a tenté de traverser la frontière, a partagé son histoire : “Ils ont vidé le réservoir de son essence et nous ont entassés dans un réservoir de carburant. Il y avait des membres de l’autorité. Nous avons ensuite été transportés à la frontière”. Il a poursuivi : Les contrebandiers nous ont demandé de l’argent et nous ont promis que le passage de la frontière serait facile, mais au lieu de prendre 3 000 FCFA, ils ont demandé 5 000 ou 7 000 FCFA pour passer en toute sécurité. De leur côté, les policiers demandent aussi plus d’argent. Si vous refusez, ils peuvent vous tabasser.”<sup>175</sup>

Conscients du risque d'être arrêtés et maltraités, notamment par des membres des forces de l'ordre, les migrants qui tentent d'atteindre le nord-est du Niger via Tillabéri ont recours à diverses stratégies pour éviter d'être repérés par les policiers et la population locale. Un acteur gouvernemental interrogé à Torodi<sup>176</sup> a indiqué que les migrants passant par sa ville pour se rendre à Agadez empruntent la route goudronnée, également connue sous le nom de route nationale 1. Ils sont transportés en moto-taxis jusqu'à Niamey, de cette façon il est plus facile de sortir de la route et d'éviter les postes de contrôle de la police", a-t-il déclaré. D'une part, cela signifie que le flux de migrants est limité. D'autre part, cela signifie également que seuls quelques migrants ont compté sur cette solution et ont essayé d'éviter la frontière et les bus officiels.<sup>177</sup> Enfin, ces informations remontent à la période précédant l'état d'urgence, lorsque les allers-retours à moto n'étaient pas encore interdits. À l'heure actuelle, tous ces déplacements sont interdits dans les zones frontalières de la région de Tillabéri. Comme indiqué précédemment, la situation en matière de sécurité touche principalement les populations locales, mais dans ce cas, les personnes en déplacement sont également désavantagées. En effet, selon nos répondants, depuis le renforcement des contrôles de sécurité, les migrants voyageant à l'intérieur des véhicules descendent à proximité du point de contrôle et se déplacent à pied pour éviter d'être arrêtés par les policiers. En outre, plusieurs personnes interrogées ont indiqué que les voyageurs étrangers qui passent par leur ville sont signalés à la police pour que leur identité soit vérifiée. S'ils ont leurs documents d'identité, ils sont libres de partir. S'ils ne les ont pas, les policiers essaient de leur prendre beaucoup d'argent. C'est une escroquerie", a admis un agent rural interrogé à Torodi.<sup>178</sup>

Au cours des entretiens menés avec les autorités locales dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, il a été rapporté que certains migrants voyageant sans papiers d'identité ont tenté d'obtenir de faux documents auprès des administrations locales lors de leur transit. Les passeurs facilitent ce service et s'adressent aux autorités locales elles-mêmes. Nos propres citoyens aident les migrants en transit à obtenir des documents d'identité. Mais ce n'est pas facile car nous avons des registres et avant de délivrer un certificat de naissance, nous devons retracer les origines de leur famille", a déclaré un collecteur d'impôts interrogé dans la ville de Téra.<sup>179</sup> Un fonctionnaire de Diagourou a expliqué qu'il refuse de délivrer des documents d'état civil tant que les demandeurs ne se présentent pas en personne à son bureau pour qu'il puisse vérifier leur identité.<sup>180</sup> Cette nécessité de fausses pièces d'identité peut être interprétée comme une conséquence négative de la loi contre le trafic illicite de migrants adoptée au Niger. Comme il y a une limitation sur le transport des migrants non nigériens au nord d'Agadez, une décision logique pour ceux qui tentent de traverser le territoire du Niger est d'obtenir des papiers d'identité nigériens.

Ce qui précède implique qu'une approche sécurisée de la sécurité et du contrôle des frontières dans la région a rendu les migrants beaucoup plus vulnérables aux abus des forces de sécurité de l'État.

## XÉNOPHOBIE

Un dernier point à noter ici est que la situation sécuritaire instable à Liptako-Gourma crée des sentiments xénophobes, des craintes et de la suspicion envers ceux qui ne sont pas locaux et qui viennent dans les villages et les villes. Le travail sur le terrain dans les trois pays a montré que la suspicion et la peur sont des sentiments communs aux communautés locales et aux autorités locales du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Au Mali, on craint les personnes inconnues qui pourraient être des migrants mais qui pourraient aussi être utilisées par des groupes djihadistes pour infiltrer les communautés. Les populations locales qui vivent dans une peur constante et qui ne sont pas protégées par les services de sécurité ont peur que tout le monde entre dans leurs villages. La migration peut devenir dangereuse pour nos communautés car des individus mal intentionnés peuvent entrer et se déplacer dans tout le pays”, a déclaré un acteur local interrogé à Labbezanga.<sup>181</sup> Par ailleurs, il convient de noter que les autorités locales ont exprimé leur inquiétude face à certains migrants qui font du trafic de drogue. Nous observons également un nombre important de migrants du Cameroun et du Nigeria qui font du trafic de drogue”, a déclaré un gendarme interrogé à Labbezanga.<sup>182</sup> Un représentant des autorités locales interrogé à Labbezanga, dans la région de Gao, a souligné que des drogues étaient introduites en contrebande dans le pays, comme le Tramadol, un analgésique de type narcotique, craignant que cela ne devienne un problème majeur de sécurité et de santé dans la région.<sup>183</sup>

Comme au Mali, au Burkina Faso, compte tenu du climat d’insécurité actuel, la méfiance existe entre les communautés locales et les migrants. Les migrants peuvent être distingués par les communautés locales. Il devient difficile pour eux de s’intégrer”, a déclaré un travailleur d’une ONG interrogé à Djibo, dans la région du Sahel.<sup>184</sup> Outre les préoccupations en matière de sécurité, les populations d’accueil sont préoccupées par le manque de services et de biens de base tels que l’eau et le logement à partager avec les nouveaux arrivants. Cela a conduit une autorité locale à suggérer qu’il serait préférable de limiter cette mobilité pour des raisons de sécurité nationale, d’éliminer le banditisme, de mieux gérer nos propres ressources et de rétablir une paix durable dans la région”.<sup>185</sup>

Au Niger, en réponse à la détérioration de la situation sécuritaire et à l’incapacité des autorités à protéger les civils, les autorités locales ont mis en place des comités de surveillance chargés d’alerter les forces de l’ordre dès qu’elles identifient des menaces éventuelles. Les autorités locales insistent sur le fait qu’il ne s’agit pas de groupes d’autodéfense et qu’ils ne sont pas armés.<sup>186</sup> Malgré une augmentation du budget militaire du Niger de 20% du budget national et des opérations menées par la Force Barkhane, plusieurs zones restent sans présence militaire, ce qui accroît la peur des attaques parmi les populations locales. Aujourd’hui, on peut parcourir des milliers de kilomètres sans voir un seul soldat. Les jours de marché, nous avons l’habitude de voir des officiers militaires, maintenant ils sont tous partis. Les gens qui allaient au marché ont maintenant trop peur parce que les bandits et les militants peuvent s’y rendre”, a déclaré un fonctionnaire interrogé à Diagourou.<sup>187</sup>

En conséquence, la suspicion des acteurs et des populations locales s'est accrue. Les voyageurs étrangers de passage dans la région sont immédiatement signalés aux policiers.<sup>188</sup> Ceci est destiné à détecter d'éventuelles intrusions de militants armés. Toutefois, de nombreux migrants voyagent sans papiers d'identité officiels, ce qui, dans le climat de peur actuel, les expose à une surveillance accrue. Avec l'expansion des groupes armés non étatiques, les personnes interrogées ont expliqué que lorsque les migrants sont arrêtés sans papiers d'identité officiels et ne peuvent donc pas prouver leur identité, ils deviennent suspects et peuvent être victimes d'intimidations, de menaces et d'abus physiques.<sup>189</sup> Dans l'ensemble, la méfiance à l'égard des migrants identifiés dans les trois pays n'est pas un constat idiosyncratique. Elle s'inscrit plutôt dans une tendance mondiale de colère et de méfiance envers les réfugiés, les demandeurs d'asile et les immigrants, qui a un impact néfaste avéré sur leur bien-être biopsychosocial et peut les conduire à éviter les services sociaux et sanitaires, même en cas de besoin.<sup>190</sup>

### Négligence de l'État et gouvernance hybride

Bien que ce ne soit pas une question d'accès direct, la capacité de l'État joue un rôle dans la dynamique de l'aide dans la région du Liptako-Gourma. Dans des proportions variables entre les trois pays frontaliers respectifs, la présence de l'État central est minimale. Le Mali a un degré élevé de décentralisation intégré dans la structure de gouvernance de l'État - comprenant des communes, des cercles ou des districts, et des régions. Les autorités locales des régions, des communes et des districts sont chargées de coordonner, de superviser et de mettre en œuvre les services et les politiques au niveau local dans les domaines de l'éducation, des soins de santé primaires, de l'assainissement, de la gestion des déchets, de la distribution et de la fourniture d'eau, entre autres.

En raison de l'absence de l'État et des ressources limitées des organisations humanitaires, on peut attester de graves pénuries et de lacunes dans les infrastructures, rendant dans certains cas des services essentiels tels que les camps de réfugiés non viables. Le camp de Mentao au Burkina Faso, qui accueille depuis 2012 de nombreux réfugiés du Mali, a été attaqué par un groupe d'hommes non identifiés, dans la nuit du 22 au 23 septembre 2017. Les écoles et les postes de santé du camp ont ensuite été fermés et les services de base n'ont plus été fournis. Comme les populations locales de Djibo et des environs fuient vers d'autres régions, les réfugiés du camp de Mentao ont également exprimé l'intention d'être relogés ailleurs. L'absence de mesures de sécurité de l'État peut également freiner ou repousser les activités humanitaires. Le camp de réfugiés de Goudoubo près de Dori a été attaqué à deux reprises par des individus armés non identifiés en novembre et décembre 2019, et des véhicules appartenant à des acteurs humanitaires ont été attaqués sur leur chemin de retour du camp vers Dori le 22 décembre.

Dans certains cas, les communautés locales sont obligées de se tourner vers les autorités traditionnelles et les acteurs armés non étatiques pour assurer la gouvernance de base et la sécurité. Cela est particulièrement vrai au Mali depuis l'insurrection menée par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar al-Din, affilié à Al-Qaïda, dans le nord du Mali en 2012. Depuis lors, l'État central a été gravement déstabilisé, contraint de se retirer des régions du nord et, plus récemment, de certaines parties des

régions centrales, cédant du terrain à la gouvernance rebelle. Dans d'autres cas encore, le droit coutumier administré par les chefs traditionnels et les normes religieuses régies par les imams, les érudits religieux et les qadis ont joué un rôle clé dans l'administration de la justice et le maintien de la cohésion sociale. Ce dernier phénomène offre une perspective plus optimiste pour l'accès humanitaire. Par exemple, dans la région de Ménaka, les autorités traditionnelles et intérimaires ont fourni une assistance aux ONG dans les domaines de la sécurité, de la justice et des droits de l'homme. Au Niger, les personnes interrogées dans la région de Tillabéri ont indiqué que les chefs traditionnels étaient les mieux placés pour résoudre les conflits dans un contexte de tensions croissantes autour des ressources naturelles entre les agriculteurs et les éleveurs.

Cependant, même si les autorités traditionnelles peuvent servir de médiateurs et résoudre les conflits entre et au sein des communautés et des individus, elles ne sont généralement pas équipées pour faire face à des violations majeures. En raison de l'absence de l'État dans la région de Ménaka, il y a également un manque de juges qui y opèrent. Par conséquent, la seule institution qui a documenté des cas de violations graves des droits de l'homme est la MINUSMA dont les fonctionnaires sont limités à opérer dans la ville et ses environs immédiats. De ce fait, de nombreuses violations ne sont pas signalées et ne sont pas documentées. De plus, les autorités traditionnelles elles-mêmes ne sont pas à l'abri de la violence et de l'instabilité accrues dans lesquelles elles opèrent. Face à l'augmentation des attaques et des incursions des groupes armés dans les villages, aggravée par l'absence de troupes militaires ou de police pour protéger les civils, plusieurs chefs traditionnels ont également fui et ne sont pas revenus, créant ainsi un vide au niveau de l'autorité traditionnelle. En novembre 2019, au moins cinq chefs traditionnels de village ont été tués par des militants djihadistes présumés dans la région de Tillabéri. Une personne interrogée à Tillabéri a expliqué que "les djihadistes ciblent les populations afin qu'elles ne coopèrent pas avec les autorités de l'État. Les premiers visés sont les chefs de village qui sont tués ou kidnappés par les militants. Plus particulièrement, s'ils soupçonnent que ces chefs travaillaient avec les autorités de l'État".

## CONCLUSION

Les personnes en déplacement dans le Liptako-Gourma font l'objet de multiples incidents de protection pendant leur voyage, le plus courant étant l'extorsion - qui touche différentes formes de mobilité et pas exclusivement les migrants longue distance. En outre, l'extorsion touche plus ou moins de la même manière les hommes et les femmes. D'autres incidents de protection sont liés à des abus, des vols et des détentions. Dans ce cas, les femmes sont globalement plus vulnérables (notamment aux abus sexuels, aux violences physiques et aux vols).

Les conflits n'ont pas eu de grands effets sur la manière dont la migration est organisée : les moyens de transport sont toujours disponibles pour les déplacements locaux et régionaux. Au contraire, les changements les plus importants que nous observons sont le résultat de contrôles de sécurité accrus en raison du programme

antiterroriste et de la mise en œuvre de mesures de sécurité aux frontières et de lutte contre la contrebande et le trafic. Ces mesures comprennent des contrôles accrus le long des itinéraires, aux points de contrôle et aux frontières. Les forces de sécurité utilisent ces mesures pour extorquer des pots-de-vin aux migrants, ce qui suscite la peur des forces de sécurité, qui peuvent à leur tour forcer les personnes en déplacement à s'écarter des principaux itinéraires et à éviter les contrôles, à s'appuyer davantage sur les passeurs et à devenir encore plus vulnérables. En outre, des mesures de sécurité telles que l'état d'urgence qui limite les déplacements à moto ont de graves répercussions sur les moyens de subsistance et la résilience des communautés locales.

En outre, nous n'avons pas trouvé de liens significatifs entre les groupes armés et les migrants, ni de participation des groupes armés au recrutement de migrants, ni de profit significatif tiré du commerce de la migration. Bien que la durée des voyages dans la région reste courte, il sera important de suivre l'impact de la sécurisation de la migration car elle pourrait conduire à une durée plus longue sur des itinéraires qui se sont avérés être un facteur contribuant à la vulnérabilité des migrants.

## 4. ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DU LIPTAKO-GOURMA

### ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES DU LIPTAKO-GOURMA – UN APERÇU

L'accès aux populations vulnérables est un défi majeur dans toute la région du Liptako-Gourma, et la situation se détériore rapidement en raison de la montée des violences intercommunautaires, des attaques des OEV et de l'augmentation des opérations militaires. L'accès à la région est particulièrement difficile dans plusieurs localités, et le plus souvent accentué dans les régions frontalières entre les États concernés. Par exemple, dans les régions de Gao et de Ménaka, les zones les plus difficiles d'accès se trouvent le long de la frontière avec le Niger, où se déroulent des opérations militaires et des affrontements armés. Dans les régions nigériennes limitrophes du Mali et du Burkina Faso, les personnes interrogées ont fait état d'une recrudescence des attaques physiques, des enlèvements, des vols et du pillage de villages et de petites entreprises. Les régions voisines du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont souffert d'un accès difficile ou inexistant aux services de base et à la documentation par rapport à l'ensemble de la population. Cette situation s'est largement aggravée depuis la détérioration de la situation sécuritaire dans ces régions et la présence des OEV.

Les facteurs de sécurité susmentionnés ont rendu l'accès difficile, voire impossible, pour les organisations d'aide qui cherchent à atteindre les personnes ayant un besoin urgent d'assistance. Dans le contexte local de violence accrue et d'hyper-militarisation, les organisations humanitaires ont régulièrement dénoncé la réduction de l'espace humanitaire dans la région du Liptako-Gourma, tout en invoquant des atteintes croissantes à leurs principes opérationnels d'indépendance et de neutralité. Certaines ont même suspendu leur travail. Par exemple, en décembre 2019, sept OING basées à Ménaka ont suspendu leur travail pour une durée indéterminée en raison du taux élevé de criminalité et d'insécurité. Auparavant, d'autres organisations d'aide de la région avaient suspendu leurs activités en raison de vols à main armée, de détournements de voitures et d'attaques physiques.

Auparavant, d'autres organisations d'aide dans la région ont suspendu leurs activités en raison de vols à main armée, de détournements de voitures et d'attaques physiques.

Les obstacles existants qui empêchent les populations d'accéder à l'aide humanitaire et aux services sociaux de base devraient persister en 2020.<sup>191</sup> En outre, dans les endroits où les acteurs humanitaires n'ont pas accès, il est devenu presque impossible de surveiller les incidents de protection et d'offrir une assistance aux populations touchées, y compris les migrants. Bien que de nombreux incidents de protection soient documentés dans le Liptako-Gourma, la réalité est qu'en raison de la situation d'insécurité dans la région, beaucoup d'autres incidents ne sont probablement jamais signalés, car plusieurs zones restent inaccessibles.

### Encadré 7 : Un aperçu des organisations d'aide actives dans le Liptako-Gourma

En novembre 2019, 112 organisations d'aide fournissaient une assistance à travers le Mali. La région de Tombouctou comptait le plus grand nombre d'organisations d'aide avec cinquante et un acteurs humanitaires, suivie par Mopti (cinquante organisations d'aide) et la région de Gao, avec un total de quarante-quatre acteurs d'aide.<sup>192</sup> Contrairement au Burkina Faso et au Niger, les ONG nationales constituent la majorité des intervenants humanitaires au Mali, avec quarante-neuf acteurs nationaux, suivis par les ONGI (quarante-huit) et les agences des Nations unies (huit). Cependant, en raison de l'insécurité, certaines organisations d'aide se sont retirées ou ont suspendu leurs opérations.

La majorité des personnes dans le besoin au Mali vivent dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Ségou. Les autres se trouvent dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Kidal et dans le district de Bamako.<sup>193</sup> Les soins de santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et la nutrition sont les secteurs les plus traités par les organisations d'aide. Cependant, malgré l'augmentation des déplacements internes, seules trois organisations (HCR, NRC et ACTED) couvrent les besoins en abris dans le nord et le centre du Mali. En ce qui concerne plus spécifiquement les migrants, il faut noter que les organisations humanitaires sont peu présentes au nord de Gao pour leur permettre d'offrir une quelconque protection aux migrants en transit. La plupart fournissent un soutien et une protection aux migrants qui reviennent d'Algérie, mais la protection des migrants qui transitent par Gao et In-Khalil pour atteindre l'Algérie semble limitée.

Au Burkina Faso, l'accès aux populations dans le besoin est de plus en plus difficile, voire impossible dans certaines régions. Bien qu'il n'y ait pas un nombre exact de personnes dans les zones inaccessibles, le Conseil norvégien pour les réfugiés a estimé que "des dizaines de milliers" de personnes ne peuvent être atteintes par les travailleurs humanitaires dans le pays.<sup>194</sup> En janvier 2020, quarante-huit acteurs humanitaires fournissaient une assistance aux personnes dans le besoin dans les cinq régions les plus touchées du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Les provinces du Soum (Sahel) et de la Sanmatenga (Centre-Nord), qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées, comptent le plus grand nombre d'acteurs humanitaires. La grande majorité des agences opérationnelles sont des ONGI, et l'assistance sanitaire est actuellement le besoin le plus prioritaire, suivi par la sécurité alimentaire, le WASH (eau, assainissement et hygiène) et la protection. Au Niger, les organisations d'aide internationales et locales, y compris les agences des Nations unies, ont fourni une assistance aux personnes dans le besoin dans les régions de Tillabéri et de Tahoua. En 2019, quarante-huit organisations - dont la majorité sont des ONGI - opéraient dans la région, la majorité d'entre elles étant situées dans les départements de Tillabéri et de Ouallam. Les départements limitrophes du Mali comptaient moins d'acteurs de l'aide en raison de la violence et des restrictions en matière de sécurité.<sup>195</sup> Plus de la moitié des organisations présentes (vingt-cinq) fournissent une assistance en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Entre quinze et dix-sept organisations d'aide se concentrent sur la sécurité alimentaire, la protection et la santé.

## PRINCIPAUX OBSTACLES À L'ACCÈS

### Violence

L'augmentation des cas de conflits violents constitue le principal obstacle à l'accès aux populations vulnérables de la région. Depuis la mi-2017, l'accès humanitaire dans les régions du centre et du nord du Mali est entravé par les attaques des groupes armés, les tensions intercommunautaires, les engins explosifs improvisés en bord de route et la criminalité croissante. L'année dernière, 180 actes de banditisme visant des ONG ont été enregistrés<sup>196</sup>, ainsi qu'un total de 194 incidents liés à des EEI. Ces incidents de sécurité ont tué 216 personnes, dont 79 civils, et 93 % des victimes étaient originaires de Mopti. L'année 2019 a également vu une augmentation de 45 % des incidents de protection par rapport à l'année précédente.<sup>197</sup> Ménaka est statistiquement la région la plus dangereuse pour les travailleurs humanitaires, avec au moins quarante-deux incidents de sécurité impliquant des travailleurs humanitaires enregistrés en 2019, mais les régions de Mopti et de Gao se sont également révélées instables l'année dernière, avec respectivement quarante et un et trente-neuf incidents de sécurité signalés.

Au Burkina Faso, les groupes d'insurgés ont élargi leur champ d'action, passant du ciblage initial des forces de défense et de sécurité à des attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires, en particulier dans la région de Djibo. Le 3 novembre 2019, le maire de Djibo (province du Soum au Sahel), qui était également un député, a été pris en embuscade et exécuté devant plusieurs passants.<sup>198</sup> Une autre attaque très médiatisée a eu lieu le 24 décembre, entraînant la mort de trente-cinq civils, presque tous des femmes. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières qui aient eu lieu dans le pays depuis le début des violences. Dans le cadre de l'intensification des attaques OEV, les bandits ont également exploité le vide sécuritaire et étatique pour intimider, attaquer et menacer les civils, mettre en place des points de contrôle et piller les villages. Les bandits armés sont souvent soupçonnés d'être à l'origine d'attaques contre les convois d'aide et le personnel humanitaire.

Au Niger, l'environnement opérationnel actuel à Tillabéri est entaché par la situation sécuritaire alarmante dans les zones à haut risque et les zones d'accueil des personnes déplacées. Les opérations d'aide dans ces zones sont devenues de plus en plus difficiles.<sup>199</sup> L'année dernière, les acteurs de l'aide ont été à plusieurs reprises pris pour cible et menacés par des bandits et des militants armés qui ont volé plusieurs véhicules humanitaires. D'après les entretiens menés et les récents incidents violents enregistrés, le district d'Ayorou est le plus touché par les insurrections djihadistes. Par exemple, le district d'Ayorou est inaccessible aux travailleurs humanitaires, qui ont déclaré être constamment intimidés par des membres de l'ISGS/ISWAP et/ou du JNIM. Un des acteurs humanitaires interrogés à Tillabéri a rapporté que ces groupes ont rendu les conditions de vie insupportables pour la population locale qui refuse de partir suite à un ultimatum qui leur a été donné par l'ISGS/ISWAP.<sup>200</sup> Les acteurs humanitaires interrogés ont également indiqué qu'il est devenu de plus en plus difficile et précaire d'identifier les acteurs contrôlant une zone donnée afin de négocier l'accès là où les populations ont besoin de secours et de protection.

Il convient de noter que, bien que l'accès humanitaire ait été sévèrement touché dans la région de Tillabéri, le niveau d'accès est encore nettement plus élevé que dans les régions frontalières du Burkina Faso. Les acteurs humanitaires actifs des deux côtés de la frontière indiquent qu'au Niger, il est encore possible pour certaines activités de travailler par l'intermédiaire des structures étatiques existantes qui - bien que fortement touchées par l'augmentation de la demande - sont toujours en activité et peuvent accélérer les activités relativement rapidement compte tenu du montant nécessaire de financement et de soutien opérationnel. Du côté burkinabé de la frontière, les personnes interrogées ont indiqué qu'en raison de l'abandon total des structures étatiques fournissant des services de base - en particulier les hôpitaux et les écoles - une telle approche n'est plus possible, ce qui oblige les organisations à s'appuyer sur des stratégies d'intervention qui se substituent aux services étatiques.<sup>201</sup>

La prolifération de la violence dans toute la région du Liptako-Gourma a un impact profond sur la portée et les capacités des organisations humanitaires, laissant de fait des communautés entières isolées ou inaccessibles. En 2019, l'ACAPS<sup>202</sup> a classé le Mali comme quatre pays sur cinq pour les contraintes d'accès ("contraintes d'accès très élevées"). Dans certaines régions, le pillage des organisations humanitaires est courant, avec une moyenne de six incidents par mois entraînant une réduction ou une suspension des opérations", peut-on lire dans l'analyse. Au Burkina Faso, l'accès humanitaire s'est considérablement réduit dans le Centre-Nord, affectant particulièrement les communautés accueillant des personnes déplacées, comme les zones de Dablom et Pensa dans la province de Sanmatenga.<sup>203</sup> Un manque chronique d'accès humanitaire ici non seulement laisse la population locale cruellement privée d'aide, mais augmente également sa vulnérabilité et renforce un sentiment croissant d'abandon, tel qu'exprimé par les communautés rurales.

Un autre impact négatif de la violence sur l'accès humanitaire est que l'intensification des attaques menées par les OEV a incité à l'intensification des opérations militaires en réponse à la détérioration de la situation sécuritaire. Cette militarisation non seulement exacerbe les problèmes d'accès d'un point de vue logistique - les opérations militaires coupant des pans entiers de territoire - mais peut également compromettre la réputation et les principes opérationnels fondamentaux des organisations humanitaires. Par exemple, en 2020, le gouverneur de Tillabéri a ordonné l'utilisation d'escortes militaires pour toutes les opérations humanitaires dans tous les départements sauf celui de Kollo. Le même mois, un des véhicules humanitaires a été volé et utilisé dans une attaque contre la prison de Koutakale<sup>204</sup>. De nombreuses organisations humanitaires, principalement des ONG, refusent de se rendre sur le terrain avec une escorte militaire, car cela va à l'encontre des principes humanitaires fondamentaux tels que l'impartialité et la neutralité. En conséquence, les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les zones qui nécessitent une telle escorte n'ont pas accès à l'aide humanitaire.

## États d'urgence

Les trois États ont mis en œuvre une législation d'urgence dans le Liptako-Gourma, dans un contexte de violence et d'instabilité croissantes, et ces mesures constituent un obstacle important à l'accès aux populations vulnérables. L'état d'urgence nigérien et le couvre-feu qui l'accompagne ont réduit le temps que les acteurs de l'aide passent dans les zones de besoin, puisqu'ils doivent retourner à la ville de Tillabéri avant le crépuscule. Cela signifie qu'en plus de travailler sous une pression accrue pour effectuer des distributions rapides dans les zones à haut risque, le personnel humanitaire a moins de possibilités d'établir la confiance avec les communautés dans le besoin car il n'est pas autorisé à passer la nuit sur le terrain. Exprimant le sentiment de distance créé par de telles restrictions, par lesquelles les travailleurs humanitaires retournent chaque jour dans des bureaux établis, un éleveur qui a travaillé avec une ONG locale à Abala a observé : "Il n'y a pas d'organisation humanitaire présente dans les zones de conflit. Toutes les organisations sont à Tillabéri". Il a affirmé qu'"il serait imprudent de rester dans les zones de Bankilare, Banibangou, Ayorou, Torodi et d'autres zones où l'insécurité persiste".<sup>205</sup> Au Burkina Faso, le 27 décembre 2019, l'état d'urgence a été prolongé d'un an dans quatorze provinces.<sup>206</sup> Initialement, l'état d'urgence a été déclaré le 1er janvier 2019 dans les zones suivantes du territoire national : la région de la Boucle du Mouhoun : les provinces de Kossi et de Sourou; la région du Centre-Est : la province de Koulpélogo ; la région de l'Est : les provinces de Gnagna, Gourma, Komndjari, Kompienga et Tapoa ; la région des Hauts-Bassins : la province de Kéné Dougou ; la région du Nord : la province de Lorum ; la région du Sahel : les provinces de Oudalan, Seno, Soum et Yagha<sup>207</sup>. Au Mali, l'état d'urgence, en vigueur presque sans interruption depuis l'attentat de Bamako en novembre 2015, a de nouveau été prolongé d'un an à partir du 31 octobre 2019. Cette décision, adoptée par le Conseil des ministres, est due aux attaques djihadistes continues et aux violences intercommunautaires dans le centre du pays, au cours des douze derniers mois.<sup>208</sup>

## Financement

Le manque général de financement est le dernier obstacle majeur à la fourniture de l'aide et à l'étendue de l'accès humanitaire. Au Burkina Faso, on a signalé un retard de six mois dans la distribution de l'aide par les groupes humanitaires en 2019, en grande partie dû à un manque de financement<sup>209</sup>. Dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (PRH), un total de 187 millions de dollars était nécessaire, mais seulement 52% ont été financés, ce qui signifie effectivement que les acteurs de l'aide n'ont pas pu répondre à près de la moitié des besoins humanitaires cette année-là. La situation était similaire au Mali, où seulement 51% d'un HRP de 324 millions de dollars a été financé en 2019, ainsi qu'au Niger, où seulement 62% d'un HRP de 236 millions de dollars a été financé en 2019.<sup>210</sup>

## Manque de coordination et d'approche cohérente

La situation au Liptako-Gourma représente une crise aux multiples facettes qui nécessite simultanément une aide humanitaire, une intervention sécuritaire et une aide au développement. Si ces trois composantes revêtent actuellement une importance cruciale, elles s'accompagnent de modalités d'intervention très différentes (en termes d'approche et de durée requise). Les différences d'approche semblent créer des problèmes en termes de négociation de l'accès, en particulier pour les groupes d'aide locaux qui pourraient mettre

plus de temps à s'adapter à la mentalité humanitaire plutôt qu'à celle du développement. La mise en œuvre du principe humanitaire de neutralité, par exemple, exige qu'ils prennent leurs distances par rapport à leurs partenaires gouvernementaux<sup>211</sup> à long terme. C'est pourquoi il est nécessaire de coordonner les différentes composantes de la programmation : pour aligner les activités nécessaires, leurs conséquences possibles, les résultats souhaités, les résultats non voulus et la compatibilité éventuelle des actions.

Dans ce contexte, les répondants ont indiqué qu'il est nécessaire de renforcer la coordination, tant entre les ONG (I) qu'entre les ONG (I) et les autorités locales et nationales. Ils appellent les ONG à prendre l'initiative de favoriser une plus grande coordination entre elles et les autres acteurs concernés afin d'améliorer leurs efforts de protection et leur accès aux populations vulnérables. Par exemple, au Mali, la coordination civilo-militaire n'a pas donné de résultats significatifs, bien que des efforts aient été faits pour l'améliorer<sup>212</sup>. Cette situation met en danger les travailleurs humanitaires et pourrait restreindre encore davantage l'accès. Les soldats de la paix des Nations unies et les travailleurs humanitaires (en particulier les humanitaires) doivent renforcer leur coordination civilo-militaire dans le cadre d'un effort plus large visant à délimiter et à communiquer plus clairement leurs rôles et responsabilités aux communautés dans lesquelles ils opèrent. Par exemple, en 2019, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a organisé une formation avec 450 partenaires maliens (groupes armés et membres de la société civile) afin de les sensibiliser au rôle et au mandat des organisations humanitaires, ainsi qu'une introduction aux principes humanitaires. Compte tenu du contexte sécuritaire actuel, des campagnes de sensibilisation et des formations sur l'importance de l'action humanitaire devraient être menées avec tous les acteurs présents sur le terrain, y compris les chefs des groupes armés non étatiques, les milices d'autodéfense, les autorités locales et communales, les chefs religieux et communautaires, ainsi que les humanitaires eux-mêmes. Ces efforts sont essentiels si l'on veut que les humanitaires obtiennent la sanction officielle pour opérer tout en maintenant la neutralité nécessaire pour accéder aux populations en crise.<sup>213</sup>

Les organisations d'aide qui continuent à effectuer des distributions dans le Liptako-Gourma le font souvent en s'associant à des organisations locales et nationales pour intervenir dans des zones difficiles à atteindre. C'est notamment le cas dans les zones rurales maliennes de Intililt, Tessit et Ouatagouna (région de Gao), Niafouké, Dire et Gossi (région de Tombouctou) ainsi que dans la région sud-est de Ménaka, dont certaines zones de Douentza. La plupart des ONGI ont des partenariats intégrés avec des organisations locales et nationales qui ont une connaissance détaillée et de longue date de la situation sur le terrain et de la façon dont les choses fonctionnent réellement au niveau local. Les partenariats sont consolidés par le financement, la discussion, la formation, les échanges d'apprentissage et l'accompagnement à long terme. La dynamique sociale et culturelle du conflit au Mali a permis au personnel des partenaires locaux d'opérer en toute sécurité dans des zones où il était impossible au personnel international de se rendre. Le niveau d'intégration entre les ONG locales et les ONGI dans les régions maliennes du Liptako-Gourma offre des enseignements précieux pour les humanitaires actifs dans les zones nigériennes et burkinabées correspondantes. Des efforts devraient être entrepris pour identifier les partenaires locaux potentiels et renforcer leurs capacités afin de mettre en place un réseau qui ait un meilleur accès aux zones éloignées ou isolées dans le besoin.

## La négligence de l'État et le rôle changeant des autorités traditionnelles

La présence de l'État central dans la région du Liptako-Gourma est minime, à des degrés divers dans les trois pays. Le Mali a un degré élevé de décentralisation intégré dans la structure de gouvernance de l'État - comprenant les municipalités, les cercles ou districts, et les régions. Les autorités locales des régions, des communes et des districts sont chargées de coordonner, de superviser et de mettre en œuvre les services et les politiques au niveau local, notamment dans les domaines de l'éducation, des soins de santé primaires, de l'assainissement, de la gestion des déchets, de la distribution et de la fourniture d'eau (voir annexe 1).

Cependant, les autorités régionales et locales manquent souvent de ressources financières pour mettre en œuvre les services et gouverner. Les raisons de cette situation varient d'un contexte à l'autre, mais découlent généralement de la réticence de l'État central à donner des pouvoirs adéquats aux unités décentralisées, et du fait que l'État lui-même manque souvent de ressources et de capacités. Pourtant, que ce soit à dessein ou par manque de capacités, ou encore par une combinaison des deux, ces circonstances ont donné aux acteurs locaux du Liptako-Gourma le sentiment d'avoir été abandonnés par l'État central. Cette situation n'a pas commencé dans les années 2010, mais remonte plus loin dans l'histoire de ces trois États post-coloniaux. Si les tensions et les difficultés n'ont jamais été abordées par les gouvernements nationaux, ces dernières années, la situation est devenue insupportable et s'est transformée en violence

En raison de l'absence de l'État et des ressources limitées des organisations humanitaires, on peut attester de graves pénuries et de lacunes dans les infrastructures, ce qui rend dans certains cas des services essentiels tels que les camps de réfugiés non viables. Le camp de Mentao au Burkina Faso, qui accueille depuis 2012 de nombreux réfugiés du Mali, a été attaqué par un groupe d'hommes non identifiés, dans la nuit du 22 au 23 septembre 2017. Les écoles et les postes de santé du camp ont ensuite été fermés et les services de base n'ont plus été fournis. Comme les populations locales de Djibo et des environs fuient vers d'autres régions, les réfugiés du camp de Mentao ont également exprimé l'intention d'être relogés ailleurs. L'absence de mesures de sécurité de l'État peut également freiner ou repousser les activités humanitaires. Le camp de réfugiés de Goudoubo près de Dori a été attaqué à deux reprises par des individus armés non identifiés en novembre et décembre 2019, et des véhicules appartenant à des acteurs humanitaires ont été attaqués sur leur chemin de retour du camp vers Dori le 22 décembre.

Dans certains cas, les communautés locales sont obligées de se tourner vers les autorités traditionnelles et les acteurs armés non étatiques pour assurer la gouvernance de base et la sécurité. Cela est particulièrement vrai au Mali depuis l'insurrection menée par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar al-Din, affilié à Al-Qaïda, dans le nord du pays, en 2012. Depuis lors, l'État central a été gravement déstabilisé, contraint de se retirer du sable de la région nord, plus récemment, de certaines parties des régions centrales, cédant du terrain à la gouvernance rebelle. Dans d'autres cas, le droit coutumier administré par les chefs traditionnels et les normes religieuses régies par les imams, les érudits religieux et les qadis ont joué un rôle clé dans l'administration de la justice et le maintien de la cohésion sociale. Ce dernier phénomène offre une perspective plus optimiste pour l'accès humanitaire. Par exemple, dans la région de Ménaka, les autorités traditionnelles et

intérimaires ont fourni une assistance aux ONG dans les domaines de la sécurité, de la justice et des droits de l'homme. Au Niger, les personnes interrogées dans la région de Tillabéri ont indiqué que les chefs traditionnels étaient les mieux placés pour résoudre les conflits dans un contexte de tensions croissantes autour des ressources naturelles entre les agriculteurs et les éleveurs.

Ces autorités traditionnelles peuvent constituer des points d'entrée clés pour ceux qui cherchent à accéder aux populations vulnérables. En fait, les conseils communaux partagent déjà des informations sur leurs communautés et leurs besoins avec les acteurs de l'aide. Les entretiens menés dans la région de Gao montrent que le rôle des conseils communaux a été d'alerter les organismes d'aide sur les besoins observés au sein de leurs populations. Le conseil communal écrit des lettres aux acteurs de l'aide pour leur demander d'intervenir dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'élevage", a déclaré un acteur local interrogé dans Intililt<sup>214</sup>. Ce type d'échange devrait être encouragé, et un cadre standard de communication entre les conseils communaux et les acteurs de l'aide devrait être développé pour permettre un partage rapide des informations et une réponse humanitaire rapide. Les conseils communaux pourraient être formés à la conduite d'évaluations des besoins au sein de leurs communautés, ce qui permettrait d'économiser du temps et des ressources.

En raison de l'absence de l'État dans la région de Ménaka, il y a également un manque de juges qui y travaillent. Par conséquent, la seule institution qui a documenté des cas de violations graves des droits de l'homme est la MINUSMA, dont les fonctionnaires ne peuvent travailler que dans la ville et ses environs immédiats. De ce fait, de nombreuses violations ne sont pas signalées et ne sont pas documentées. De plus, les autorités traditionnelles elles-mêmes ne sont pas à l'abri de la violence et de l'instabilité accrues dans lesquelles elles opèrent. Face à l'augmentation des attaques et des incursions des groupes armés dans les villages, aggravée par l'absence de troupes militaires ou de police pour protéger les civils, plusieurs chefs traditionnels ont également fui et ne sont pas revenus, créant ainsi un vide au niveau de l'autorité traditionnelle. En novembre 2019, au moins cinq chefs traditionnels de village ont été tués par des militants djihadistes présumés dans la région de Tillabéri. Une personne interrogée à Tillabéri a expliqué que "les djihadistes ciblent les populations afin qu'elles ne coopèrent pas avec les autorités de l'État. Les premiers visés sont les chefs de village qui sont tués ou kidnappés par les militants. Plus particulièrement, s'ils soupçonnent que ces chefs travaillaient avec les autorités de l'État".

Outre le ciblage des autorités traditionnelles par les OEV, l'ingérence des chefs de communauté dans la mise en œuvre des programmes humanitaires, y compris la sélection des bénéficiaires, a suscité des inquiétudes parmi les humanitaires. A Gao, cela a été décrit comme une violation des principes humanitaires.<sup>215</sup> Il a également été rapporté que certains chefs de communauté de la région ont tenté de forcer les organisations humanitaires à leur louer des véhicules pour accéder aux zones dans le besoin, transformant ainsi la crise en une affaire rentable. En outre, les chefs de groupes armés et les dirigeants communautaires ont également interdit aux équipes mixtes d'opérer dans certains milieux, obligeant les organisations d'aide à revoir la composition de leurs unités de terrain. Cela met les organisations humanitaires dans une position complexe, surtout si elles sont perçues par les militants comme soutenant le gouvernement ou collaborant avec lui. Selon le contexte d'opération, chaque organisation doit élaborer une stratégie de collaboration avec les acteurs locaux.

## CONCLUSION

Dans l'ensemble, les répondants indiquent qu'il est nécessaire de mieux équilibrer la réponse à la crise avec les efforts de développement et de stabilisation qui ont tous lieu simultanément au Liptako-Gourma. Dans l'ensemble, les personnes interrogées dans le cadre de cette étude indiquent que si les besoins humanitaires sont urgents, ce sont en fait les facteurs de conflit sous-jacents qui requièrent le plus d'attention en ce moment afin d'éviter que la situation n'empire, y compris en termes d'accès aux populations les plus vulnérables. Cela renforce en fait l'accent mis actuellement par l'UE sur la population locale et les personnes déplacées, étant donné le nombre relativement faible de migrants dans la région. Simultanément, il faut demander une programmation qui se concentre moins sur les situations des migrants ayant besoin d'assistance que sur une programmation qui profite aux communautés locales et aux populations déplacées. La section suivante présente quelques éléments clés de l'étude à prendre en compte lors de l'élaboration de nouveaux programmes pour la région du Liptako-Gourma.

---

## 5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette étude a pour but de répondre à la question de savoir dans quelle mesure la mobilité, comme la migration, le déplacement et la transhumance, est affectée par la violence au Liptako-Gourma - et avec quelles conséquences pour les migrants et les autres populations vulnérables. Son objectif est ensuite de fournir des informations précises sur les liens entre la mobilité et les conflits, et d'apporter ainsi une contribution directe aux efforts de programmation en cours concernant un large éventail d'interventions.

Compte tenu des principales conclusions ci-dessus, nous invitons avant tout les organisations d'aide internationale à s'abstenir d'aborder la mobilité dans le Liptako-Gourma sous l'angle de la sécurité et de l'application des frontières. Pour l'instant, la plupart des déplacements dans le Liptako-Gourma prennent la forme de mouvements saisonniers et à court terme et non de migrations vers le nord, et cibler ces flux en tant que tels risque de perturber davantage les moyens de subsistance et de renforcer les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les efforts actuels axés sur la population locale et les personnes déplacées sont la bonne approche, car si l'on mettait ouvertement l'accent sur la migration, on perdrait de vue des priorités plus larges, parmi lesquelles le renforcement des capacités de l'État et la réduction du fossé entre l'État central et les communautés socio-économiquement marginalisées vivant dans les zones rurales du Liptako-Gourma seraient la priorité essentielle en termes de soutien à la paix et au développement durables.

### RECOMMANDATIONS POUR ATTÉNUER L'IMPACT DU CONFLIT SUR LA MOBILITÉ

Sur la base des résultats de cette étude, nous constatons que la dégradation de la situation sécuritaire dans le Liptako-Gourma a eu, sans surprise, un impact significatif sur les mouvements de population, y compris les déplacements forcés, la transhumance et la migration. Plus précisément, l'étude montre que l'implication la plus grave du conflit actuel dans le Liptako-Gourma a été son effet sur la mobilité des populations locales - et moins sur la migration vers le nord (y compris vers l'Europe).

La migration circulaire et les mouvements de population au sein du Liptako-Gourma font partie du mode de vie traditionnel des communautés locales et constituent un moyen de maintenir leurs moyens de subsistance. Les individus traversent les frontières dans le Liptako-Gourma pour diverses raisons. Les gens se déplacent d'un endroit à l'autre pour faire du commerce dans les centres commerciaux, pour chercher de meilleures opportunités d'emploi, pour rendre visite à leur famille et pour amener leurs troupeaux dans des pâturages plus verts. L'impact des conflits sur la mobilité est plus important pour les populations locales, d'une part, car les gens ont peur de s'engager dans des formes locales de mobilité en raison de la montée de l'insécurité. L'utilisation croissante d'engins explosifs improvisés dans le Liptako-Gourma a perturbé les

itinéraires de voyage et de commerce, ainsi que la liberté de mouvement de la population locale. D'autre part, il est tout aussi important de reconnaître que les réponses au conflit et à l'insécurité (telles que le renforcement de la sécurité aux frontières et les états d'urgence imposés dans toutes les régions frontalières - ainsi que les réglementations qui limitent par exemple l'utilisation de véhicules et de motos) limitent la capacité des populations locales à se déplacer au-delà des frontières et à atteindre les marchés locaux et régionaux, les villes et localités voisines pour les échanges et le commerce. Cela a un impact sur les moyens de subsistance et la résilience des populations qui sont fortement dépendantes de la mobilité - et risque donc d'avoir un effet négatif à beaucoup plus long terme sur la situation du développement dans la région.

En outre, il y a un déplacement massif de populations locales fuyant la violence en quête de sécurité, de protection et d'accès aux biens de première nécessité. L'absence de sécurité et de services publics, combinée à l'absence d'aide humanitaire dans les zones rurales aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso, a obligé les civils à se déplacer vers les zones urbaines et d'autres régions de leur pays. Le nombre de personnes déplacées dans la région du Liptako-Gourma va très probablement augmenter tout au long de l'année 2020. Cela nécessitera des efforts humanitaires supplémentaires avec une meilleure coordination dans un environnement de sécurité déjà difficile, en particulier au Burkina Faso, où le nombre de personnes déplacées a augmenté de façon écrasante en quelques mois. Au cours des entretiens menés à Ouagadougou, il a été constaté que la majorité des organisations humanitaires et de développement en sont encore aux premiers stades de la mise en place de leurs opérations, tout en luttant pour obtenir un accès humanitaire dans certaines parties des régions du Sahel et de l'Est.<sup>216</sup> Les organisations humanitaires et de développement au Mali et au Niger ont un meilleur accès et disposent de mécanismes opérationnels existants. Cependant, l'évolution rapide des conflits en cours a forcé les évacuations dans certaines parties de la région de Tillabéri, tandis que les camps de réfugiés sont également déplacés en raison de l'insécurité liée aux OEV et des tensions intercommunautaires. Par exemple, les camps de Tabarey-barey et de Mangaize sont en train d'être, ou ont déjà été, déplacés vers Ayorou et Ouallam, respectivement. Pour des raisons similaires, la violence liée aux tensions intercommunautaires et aux OEV continue de forcer le déplacement au Mali, principalement dans les régions de Mopti et de Ségou.

**Recommandation 1 :** L'obstruction actuelle à la mobilité locale due à la dynamique des conflits affecte gravement les moyens de subsistance locaux. Les acteurs de l'aide internationale **devraient établir un plan d'action basé sur les étapes nécessaires qui leur permettrait de combler le fossé entre l'État central et les communautés socio-économiquement marginalisées du Liptako-Gourma.** Dans cette situation, les rôles et les besoins des bénéficiaires, c'est-à-dire des communautés locales et des populations déplacées, devraient être considérés comme une priorité. La centralité des communautés locales devrait être au cœur de toute stratégie adoptée au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Les besoins des bénéficiaires concernant de meilleurs services publics, un accès équitable à la terre et aux ressources naturelles et la gouvernance devraient être l'objectif principal de la programmation dans la région. Une autre composante importante qui a déjà été abordée par certains projets existants<sup>217</sup> est la restauration des relations rompues avec les forces de sécurité. Parmi les étapes ultérieures, il faudrait envisager de garantir la responsabilité et l'indemnisation des personnes

et des familles injustement ciblées par les forces de sécurité. Bien qu'au stade actuel, cela puisse être très difficile, cela deviendra une étape nécessaire à l'avenir pour établir la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité. Il est nécessaire de procéder à une analyse fine de la situation sur le terrain, des raisons et des causes de la méfiance, avec un plan d'action progressif sur la manière de traiter ces griefs en premier lieu.

Il va sans dire que le soutien à de tels processus et aux efforts de développement à long terme doit tenir compte des dynamiques locales. Le renforcement des capacités de l'État dans les zones rurales pourrait, par exemple, se faire en soutenant les petits "centres" gouvernementaux dans les zones rurales, qui ont un objectif spécifique (par exemple, les questions foncières). Toutefois, il est essentiel de veiller à ce que les défis qui s'appliquent au système de l'État central (par exemple la corruption) ne soient pas reproduits au niveau local. Il en va de même pour le soutien au développement socio-économique à long terme, entre autres choses. L'agriculture est une activité économique importante dans certaines parties du Liptako-Gourma, non seulement pour la population locale mais aussi pour les migrants saisonniers. Des donateurs tels que l'Union européenne ont réservé des fonds considérables à cette fin et ont acquis une expérience des projets agricoles axés sur la région d'Agadez au Niger. Des efforts similaires pourraient être adaptés à la région du Liptako-Gourma. En mettant l'accent sur les projets agricoles, la population locale et les migrants saisonniers disposeraient d'activités alternatives génératrices de revenus dans les zones en difficulté en raison des conflits en cours. Comme le montre cette étude, le développement agricole sauvage, la gestion des terres, l'accès aux points d'eau, l'empiètement des terres et le rétrécissement des couloirs de transhumance sont au cœur même de la violence entre agriculteurs et éleveurs et donc des conflits intercommunautaires dans le Liptako-Gourma. Par conséquent, les programmes agricoles devraient être sensibles aux conflits et s'efforcer de se concentrer non seulement sur le soutien aux agriculteurs, mais aussi aux éleveurs. Afin de reconnaître les spécificités de la dynamique locale dans le Liptako-Gourma, mais aussi de garantir l'adhésion et l'accès des communautés locales, il est important d'impliquer les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de la programmation.

## RECOMMANDATIONS POUR REMÉDIER À LA VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS AUX ABUS

Les personnes en déplacement dans la région du Liptako-Gourma sont confrontées à de multiples risques, liés à une variété d'acteurs. Elles sont soumises à de multiples incidents de protection sur l'itinéraire, le plus courant étant l'extorsion - qui touche différentes formes de mobilité, et pas exclusivement les migrants long-courriers. En outre, l'extorsion touche plus ou moins de la même manière les hommes et les femmes. D'autres incidents de protection sont liés à des abus, des vols et des détentions. Ici, les femmes sont globalement plus vulnérables à ces incidents de protection (en particulier les abus sexuels, les violences physiques et le vol).

En outre, l'augmentation de l'insécurité dans la région a entraîné une augmentation des forces de sécurité de l'État qui cherchent à contrôler les mouvements dans la région. Le contrôle accru de la sécurité dû au programme antiterroriste et à la mise en œuvre de mesures de sécurité aux frontières et de lutte contre la

contrebande et le trafic, encore aggravé par les efforts de contrôle des migrations irrégulières, fournit aux forces de sécurité des mesures d'extorsion de pots-de-vin aux migrants. En fait, les forces de sécurité de l'État sont parmi les principaux auteurs d'abus envers les migrants dans les trois pays étudiés ici. Il en résulte une peur des forces de sécurité, qui peuvent à leur tour forcer les personnes en déplacement à s'écarter des principaux itinéraires et à éviter les contrôles en s'appuyant davantage sur les passeurs.

**Recommandation 2 : Faire de la protection de la population civile locale et des personnes déplacées, y compris les migrants de passage, un point essentiel de toute discussion entreprise avec les forces de sécurité de la région.** Étant donné l'accent mis sur la sécurité (des frontières), il est impératif de sensibiliser les membres des forces armées aux droits de l'homme des migrants, des PDI, des réfugiés (et des autres citoyens). Cela devrait faire partie non seulement de la collaboration en matière de sécurité liée aux migrations ou aux frontières, mais aussi des approches sécurisées de lutte contre le terrorisme.

Les acteurs internationaux et nationaux interrogés n'ont pas pu confirmer l'exploitation et le recrutement de migrants par les OEV opérant au Liptako-Gourma, ni leur implication dans l'industrie du trafic illicite d'êtres humains. Cela est conforme aux conclusions d'autres études sur les stratégies financières des OEV, qui indiquent que les OEV du Liptako-Gourma s'appuient généralement sur d'autres types de trafics illicites - plus lucratifs - tels que la drogue pour financer leurs activités. Notre analyse de la vulnérabilité des migrants sur les routes touchées par le conflit montre bien que les membres de la CMA et de la Plateforme, les signataires armés de l'accord de paix au nord du Mali, sont liés aux passeurs et à l'exploitation des migrants - soit en donnant aux passeurs l'accès aux territoires sous leur contrôle et/ou en profitant activement de la position vulnérable des migrants aux barrages routiers en leur demandant de l'argent.

**Recommandation 3 : Engager des discussions avec les dirigeants de l'AMC/la Plateforme pour discuter de la protection des migrants et de la nécessité d'intégrer cette question dans les stratégies des signataires en matière de droits de l'homme.** À cette fin, l'UE pourrait tirer parti du rôle clé joué par l'envoyé spécial de l'UE, M. Losada, dans la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali.

## RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX POPULATIONS VULNÉRABLES

L'accès aux populations vulnérables est un défi majeur dans toute la région du Liptako-Gourma, et la situation se détériore rapidement en raison de la montée de la violence intercommunautaire, des attaques des VEO et de la prolifération des opérations militaires. Il convient de noter que les acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables ont actuellement une présence et un accès limités dans le Liptako-Gourma. L'augmentation des conflits violents constitue le principal obstacle à l'accès : les travailleurs humanitaires et les autres acteurs engagés dans la fourniture de l'aide sont souvent pris pour cible. Les incidents comprennent des vols à main armée, des détournements de voitures, des attaques physiques

et le ciblage délibéré des travailleurs humanitaires par des groupes armés. Dans un contexte d'expansion rapide des OEV, les bandits ont également exploité le vide sécuritaire pour intimider, attaquer et menacer les civils, pour mettre en place des points de contrôle et pour piller les villages. Les bandits armés sont souvent soupçonnés d'être à l'origine d'attaques contre les convois d'aide et le personnel humanitaire. Les acteurs interrogés ont également indiqué que dans certaines régions - comme la région de Tillabéri au Niger - il est devenu plus difficile d'identifier les acteurs qui contrôlent la zone afin de négocier l'accès aux zones où les groupes vulnérables ont besoin de secours et de protection.

Cette situation est encore aggravée par le fait que, dans un contexte de violence accrue et d'hyper-militarisation, l'espace humanitaire/protection s'est réduit par l'imposition de l'état d'urgence et de couvre-feux. Cela a accru la pression sur les acteurs travaillant dans la région et leur a laissé moins de temps pour établir des relations de confiance avec les communautés dans le besoin. En outre, les acteurs humanitaires et de développement, les institutions internationales et les ONG qui assurent la protection des populations vulnérables sont tenus de voyager avec des escortes militaires dans certaines parties du Liptako-Gourma, ce que beaucoup ont refusé dans le respect des principes humanitaires, et afin de préserver leur neutralité et leur indépendance. Leur refus de se conformer à certaines mesures remet en cause leurs relations avec les gouvernements et les forces de sécurité des pays d'accueil.

En raison de l'absence de l'État et de ses ressources limitées, les organisations d'aide sont confrontées à de graves pénuries et à des lacunes en matière d'infrastructures, ce qui rend dans certains cas des services essentiels tels que les camps de réfugiés non viables. En conséquence, les organisations d'aide - comme les communautés locales - sont obligées de se tourner vers les autorités traditionnelles et les acteurs armés non étatiques pour assurer la gouvernance de base et la sécurité. En lien avec cela, nous constatons que les organisations d'aide qui continuent à effectuer des distributions dans le Liptako-Gourma le font souvent en s'associant à des organisations locales et nationales pour intervenir dans des zones difficiles à atteindre.

Des obstacles supplémentaires à l'accès aux populations vulnérables proviennent du système d'aide lui-même. Tout d'abord, il y a un manque général de financement qui limite la fourniture de l'aide et la portée de l'accès humanitaire. Deuxièmement, la situation au Liptako-Gourma représente une crise à multiples facettes qui nécessite simultanément une assistance humanitaire, une intervention de sécurité et une aide au développement. Si ces trois composantes revêtent actuellement une importance cruciale, elles sont assorties de modalités d'intervention très différentes (tant en termes d'approche que de durée requise). Les différences d'approche semblent créer des problèmes en termes de négociation de l'accès, en particulier pour les groupes d'aide locaux qui pourraient mettre plus de temps à s'adapter à la mentalité humanitaire plutôt qu'à celle du développement. La mise en œuvre du principe humanitaire de neutralité, par exemple, exige qu'ils prennent leurs distances par rapport à leurs partenaires gouvernementaux à long terme. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination et l'alignement entre les différentes composantes de l'aide actives dans la région. L'étude constate notamment qu'il est nécessaire de mieux équilibrer la réponse à la crise avec les efforts de développement et de stabilisation.

Dans l'ensemble, les personnes interrogées dans le cadre de cette étude indiquent que si les besoins humanitaires sont urgents, ce sont en fait les facteurs de conflit sous-jacents qui requièrent le plus d'attention à l'heure actuelle afin d'éviter que la situation n'empire - y compris en termes de garantie d'accès aux populations les plus vulnérables. Interrogés sur les besoins les plus urgents dans la région, presque tous les acteurs humanitaires et de développement interrogés ont mentionné la nécessité de trouver des solutions aux problèmes de gouvernance, de transhumance et d'exploitation informelle de l'or dans le Liptako-Gourma, en particulier aux frontières du Niger et du Burkina Faso. Bien que ce rapport n'ait pas eu pour but d'étudier de manière exhaustive la dynamique des conflits dans la région, ses conclusions confirment que ces questions doivent être abordées, car elles constituent des moteurs essentiels de conflit et d'insécurité - et donc, par extension, le besoin accru de protection dans la région.

Dans le même temps, il y a place à l'amélioration en termes de coordination et d'alignement des réponses de l'aide face aux défis du Liptako-Gourma.

**Recommandation 4 : Impliquer les autorités traditionnelles dans la programmation, en tenant compte des difficultés existantes.** Pour préserver et élargir l'accès existant, il est essentiel que les acteurs de l'aide favorisent l'acceptation et gagnent la confiance des communautés, y compris des autorités locales et traditionnelles. Il est essentiel d'informer les personnalités de la communauté des distributions et des projets à mettre en œuvre au sein de leurs réseaux afin de s'assurer de leur adhésion et de leur soutien. En développant et en maintenant une relation de confiance avec ces autorités, les acteurs de l'aide peuvent accéder plus facilement aux communautés et mieux comprendre leurs besoins afin de garantir une réponse adaptée. En retour, les autorités locales et traditionnelles seront plus disposées à sensibiliser leurs communautés au rôle des acteurs de l'aide et du secteur humanitaire.

Ainsi, les acteurs humanitaires devraient continuer à s'engager avec les parties prenantes locales (chefs de village, dirigeants communautaires, groupes de femmes et de jeunes, ainsi que les chefs religieux) pour gagner leur confiance et leur soutien. Cet engagement peut avoir lieu sur place - il n'est pas rare que les chefs traditionnels désignent un représentant pour accompagner les équipes humanitaires lors de leurs interventions au sein des communautés. Les acteurs de l'aide étant de plus en plus acceptés par les communautés, il est probable qu'ils bénéficient de la protection et des systèmes d'alerte précoce que ces communautés peuvent offrir en cas de danger potentiel. Comme l'identité et le contrôle territorial des acteurs armés sont souvent peu clairs ou complexes, les organisations d'aide devront s'appuyer sur des interlocuteurs communautaires préexistants comme point de contact initial, d'où l'importance de développer des relations et une confiance avec les communautés dès le début.

Il est toutefois important de reconnaître les limites et les lacunes éventuelles de l'engagement avec ces autorités. Les chefs traditionnels ont été de plus en plus ciblés par les OEV ces dernières années, surtout s'ils sont perçus comme des alliés de l'État, ce qui signifie que tout engagement avec ces acteurs doit être sensible aux conflits et très probablement discret. Les figures traditionnelles sont souvent ciblées parce que leur retrait

perturberait la stabilité inter et intracommunautaire. Au Burkina Faso, les chefs religieux - tant chrétiens que musulmans - ont été directement visés, principalement dans le nord. Au cours du premier semestre 2019, de multiples attaques ont été menées contre des églises dans le nord du Burkina Faso, des hommes armés ouvrant le feu sur des fidèles et des prêtres. En outre, les groupes djihadistes considèrent que certains religieux musulmans ne sont pas suffisamment dévots et les accusent souvent d'avoir collaboré avec les autorités. Il convient de prendre en considération le fait que des relations ouvertes avec les travailleurs humanitaires et sanitaires pourraient exposer ces personnes à des risques accrus d'attaques et d'enlèvements. Les acteurs humanitaires doivent, d'une part, veiller à ce que les autorités traditionnelles avec lesquelles ils traitent respectent leurs principes fondamentaux. D'autre part, ils doivent investir dans la sensibilisation et le partage d'informations concernant leur neutralité.

**Recommandation 5 :** les donateurs internationaux, tels que l'UE, **pourraient apporter leur soutien à une meilleure coordination - notamment en ce qui concerne la négociation de l'accès - entre les différents acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables.** L'UE pourrait également soutenir ses partenaires d'exécution dans les négociations avec les gouvernements nationaux lors de la révision de l'obligation de recourir à des escortes militaires.

Produit alimentaire importé d'Algérie à Ménaka, Mali



Il est juste de dire que le conflit a évolué rapidement au Burkina Faso en particulier, obligeant les acteurs humanitaires à intervenir immédiatement, ce qui ne leur laisse pas le temps d'élaborer des stratégies d'accès humanitaire adéquates. Cependant, il existe de multiples leçons du Mali et du Niger dont ces organisations pourraient s'inspirer et qu'elles pourraient adapter au contexte burkinabé. Par exemple, au Mali, les conseils communaux sont en communication avec les organismes d'aide et les alertent des besoins observés au sein de leurs populations. Ce type de pratique devrait être encouragé au Burkina Faso et dans les zones touchées par les conflits en général au Mali et au Niger.

Une étape supplémentaire pourrait être un cadre standard entre les conseils communaux et les acteurs de l'aide afin de permettre un partage rapide des informations et une réponse humanitaire rapide. Les conseils communaux pourraient être formés à la conduite d'évaluations des besoins au sein de leur communauté. Simultanément, des mesures devraient accompagner cette approche pour éviter que les conseils communaux et les dirigeants ne s'impliquent dans la sélection des bénéficiaires. Cela pourrait être perçu comme une violation des principes humanitaires. Dans le même ordre d'idées, il faut encourager autant que possible l'inclusion des communautés d'accueil et créer des comités de surveillance plus larges pour suivre les opérations d'aide humanitaire, même s'il ne s'agit que de réunions hebdomadaires pour échanger des informations et des expériences. Cela garantit leur adhésion et aide les organismes d'aide à suivre l'impact de l'augmentation de la population sur leurs moyens de subsistance et le risque de voir des étrangers ou toute personne cherchant à exploiter les vulnérabilités des migrants (extorsion, trafic, travail forcé, etc.) mettre en place des programmes.

Le Niger et le Mali offrent également des enseignements sur la manière de travailler dans les zones où l'accès des ONGI est impossible. La plupart des ONGI ont des partenariats intégrés avec des organisations locales et nationales qui ont une connaissance détaillée et de longue date de la situation sur le terrain et de la façon dont les choses fonctionnent réellement au niveau local. Les partenariats sont consolidés par le biais de financements, de discussions, de formations, d'échanges d'apprentissage et de mentorat à long terme. La dynamique sociale et culturelle du conflit au Mali a permis, par exemple, au personnel des partenaires locaux d'opérer en toute sécurité dans des zones où il était impossible au personnel international de se rendre. Cette approche devrait être reproduite dans les zones où l'État est absent et où les agences d'aide internationale ne peuvent pas établir de bureaux opérationnels.

Dans le même temps, il faut veiller à ne pas se rabattre sur des approches et des plans d'intervention pour la région. Il existe des caractéristiques générales qui sont les mêmes dans tout le Liptako-Gourma (dynamique actuelle de conflit et d'instabilité et leurs causes profondes), mais des réponses globales ne suffiront pas. Le contexte humanitaire reste très différent au Burkina Faso (très désastreux, des interventions parallèles sont nécessaires) et au Niger (les systèmes étatiques fonctionnent toujours plus ou moins bien, le soutien par les systèmes existants est toujours possible). Il y a un besoin immédiat de coordonner les réponses entre les différents acteurs humanitaires et de développement qui assurent la protection des populations vulnérables - en accord avec les efforts coordonnés de l'OCHA pour établir des zones de sécurité, des couloirs ou des points de distribution temporaires.

Cette coordination devrait commencer par un exercice de cartographie des mandats des Nations unies, des ONG internationales et des ONG locales qui opèrent dans la région. Les raisons de cette démarche sont doubles. Premièrement, lorsque les organisations internationales se retirent en raison de risques pour la sécurité, les ONG locales sont plus susceptibles de prendre en charge la fourniture de l'aide humanitaire. Il convient de veiller à ce qu'elles soient correctement formées et équipées pour le faire sans mettre leur vie en danger également. Dans le même temps, certaines de ces ONG peuvent être issues d'organisations de développement ou de la société civile. Si elles sont perçues comme des organisations humanitaires par la population locale et/ou par les OEV, leurs choix auront un impact sur la perception de la neutralité, de l'humanité et de l'indépendance des humanitaires en général. Cela pourrait potentiellement nuire à la sécurité des fournisseurs d'aide internationale lorsqu'ils (re)établissent leur présence dans certaines régions. Grâce à l'exercice de cartographie, ces risques pourraient être calculés.

Il est également nécessaire d'encourager et de faciliter les efforts de communication entre toutes les agences (tout en gardant à l'esprit les différents mandats) sur les principales lignes rouges qui sous-tendent les négociations d'accès. Le danger, si cela ne se produit pas, est que des groupes armés ou des OEV s'engagent dans des séries parallèles de négociations sur l'accès avec les différents acteurs de la région. Si un acteur s'accorde sur certaines conditions d'accès qui violent les principes humanitaires, cela rendrait beaucoup plus difficile pour les autres organisations de continuer à tracer une ligne. L'UE pourrait soutenir la formation à la négociation de l'accès pour ses partenaires d'exécution ou faciliter un dialogue coordonné à ce sujet.

Marché aux bestiaux à Ménaka, Mali.



La même logique pourrait être appliquée à la coordination du mécanisme de retrait en cas de problèmes de sûreté et de sécurité, et à l'option d'une action collective en cas d'escalade de la "menace" de suspension des activités humanitaires. L'impact d'un grand nombre d'organisations humanitaires qui envisagent de quitter la région est énorme. La possibilité de rester est conditionnée par les garanties de sûreté et de sécurité nécessaires et par le respect des principes humanitaires. Pour négocier ces conditions, il est utile d'avoir une approche commune. Ceux qui se trouvent à l'autre bout des négociations pourraient même jouer les différences entre les organisations et conclure des accords séparés avec certaines et pas d'autres. Le corollaire est de coordonner les conditions de retour. Une feuille de route claire de ces étapes donne une marge de manœuvre lors des négociations avec les groupes armés. Si l'on choisit de suspendre les activités, il faut envisager de coordonner les voies de communication pour essayer autant que possible de préserver les lignes de communication avec les communautés ou même les groupes armés eux-mêmes. Certaines organisations disposent de médiateurs internes, ou de médiateurs tiers de confiance dans un contexte humanitaire, qui maintiennent des liens et peuvent, si nécessaire, possible et souhaitable, communiquer des messages ou des demandes.

Enfin, pour protéger l'ensemble du personnel, il est nécessaire de comprendre les motivations qui se cachent derrière le ciblage des travailleurs humanitaires et le vol de véhicules. Les organisations humanitaires devraient approfondir leurs recherches et envisager d'engager davantage (ou exclusivement) de personnel local si les préoccupations en matière de sécurité concernent principalement les travailleurs humanitaires internationaux/occidentaux. Dans le même temps, elles devraient également être extrêmement prudentes, car cela pourrait accroître le risque que le personnel local soit considéré comme des informateurs. Ils doivent s'assurer d'embaucher au moins quelques personnes ayant un statut suffisant dans la communauté pour ne pas courir un tel risque (par opposition à l'emploi exclusif de personnes ayant principalement besoin de travail).

## NOTES

1. Il s'agit d'une distinction hautement stylisée. En réalité, la mobilité n'est pas toujours linéaire car les gens peuvent changer de trajectoire, s'arrêter en chemin, migrer et re-migrer très souvent.
2. Avec l'adoption du Pacte mondial sur les migrations, les États membres ont approuvé une feuille de route fondée sur les droits de l'Homme pour la gouvernance internationale des migrations. Cette feuille de route devrait être transformée en actions mises en œuvre par les autorités nationales, régionales et locales avec le soutien des organisations internationales tout en assurant la mise en place d'un système de suivi pour évaluer les progrès et identifier les lacunes restantes.
3. La définition géographique du Liptako-Gourma varie, et parfois certaines parties des régions de Mopti et de Tombouctou sont incluses. Cependant, pour cette étude, la définition géographique est limitée à certaines parties des régions de Gao et Ménaka au Mali, des régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso, et de la région de Tillabéri au Niger.
4. Lors des négociations en cours entre l'Iyad et le gouvernement malien, le premier a exigé le retrait des forces militaires françaises.
5. Il y a eu de nombreux incidents au cours desquels des bus transportant des civils ont frappé des IED placés par des OEV ; ils étaient très probablement destinés aux forces maliennes ou internationales.
6. P. Le Roux, *Confronting Mali's Extremist Threat*, Africa Center for Strategic Studies, 2019, <https://africacenter.org/spotlight/confronting-central-malis-extremist-threat/>
7. H. Armstrong, *Behind the jihadist attack in Niger's Inates*, International Crisis Group, 13 décembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/behind-jihadist-attack-inates> ; International Crisis Group, *The Niger-Mali Border : Subordonner l'action militaire à une stratégie politique*, Dakar/ Bruxelles : ICG, 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique> ; <https://jamestown.org/brief/who-is-the-leader-of-iswap-confusion-continues-over-leadership-of-islamic-state-in-west-africa-province/>
8. International Crisis Group, *The Niger-Mali Border* ; Y. I. Ibrahim et M. Zapata, *Regions at Risk : Preventing Mass Atrocities in Mali*, Washington, DC : United Holocaust Memorial Museum, 2018, [https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali\\_Report\\_English\\_FINAL\\_April\\_2018.pdf](https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali_Report_English_FINAL_April_2018.pdf)
9. M. Leonhardt/IOM, *Regional Policies and Response to Manage Pastoral Movements within the ECOWAS Region*, Abuja : IOM, 2017, [https://publications.iom.int/system/files/pdf/iom\\_ecowas\\_pastoralism.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/iom_ecowas_pastoralism.pdf)
10. A. Arieff, *Conflict in Mali*, Version 8 updated, Washington, D.C. : Congressional Research Service, 2019, <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10116.pdf>
11. S. Mednick, *In Burkina Faso, arming civilians to fight jihadists. What could go wrong ?* *The Humanitarian*, 9 March 2020, [http://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/03/09/burkina-faso-jihadists-vigilantes-civilian-law?utm\\_source=The+New+Humanitarian&utm\\_campaign=0f0d3cd188-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN\\_ENGLISH\\_CONFLICT&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_d842d98289-0f0d3cd188-75435497](http://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/03/09/burkina-faso-jihadists-vigilantes-civilian-law?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=0f0d3cd188-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_ENGLISH_CONFLICT&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-0f0d3cd188-75435497)
12. ACLED, *Regional Overview : Africa 02–08 February 2020*, <https://acleddata.com/2020/02/13/regional-overview-africa-2-8-february-2020/>

13. R. Magowan et al., Resource-focussed solutions to escalating violence in Mali, *Planetary Security Initiative*, 10 April 2019, <https://www.planetarysecurityinitiative.org/news/resource-focussed-solutions-escalating-violence-mali-0>
14. J.-H. Jezequel, Mali central : Mettre un terme au nettoyage ethnique, International Crisis Group, 25 mars 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/centre-du-mali-enrayer-le-nettoyage-ethnique>
15. <https://www.aljazeera.com/news/2019/11/mali-dozens-troops-killed-military-outpost-attack-191102052705177.html>
16. Malian soldiers withdraw from isolated positions following attacks, Africanews, 10 November 2019, <https://www.africanews.com/2019/11/10/malian-soldiers-withdraw-from-isolated-positions-following-attacks/>
17. N. Lazarides, Burkina Faso : Jihadists' ethnic strategy and the Koglweogo problem, *Terrorism Monitor*, 17:23 (2019), <https://jamestown.org/program/burkina-faso-jihadists-ethnic-strategy-and-the-koglweogo-problem/>  
ACLED, <https://www.acleddata.com/data/>
18. Kisal, 2020, <https://www.facebook.com/kisalobs/>
19. Kisal, 2020, <https://www.facebook.com/kisalobs/>
20. Human Rights Watch, Burkina Faso : Respect rights during counterinsurgency operation, 22 May 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/05/22/burkina-faso-respect-rights-during-counterinsurgency-operation>  
R. Carayol, Au Sahel, les civils payent le prix du sursaut militaire, 11 March 2020, [Mediapart.fr](http://mediapart.fr)
21. R. Carayol, Au Sahel, les civils payent le prix du sursaut militaire, 11 March 2020, [Mediapart.fr](http://mediapart.fr)
22. R. Carayol, Au Sahel, les civils payent le prix du sursaut militaire, 11 March 2020, [Mediapart.fr](http://mediapart.fr)
23. Human Rights Watch, Mali : Unchecked abuses in military operations. Mali, Burkina Faso troops commit killings, 'Disappearances', Torture, 8 September 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/09/08/mali-unchecked-abuses-military-operations>
24. Lazarides, Burkina Faso.
25. Lazarides, Burkina Faso. ; R. W. Sanon, Burkina Faso : Cartographie du terrorisme, *LeFaso*, 20 February 2019, <https://lefaso.net/spip.php?article88136>
26. R. Carayol, Burkina : Koglweogo, les justiciers de la brousse, *JeuneAfrique*, 6 April 2016, <https://www.jeuneafrique.com/mag/313508/societe/burkina-koglweogo-justiciers-de-brousse/> ; R. da Cunha Dupuy and T. Quidelleur, *Self-Defence Movements in Burkina Faso : Diffusion and Structuration of Koglweogo Groups*, Noria Research, 2018, <https://www.noria-research.com/self-defence-movements-in-burkina-faso-diffusion-and-structuration-of-koglweogo-groups/> ; R. W. Sanon, Burkina Faso : Cartographie du terrorisme, *LeFaso*, 20 February 2019, <https://lefaso.net/spip.php?article88136>
27. Lazarides, Burkina Faso ; Parfois, au cours d'opérations antiterroristes ostensibles, certaines milices semblent bénéficier du soutien d'acteurs étatiques. En conséquence, les assassinats ethniques peuvent alimenter le recrutement par des groupes armés islamistes tels que le MLF, dont le chef est le prédicateur musulman peul Amadou Kouffa, qui a utilisé les griefs ethniques de la communauté peul pour renforcer son soutien en développant un récit qui offre un moyen d'autodéfense et de rétribution. Arieff, *Conflit au Mali*.

28. UNOWAS, *Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel : Towards Peaceful Coexistence*, August 2018, [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_eng-april\\_2019\\_-\\_online.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_eng-april_2019_-_online.pdf) ; OHCHR, *Deuxième Rapport Périodique sur la mise en œuvre par le Burkina Faso de la convention contre la torture*, 2019, [https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/BFA/INT\\_CAT\\_ICO\\_BFA\\_34379\\_F.pdf](https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CAT/Shared%20Documents/BFA/INT_CAT_ICO_BFA_34379_F.pdf) ; Human Rights Watch, *We Used to be Brothers : Self-Defense Group Abuses in Central Mali*, 2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/1454388/1788\\_1544712956\\_hrw-mali.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1454388/1788_1544712956_hrw-mali.pdf)
29. Mixed Migration Centre, *Mixed migration futures, Mixed Migration Review 2019*, pp. 18–19, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Mixed-Migration-Review-2019.pdf>
30. En octobre 2019, le gouvernement nigérien a publié une nouvelle règle selon laquelle les acteurs humanitaires ne peuvent voyager dans les zones de conflit de la région de Tillabéri qu'avec une escorte militaire. On ne sait toujours pas si cette réglementation a été annulée au moment de la rédaction de ce rapport après plusieurs demandes formulées par des ONG nationales et internationales.
31. Par exemple, Ayorou et Inates au Niger ont été choisis comme lieux clés pour la collecte de données, mais les humanitaires et les autorités locales et traditionnelles sont partis à la mi-novembre pour Tillabéri afin de se mettre à l'abri. L'équipe a donc annulé ses voyages dans les deux endroits et a mené les entretiens à Tillabéri.
32. UNHCR. 2020. *Operational Portal : Refugee Situations*. Available at : <https://data2.unhcr.org/en/situations>
33. IOM-DTM. 2020. *Displacement Tracking Matrix, Liptako-Gourma*, January 10. Available at : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LGC\\_Monthly\\_Dashboard\\_January\\_2020\\_FINAL.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LGC_Monthly_Dashboard_January_2020_FINAL.pdf)
34. Ibid.
35. HCR. 2019. L'insécurité entrave l'accès aux personnes déplacées dans le nord-est du Burkina Faso, novembre. Disponible sur : <https://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2019/11/5dd7a5fd4/insecurity-hinders-access-displaced-north-eastern-burkina-faso.html>
36. Danish Refugee Council and UNHCR. 2019. *Rapport de monitoring de protection, régions du Sahel et Centre Nord*, Décembre. Available at : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bfa\\_rapport\\_de\\_monitoring\\_de\\_protection\\_regions\\_du\\_sahel\\_et\\_centrenord\\_31\\_decembre\\_2019.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bfa_rapport_de_monitoring_de_protection_regions_du_sahel_et_centrenord_31_decembre_2019.pdf)
37. OCHA. 2020. *Niger - Flash Update #1 Tillabéri, Tahoua & Diffa*, OCHA, 21 Janvier. Available at : [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ner\\_flash\\_update\\_tillaberi\\_tahoua\\_diffa\\_21012020.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ner_flash_update_tillaberi_tahoua_diffa_21012020.pdf)
38. OCHA. 2020. *Niger : Aperçu des Besoins Humanitaires*, Janvier. Available at : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/13012020\\_ner\\_hno\\_2020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/13012020_ner_hno_2020.pdf)
39. HCR, Burkina Faso Rapport d'enquête sur les intentions de mouvements secondaires, septembre 2018. Rapport non disponible au public mais partagé avec l'auteur lors de sa visite au bureau du HCR à Ouagadougou, Burkina Faso.

40. Internal Displacement Monitoring Centre. 2018. *Burkina Faso : Global Report on Internal Displacement (GRID 2018)*. IDMC. Available at : <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/2018-05/GRID%202018%20-%20Figure%20Analysis%20-%20BURKINA%20FASO.pdf>
41. Entretiens réalisés à Ménaka, au Mali, dans la région du Sahel, au Burkina Faso, et dans la région de Tillabéri, au Niger, en décembre 2019 et janvier 2020.
42. Danish Refugee Council. 2019. *Burkina Faso : Conflict and protection analysis*, July. Available at : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/protection\\_analysis\\_bf\\_vf-eng.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/protection_analysis_bf_vf-eng.pdf)
43. UNOWAS, *Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*, April 2019 [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_eng-april\\_2019\\_-\\_online.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_eng-april_2019_-_online.pdf)
44. FAOSTAT. 2018. approximations pour 2016, 22 mars 2018 <http://www.fao.org/faostat/en/#data/QA>
45. Au Niger, le pastoralisme "pur" a été progressivement remplacé par l'agropastoralisme : 60 % du bétail est détenu par des agroéleveurs et des agropasteurs vivant dans le sud du pays. Inter-reseaux developpement rural, Elevage pastoral au Sahel et en Afrique de l'Ouest : 5 idées reçues mises à l'épreuve , <http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/int-17-broch-pastoralismeuk-bd.pdf>
46. UNOWAS, *Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*, August 2018 [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_eng-april\\_2019\\_-\\_online.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_eng-april_2019_-_online.pdf)
47. UNOWAS, *Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*, April 2019 [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_eng-april\\_2019\\_-\\_online.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_eng-april_2019_-_online.pdf)
48. Entretien avec des éleveurs dans Intililt, janvier 2020
49. Entretiens réalisés dans les régions de Ménaka et Gao, décembre 2019 et janvier 2020.
50. Entretien avec un éleveur à Torodi, novembre 2019
51. Les moyens de subsistance dépendent de la gestion des ressources naturelles et de la mobilité, deux éléments fondamentaux et interdépendants pour la survie. Il existe une multiplicité de voyageurs à courte et moyenne distance qui traversent les frontières et qui vivent souvent de cette mobilité.
52. Entretiens avec des jeunes de la région du Sahel, Burkina Faso, janvier 2020.
53. Entretiens réalisés à Gao, au Mali, en janvier 2020.
54. Entretiens réalisés dans la région de Tillabéri, au Niger ; dans la région du Sahel et de l'Est, au Burkina Faso ; et dans la région de Gao, au Mali, en décembre 2019 et janvier 2020. Ceci est également confirmé par les tendances générales des données de l'OIM recueillies dans les trois pays.
55. Parmi les rapports traitant de ces stratégies de mobilité, on peut citer Reitano et Shaw, *People's Perspectives of Organized Crime in West Africa and the Sahel* ; F. Molenaar, *Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Niger*, rapport du CRU, La Haye : Institut Clingendael, 2017, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular\\_migration\\_and\\_human\\_smuggling\\_networks\\_in\\_niger\\_0.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular_migration_and_human_smuggling_networks_in_niger_0.pdf)
56. Voir les recherches de l'OIM sur l'extraction artisanale de l'or au Burkina Faso : OIM, Résumé de recherche - Afrique de l'Ouest et du Centre : Dynamiques migratoires vers les sites d'orpaillage au Burkina Faso : Le cas des sites de Warweogo et Galgouli, 2019 , [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Research%20Brief%20BF\\_Mines\\_november%20\\_Final%206%20Janvier.pdf?file=1&type=node&id=7528](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Research%20Brief%20BF_Mines_november%20_Final%206%20Janvier.pdf?file=1&type=node&id=7528)

57. OECD, *Africa's Urbanisation Dynamics 2020 : Africapolis, Mapping a New Urban Geography*, Paris : OECD, 2020, [https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-urbanisation-dynamics-2020\\_b6bccb81-en](https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-urbanisation-dynamics-2020_b6bccb81-en)
58. S. Mercandalli and B. Losch, *Rural Africa in Motion : Dynamics and Drivers of Migration South of the Sahara*, FAO and CIRAD, 2017, <http://www.fao.org/3/I7951EN/I7951en.pdf>
59. Entretien avec un ancien gendarme burkinabé, Ouagadougou, Burkina Faso, janvier 2020.
60. I. A. Yonlihinza, Alors que de plus en plus de personnes affluent vers la mine d'or du Niger, la prospérité économique pourrait devenir un nouveau risque de migration, *The Conversation*, 2017, <https://theconversation.com/as-more-people-flock-to-nigers-gold-mines-economic-boon-may-become-a-new-migration-risk-75417>
61. IOM, *Résumé de recherche – Afrique de l'Ouest et du Centre*.
62. MMC West Africa 4Mi Snapshot – February 2020 [http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/02/089\\_snapshot\\_wa.pdf](http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/02/089_snapshot_wa.pdf)
63. Entretiens avec des jeunes locaux à Ménaka, au Mali, en décembre 2019.
64. Entretiens avec des jeunes locaux à Andéramboukane, décembre 2019.
65. Les données fournies dans cet encadré sont basées sur les données de la matrice de suivi des déplacements de l'OIM. Elles ne donnent qu'une vue partielle du volume et des caractéristiques des flux de population qui transitent par la région. Pour plus d'informations, voir <https://displacement.iom.int/content/methodological-framework-used-displacement-tracking-matrix-operations-quantifying>
66. IOM, *DTM Flow Monitoring Mali, Results Snapshot #30*, 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ML\\_FMP\\_Snapshot\\_July18\\_No30\\_EN.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ML_FMP_Snapshot_July18_No30_EN.pdf). According to the study by Molenaar and Van Damme, between 30 000 and 40 000 migrants transited through Mali to Algeria and Libya in 2016 : F. Molenaar and T. Van Damme, *Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Mali*, CRU Report, The Hague : Clingendael Institute, 2017, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular\\_migration\\_and\\_human\\_smuggling\\_networks\\_in\\_mali.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/irregular_migration_and_human_smuggling_networks_in_mali.pdf)
67. DTM-IOM, *DTM Monthly Dashboards on Mali, between July and December 2019*, 2019. According to data collected by IOM DRIM in Mali and the region, DTM enumerators at the FMPs in Mali predominantly interview migrants who claim to be making long-haul journeys to one of the European countries.
68. IOM, *Displacement Tracking Matrix, Burkina Faso : Rapport sur le suivi des flux de populations, decembre 2019*, Geneva : IOM, 2019, [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20DASHBOARD%20Suivi%20des%20flux%20migratoires%20Burkina%20Faso%20Decembre%202019\\_BF.pdf?file=1&type=node&id=7697](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20DASHBOARD%20Suivi%20des%20flux%20migratoires%20Burkina%20Faso%20Decembre%202019_BF.pdf?file=1&type=node&id=7697)
69. IOM, *Displacement Tracking Matrix, Niger : Rapport sur le suivi des flux de populations, decembre 2019*, Geneva : IOM, 2019, [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/OIM%20Niger%20-%20Migration%20Response%20-%20Flow%20Monitoring%20Report%20-%20FR%20-%20Decembre%202019%20-%20Niger\\_0.pdf?file=1&type=node&id=7727](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/OIM%20Niger%20-%20Migration%20Response%20-%20Flow%20Monitoring%20Report%20-%20FR%20-%20Decembre%202019%20-%20Niger_0.pdf?file=1&type=node&id=7727)
70. Centre de migration mixte, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 46.
71. Centre de migration mixte, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 56.

72. Il convient de noter que le programme n'est pas toujours basé sur la demande mais plutôt sur les fonds disponibles.
73. IOM, *2018 Return and Reintegration Key Highlights*, IOM, Geneva : IOM, 2019, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/2018\\_return\\_and\\_reintegration\\_key\\_highlights.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/2018_return_and_reintegration_key_highlights.pdf)  
V. Digidiki and J. Bhabha, *Returning Home ? The Reintegration Challenges Facing Child and Youth Returnees from Libya to Nigeria*, FXB Center for Health and Human Rights, Harvard University, 2019, <https://cdn1.sph.harvard.edu/wp-content/uploads/sites/2464/2019/11/Harvard-FXB-Center-Returning-Home-FINAL.pdf>
74. V. Digidiki and J. Bhabha, *Returning Home ? The Reintegration Challenges Facing Child and Youth Returnees from Libya to Nigeria*, FXB Center for Health and Human Rights, Harvard University, 2019, <https://cdn1.sph.harvard.edu/wp-content/uploads/sites/2464/2019/11/Harvard-FXB-Center-Returning-Home-FINAL.pdf>
75. Selon les informations recueillies lors d'un entretien avec une société de transport en janvier 2020. En raison de la nature lucrative de l'entreprise, les employés des compagnies de bus privées interrogés au Mali continuent de voyager à travers le centre et le nord du Mali malgré les multiples dangers. Un chauffeur travaillant pour une telle entreprise au Mali a déclaré que les chauffeurs impliqués dans le transport de migrants peuvent recevoir entre 1 000 et 2 000 FCFA par migrant. Les chauffeurs ont également développé des moyens de négocier avec les acteurs contrôlant les différents points de contrôle, notamment les groupes armés contrôlant les points de contrôle entre Gao et les frontières algériennes. Les chauffeurs interrogés ont également affirmé négocier en faveur des migrants afin qu'ils ne soient pas maltraités.
76. Tombouctou est sans doute moins populaire que Gao pour diverses raisons - principalement à cause de sa route du désert plus longue et plus dangereuse que celle de Gao. Néanmoins, pendant la saison des pluies, elle est plus facilement accessible par le fleuve Niger. Cet itinéraire peut être choisi de manière à éviter les postes de contrôle.
77. Entretiens réalisés à Bamako et Gao, au Mali, en novembre 2019 et janvier 2020.
78. Entretiens réalisés à Bamako et Gao, au Mali, en novembre 2019 et janvier 2020.
79. Entretiens réalisés à Bamako et Gao, Mali, novembre 2019 et janvier 2020, voir aussi Micallef, *The Human Conveyor Belt*.
80. Entretiens réalisés à Bamako et Gao, novembre 2019 et janvier 2020.
81. Ibid.
82. Entretiens réalisés à Gao, au Mali, en août 2019.
83. Entretiens réalisés avec des migrants et des acteurs humanitaires à Bamako, Mali, novembre 2019.
84. Entretiens réalisés avec des migrants et des sociétés de transport à Bamako, Mali et Ouagadougou, Burkina Faso, janvier 2020.

85. Au dernier trimestre de 2019, 80 % des personnes interrogées étaient burkinabées et 7 % étaient originaires du Niger, ce qui est cohérent avec les données du reste de l'année ainsi que de 2018. OIM-DTM, Rapport sur le suivi des populations : Burkina Faso, 2019, [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20DASHBOARD%20Suivi%20des%20flux%20migratoires%20Burkina%20Faso%20Decembre%202019\\_BF.pdf?file=1&type=node&id=7697](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/FMP%20DASHBOARD%20Suivi%20des%20flux%20migratoires%20Burkina%20Faso%20Decembre%202019_BF.pdf?file=1&type=node&id=7697) et IOM-DTM, Burkina Faso, suivi des flux de populations : Analyse d'enquêtes individuelles réalisées de janvier à décembre 2018 aux points de suivi des flux de Kantchari, Dori/Seytenga, Ouagadougou, Faramana et Yendere, 2019, [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Rapport-FMS\\_BFA\\_Analyse%20narrative-FINAL\\_OM\\_Last\\_BFnew-.pdf?file=1&type=node&id=6871](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Rapport-FMS_BFA_Analyse%20narrative-FINAL_OM_Last_BFnew-.pdf?file=1&type=node&id=6871)
86. Entretiens réalisés à Kantchari et Fada-N'Gourma, région Est, Burkina Faso, janvier 2020.
87. Entretiens réalisés à Kantchari et Fada-N'Gourma, région Est, Burkina Faso, janvier 2020.
88. Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel, p. 30.
89. Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel, p. 30.
90. Entretiens réalisés avec des sociétés de transport à Niamey, au Niger, en novembre 2019.
91. Centre de migration mixte, Naviguer dans les zones frontalières du Sahel, p. 50
92. Comme le centre de l'OIM à Ouagadougou ne comptabilise que les arrivées et non les départs, il est difficile de savoir si l'itinéraire passe par la capitale du Burkina Faso, mais aussi si certains des voyageurs venant de Benena à Ouagadougou continuent finalement leur voyage au Niger.
93. International Crisis Group, *CrisisWatch Tracking Conflict Worldwide*, December 2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/december-2018>; Attaque axe Dori-Seytenga : Trois gendarmes blessés et des véhicules calcinés, *Agence d'information du Burkina*, 5 December 2018, <https://www.aib.media/regions/2018/12/05/attaque-axe-dori-seytenga-trois-gendarmes-blesses-et-des-vehicules-calcines/>
94. Entretiens réalisés avec des sociétés de transport à Ouagadougou, Burkina Faso, février 2020
95. I. Austen, Gunmen in Burkina Faso attack Canadian mining company convoy, killing 37, *New York Times*, 6 November 2019, <https://www.nytimes.com/2019/11/06/world/africa/burkina-mine-attack-canadian.html>
96. UNMAS, *Burkina Faso*, <https://unmas.org/en/programmes/burkina-faso>
97. F. Kelly, Huit soldats du Burkina Faso tués dans l'explosion d'une bombe en bord de route près de Baraboule, *The Defense Post*, 26 septembre 2018, <https://thedefensepost.com/2018/09/26/burkina-faso-soldiers-killed-roadside-bomb-baraboule/>
98. Danish Refugee Council and UNHCR. 2019. *Rapport de monitoring de protection, regions du Sahel et Centre Nord*
99. Micallef, *The Human Conveyor Belt*.
100. Le 1er janvier 2020, par exemple, un véhicule MINUSMA a heurté un IED près d'Ansongo sur la route entre Niamey, au Niger, et Gao, au Mali. Voir C. Weiss, JNIM targets military bases in central Mali, *FDD's Long War Journal*, 27 janvier 2020, <https://www.longwarjournal.org/archives/2020/01/jnim-targets-military-bases-in-central-mali.php>

101. Le Mali affirme que 54 personnes sont tuées lors d'une attaque djihadiste contre l'armée ; ISIS en revendique la responsabilité, New York Times, 2 novembre 2019, <https://www.nytimes.com/2019/11/02/world/africa/mali-jihadist-attack.html?auth=login-email&login=email>
102. Malijet.co., Labbezanga, ville fantôme, 23 January2020, <http://malijet.co/nord-mali/labbezanga-ville-fantome>
103. Studio Tamani, Retrait 'stratégique' de l'armée de certaines localités : les populations 'désespérées', 11 November 2019, <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/21918-retrait-strategique-de-l-armee-de-certaines-localites-les-populations-desemparees> ; RFI, Mali : l'armée se replie de ses positions isolées après des attaques jihadistes, 11 November 2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191111-mali-armee-fama-replie-positions-isolees-apres-attaques-jihadistes>
104. Entretiens réalisés dans les régions de Ménaka et Gao, décembre 2019 et janvier 2020.
105. Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel.
106. Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel.
107. La région de Tillabéri a été placée pour la première fois sous état d'urgence en mars 2017 suite à une augmentation des attaques visant les camps de réfugiés et les forces de sécurité.
108. Niger : State of emergency extended in three regions as of December 18, *GardaWorld*, 22 January 2020, <https://www.garda.com/crisis24/news-alerts/307306/niger-state-of-emergency-extended-in-three-regions-as-of-december-18>
109. Au cours du second semestre 2019, selon les données du DTM de l'OIM, le rapport entre les sexes est d'environ 30 % de femmes pour 70 % d'hommes, avec de légères variations. Ce ratio est typique des mouvements régionaux internes. Dans les mouvements régionaux et plus locaux, le pourcentage de femmes est sensiblement plus élevé que dans les flux vers le nord, en particulier en direction de l'Europe (environ 15 % des femmes en route vers l'Europe).
110. IOM DTM, Niger – Flow Monitoring Report for July, August, September, October, November and December 2019.
111. Les marchés locaux dépendent fortement des denrées alimentaires et des marchandises subventionnées apportées par les commerçants algériens.
112. Entretiens réalisés à Ménaka, décembre 2019.
113. Selon les données du Centre de migration mixte (2019), les femmes représentaient 20 % de tous les répondants, tandis que selon les données recueillies par le DTM de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre entre avril et juin 2019, 28 % des migrants interrogés étaient des femmes. Comparer avec l'OIM, Rapport trimestriel sur la migration en Afrique de l'Ouest et du Centre avril-juin 2019, Genève : OIM, 2019, <https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/IOM%20West%20and%20Central%20Africa%20Flow%20Monitoring%20Report%20Q2-2019-V4.pdf?file=1&type=node&id=6538> ; Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel.
114. Centre de migration mixte, Naviguer dans les zones frontalières du Sahel, p. 70
115. Centre de migration mixte, MMC West Africa 4 Mi Snapshot, septembre 2019, [http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/12/073\\_snapshot\\_wa\\_english.pdf](http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/12/073_snapshot_wa_english.pdf)
116. Centre de migration mixte, Navigating Borderlands in the Sahel, p. 70.

117. E. Golovko, *Joueurs de plusieurs rôles : The Evolving Role of Smugglers in West Africa's Migration Economy*, Briefing Paper, Mixed Migration Centre, 2019, p. 28, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/69916>
118. Centre de migration mixte, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 59.
119. Centre de migration mixte, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 63.
120. Centre de migration mixte, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 59
121. Voir [http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/12/073\\_snapshot\\_wa\\_english.pdf](http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/12/073_snapshot_wa_english.pdf)  
En raison de l'environnement d'échantillonnage difficile dans les études qui sondent les populations migrantes, il est important de toujours interpréter avec prudence les résultats car ceux-ci et les autres mécanismes de collecte de données sur les flux migratoires.
122. Entretiens avec des sociétés de transport à Bamako, Mali et Ouagadougou, Burkina Faso, janvier 2020.
123. Centre de migration mixte, *Naviguer dans les zones frontalières du Sahel*, p. 44.  
Parmi ceux qui ont eu recours aux services de passeurs, la plupart les perçoivent comme des prestataires de services.
124. En 2019, les observateurs du 4Mi sur le terrain n'ont pas rencontré de contrebandiers. Néanmoins, 25% des migrants burkinabés interrogés au Niger et 20% des migrants burkinabés interrogés au Mali ont déclaré avoir commencé leur voyage avec l'aide d'un passeur. Cette incohérence peut s'expliquer par le fait que les migrants ont établi des contacts avec des passeurs dans le nord du Mali et du Niger pour faciliter leurs déplacements à travers le désert au début de leur voyage. Centre de migration mixte, *Naviguer dans les zones frontalières du Sahel*, p. 41.
125. Centre de migration mixte, *Naviguer dans les zones frontalières du Sahel*, p. 45.
126. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 17.
127. La plupart des personnes interrogées (86 %) ont déclaré que le logement était le principal service qu'elles recevaient. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 19.
128. En outre, 48 % des passeurs opérant et interrogés au Mali ont déclaré qu'ils avaient contacté quelqu'un qui se trouvait de l'autre côté de la frontière pour recevoir leurs clients. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 23.
129. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 27.
130. Entretiens réalisés à Gao, au Mali, en août 2019.
131. J. Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara : Regional Connectivity in the Twentieth Century*, Cambridge : Cambridge University Press, 2012.
132. Reitano and Shaw, *People's Perspectives of Organized Crime*.
133. Reitano and Shaw, *People's Perspectives of Organized Crime*.

134. En 2012, le Mali a adopté une loi sur la lutte contre la traite des personnes et les pratiques analogues. La loi comprend des dispositions pénales sur le trafic illicite d'êtres humains, qu'elle considère comme une "pratique assimilée" à la traite. Les deux infractions de traite et de trafic sont passibles de la même peine, comprise entre cinq et dix ans d'emprisonnement. Apparemment, il s'agit du premier cas de mise en œuvre de cette loi depuis son adoption. Un autre cas important de répression de la traite et du trafic illicite d'êtres humains a été l'opération menée par INTERPOL en octobre 2019 contre des trafiquants d'êtres humains, au cours de laquelle la police a effectué des descentes dans des points sensibles connus du pays pour leur trafic et leur contrebande. Les près de soixante-dix victimes identifiées et secourues venaient du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali et du Nigeria, et travaillaient dans des bars, des maisons et des sites miniers. Quatre trafiquants présumés ont été arrêtés et sont en attente de leur condamnation. Des enquêtes sont en cours pour identifier d'autres suspects. INTERPOL, Victimes de traite sauvées lors de l'opération coordonnée par INTERPOL au Mali, 8 novembre 2019, <https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2019/Trafficking-victims-rescued-during-INTERPOL-coordinated-operation-in-Mali>
135. Cela rejoint les conclusions du Groupe d'experts des Nations unies sur le Mali : voir CSNU, Rapport final du Groupe d'experts établi conformément à la résolution 2374 (2017) sur le Mali.
136. Entretiens avec des contrebandiers et des transporteurs à Gao en août 2019 et janvier 2020.
137. Entretiens réalisés à Bamako et Gao, novembre 2019 et janvier 2020.
138. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*.
139. Molenaar, F. and T. Van Damme, *Irregular Migration and Human Smuggling Networks in Mali*, p.17
140. Bamada.net, Mali : La Carte Nina est Désormais un Document d'Identification, 8 February 2016, <http://bamada.net/mali-la-carte-nina-est-desormais-un-document-didentification>
141. Molenaar, F, Tubiana, J. Warin, C. (2018). *Caught in the middle : A human rights and peace-building approach to migration governance in the Sahel*.
142. Pour une discussion détaillée de la gouvernance des migrations dans les pays du Liptako-Gourma, voir le Centre de migration mixte, Naviguer dans les zones frontalières du Sahel, p. 33-44.
143. P. M. Frowd, Producing the 'transit' migration state : International security intervention in Niger, *Third World Quarterly*, 41:2 (2020), pp. 340–58.
144. F. Molenaar et al., *Caught in the Middle : A Human Rights and Peace-Building Approach to Migration Governance in the Sahel*, CRU Report, The Hague : Clingendael Institute, December 2018, <https://www.clingendael.org/publication/human-rights-approach-migration-governance-sahel>.
145. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 19.
146. Golovko, *Players of Many Parts*.
147. W. Assanvo et al., *Violent Extremism, Organised Crime and Local Conflicts in Liptako-Gourma*, West Africa Report no. 26, Pretoria : Institute for Security Studies, 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>
148. D. Lounnas, *The Links between Jihadi Organisations and Illegal Trafficking in the Sahel*, MENARA Working Papers, no. 25, Rome : Istituto Affari Internazionali, 2018, pp. 4–5, [https://www.iai.it/sites/default/files/menara\\_wp\\_25.pdf](https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_25.pdf)

149. Entretiens réalisés à Gao et Bamako, au Mali, en août et novembre 2019, et en janvier 2020.
150. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 21.
151. Entretien avec un migrant à Gao, le 20 janvier 2019.
152. UNSC, *Final Report of the Panel of Experts Established Pursuant to Security Council Resolution 2374 (2017) on Mali*.
153. Entretien avec un acteur local à Ménaka, janvier 2020.
154. Entretiens réalisés à Ménaka, Anouzagrene et Andéramboukane, Mali, novembre 2019.
155. Entretiens réalisés à Ménaka, Anouzagrene et Andéramboukane, Mali, novembre 2019.
156. Entretiens réalisés à Gao, janvier 2020.
157. Entretiens réalisés à Gao, au Mali, en janvier 2020.
158. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, pp. 57–8.
159. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, pp. 57–8.
160. Global Initiative against Transnational Organized Crime, Étude d'accompagnement sur la traite des êtres humains.
161. [http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/02/089\\_snapshot\\_wa.pdf](http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2020/02/089_snapshot_wa.pdf)
162. Entretiens réalisés à Ménaka, décembre 2019.
163. Entretiens réalisés à Gao, au Mali, en janvier 2020. Global Initiative against Transnational Organized Crime- Migration à travers le Mali.
164. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 62.
165. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 62.
166. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 47
167. Entretien avec un migrant à Sebba, province de Yagha, région du Sahel, Burkina Faso, janvier 2020.
168. Entretien avec un acteur local à Fada, région de l'Est, décembre 2019.
169. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 63.
170. Mixed Migration Centre, *Navigating Borderlands in the Sahel*, p. 64.
171. Entretiens avec les autorités locales et traditionnelles à Torodi, région de Tillabéri, Niger, décembre 2019.
172. Entretiens avec les autorités locales et traditionnelles, et l'ONG locale à Torodi, région de Tillabéri, Niger, décembre 2019.
173. Cela a déjà été identifié par Molenaar et al, *Caught in the Middle*.
174. Golovko, *Players of Many Parts*, p. 29.
175. Entretien réalisé avec un migrant à Dougourou, dans la région de Tillabéri, en décembre 2019. Un autre fonctionnaire local interrogé à Dougourou a confirmé la collusion entre les policiers et les passeurs de migrants. Il y a une participation notable des agents de police", a-t-il déclaré. Un jour, j'étais dans un bus à destination de Niamey quand un policier a arrêté le bus et a commencé à vérifier les papiers d'identité des passagers. Le chauffeur s'est levé et lui a dit : "Ces cinq-là sont avec moi". Le policier n'a pas vérifié les papiers de ces cinq personnes. J'ai appris par la suite que le chauffeur, qui avait reçu de l'argent pour transporter ces migrants, avait donné un pourcentage au policier". Il s'est avéré que les policiers ou les militaires nigériens demandent une somme d'argent plus élevée aux migrants non nigériens. Entretien avec les autorités locales de la ville de Tillabéri, région de Tillabéri, décembre 2019.

176. Entretien avec un acteur du gouvernement à Torodi, novembre 2019.
177. Cela signifie également que ces migrants ne sont pas détectés aux points de suivi des flux aux frontières.
178. Entretien avec un agent rural à Torodi, novembre 2019.
179. Entretien avec un collecteur d'impôts à Téra, décembre 2019.
180. Entretien avec un fonctionnaire à Diagourou, région de Tillabéri, Niger, décembre 2019.
181. Entretien avec les autorités locales à Labbezanga, Gao, janvier 2020.
182. Entretien avec un gendarme à Labbezanga, janvier 2020.
183. Entretien réalisé avec un travailleur d'une ONG à Ouagadougou, octobre 2019.
184. Entretien réalisé avec un travailleur d'une ONG à Djibo, dans la région du Sahel, en janvier 2020.
185. Entretien avec un acteur gouvernemental à Fada, région de l'Est, décembre 2019.
186. Entretien avec un agent rural à Torodi, décembre 2019.
187. Entretien avec un fonctionnaire à Diagourou, décembre 2019.
188. Entretien avec un agent rural à Torodi, décembre 2019.
189. Entretiens réalisés à Torodi et Téra, région de Tillabéri, décembre 2019.
190. M. J. da Silva Rebelo et al., *Mistrust, anger, and hostility in refugees, asylum seekers, and immigrants : A systematic review*, *Canadian Psychology/Psychologie canadienne*, 59:3 (2018), pp. 239–51.
191. OCHA, *Niger : Aperçu des besoins humanitaires*.
192. OCHA, Mali – Qui Fait Quoi Ou (3W) Présence opérationnelle des acteurs humanitaires, November 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MLI\\_VIZ\\_3W-Communes\\_20191130\\_vf--PDF.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MLI_VIZ_3W-Communes_20191130_vf--PDF.pdf)
193. OCHA, *Rapport de situation Mali*, Geneva, 28 January 2020, <https://reports.unocha.org/fr/country/mali/>
194. S. Mednick, Briefing : Burkina Faso's rapid descent catches emergency response off guard, *The New Humanitarian*, 20 November 2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/12/20/Burkina-Faso-displaced-attacks-extremist>
195. OCHA, *Tillabéri : Presence operationelle des acteurs humanitaire*, 2019, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/tillaberi-pr%C3%A9sence-op%C3%A9rationnelle-des-acteurs-humanitaires>
196. L'Organisation internationale des ONG pour la sécurité (INSO)
197. OCHA, *Mali : Rapport de situation*.
198. UNHCR, *Insecurity Hinders Access to Displaced*.
199. UNHCR, *Rapport d'analyse mensuelle des données de monitoring de protection*, November 2019, <https://reliefweb.int/report/niger/rapport-d-analyse-mensuelle-des-donn-es-de-monitoring-de-protection-ao-t-2019-tillab-ri>
200. Entretien avec un acteur humanitaire à Tillabéri, décembre 2019.
201. ACAPS, *CrisisInSight, Humanitarian Acces Overview*, October 2019, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191031\\_acaps\\_humanitarian\\_access\\_overview\\_october\\_2019.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191031_acaps_humanitarian_access_overview_october_2019.pdf)
202. ACAPS, *CrisisInSight, Humanitarian Acces Overview*, October 2019, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191031\\_acaps\\_humanitarian\\_access\\_overview\\_october\\_2019.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191031_acaps_humanitarian_access_overview_october_2019.pdf)

203. Danish Refugee Council and UNHCR, *Rapport de monitoring de protection, régions du Sahel et Centre Nord*.
204. OCHA, *Niger : Aperçu des besoins humanitaires*.
205. Entretien avec un éleveur à Abala, décembre 2019.
206. [https://www.sig.gov.bf/details?tx\\_news\\_pi1%5Baction%5D=detail&tx\\_news\\_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx\\_news\\_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a](https://www.sig.gov.bf/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a)
207. <https://lefaso.net/spip.php?article87271>
208. <https://www.jeuneafrique.com/844319/politique/mali-letat-durgence-a-nouveau-prolonge/>
209. Mednick, Briefing : La descente rapide du Burkina Faso prend au dépourvu l'intervention d'urgence.
210. Burkina Faso : <https://fts.unocha.org/countries/36/summary/2019/> / Mali : <https://fts.unocha.org/appeals/913/summary> ; Niger : <https://fts.unocha.org/appeals/908/summary>
211. Mednick, Briefing : La descente rapide du Burkina Faso prend au dépourvu la réponse d'urgence".
212. <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/breves/barkhane-l-equipe-de-cooperation-civilo-militaire-malienne>; [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2013\\_07\\_22\\_UN\\_Coordination\\_civil\\_militaire\\_UN\\_CMCOORD.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2013_07_22_UN_Coordination_civil_militaire_UN_CMCOORD.pdf)
213. A. Lamarche, *Mali's Humanitarian Crisis : Overmilitarized and Overshadowed*, 12 December 2019, Washington, DC : Refugees International, <https://www.refugeesinternational.org/reports/2019/12/10/malis-humanitarian-crisis-overmilitarized-and-overshadowed>
214. Entretien avec un acteur local dans Intililt, janvier 2020.
215. OCHA, *Accès humanitaire au Mali : Pour des stratégies d'accès plus adaptées*, October 2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mli\\_rpt\\_humaccessavrilssept\\_20191010\\_vf.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mli_rpt_humaccessavrilssept_20191010_vf.pdf)
216. L'accès est également limité dans d'autres régions, mais pour les besoins de cette étude, l'accent est mis sur les régions du Sahel et de l'Est.
217. Among others <https://danishdemininggroup.dk/danish-demining-group/where-we-work/sahel>

# Mobilité et conflit dans le Liptako-Gourma

Conflict Research Unit at Clingendael

Par Rida Lyammouri



---

## ACKNOWLEDGEMENTS

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Clingendael et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne.

Ce rapport a été traduit de l'anglais vers le français. L'exactitude de certaines analyses a pu s'en trouver modifiée. Merci d'adresser vos questions à l'auteur, Rida Lyammouri, à [rlyammouri@clingendael.org](mailto:rlyammouri@clingendael.org)